



62B

8132-3

VOL 2 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
NORTHWEST TERRITORIES
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8132-3
VOL 2

000339

62B 8132-3
VOL 2



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

95-07-02

TO
JUSQU'AU

96-02-08

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

62B 8132-3

VOLUME

3

000340

8144-5-96

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Post-it® Fax Note	7671	Date	Feb-2-96	# of pages	4
To	J.G. Francoeur	From	Lise Ricard		
Co./Dept.		Co.			
Phone #		Phone #			
Fax #	819-953-9353	Fax #			



Date d'échéance 09/30/95

YELLOWKNIFE NT X1A 3S8

50¢

Envoi de publication - enregistrement no. 10338

C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9

Volume 11 numéro 5, vendredi 2 février 1996

Au son des tambours



Matthieu Massip/L'Aquilon

Avant les échanges et les débats, la prière et la réflexion, au son des tambours. La cérémonie précédait l'ouverture des audiences publiques à Rae-Edzo sur le projet de mine de diamant de la firme BHP. Une centaine de personnes, la plupart des membres de la communauté dogrib, y participaient.

Centre scolaire communautaire Le choix est confirmé

Depuis un an, il est question d'un centre scolaire communautaire pour les francophones de Yellowknife. Le 29 janvier, les parties impliquées ont réaffirmé leur engagement envers le projet.

La rencontre a aussi permis de dissiper les inquiétudes exprimées en assemblée extraordinaire le 22 janvier par des membres de la communauté, y compris M^{me} Nicole Châtel et Anne Bérubé du Conseil scolaire francophone.

Les groupes qui s'occupent du volet communautaire du projet (l'Association franco-culturelle de Yellowknife, l'Association des parents et la garderie Plein Soleil) ont récemment fait une offre d'achat (par l'entremise de la Fédération Franco-TéNOise) pour trois lots situés au 5114, sur la 53^e Rue. Et ils ont fait appel à un architecte pour développer les ébauches d'un plan

pour un centre communautaire.

Diane Mahoney, porte-parole de l'AFCY, a expliqué lundi soir que ces démarches ne signifiaient pas que les groupes communautaires ne veulent plus d'un centre scolaire communautaire. «En septembre dernier, nous avions cru comprendre que la construction d'une école était retardée de quelques années. C'est pour cette raison qu'en attendant, nous avons voulu saisir l'occasion d'avoir un centre communautaire. En nous disant que le bâtiment du centre communautaire

Centre scolaire ...

Suite en page 000341

1996

OS
T.N.-O.

eline Bird arvey

lus respectées de Fort Smith, 97 ans. En collaboration avec ait publié en 1991 un ouvrage lle lègue à ses enfants et leurs sa vie qui débuta dans le Nord

mporté à l'âge de 55 ans Ross première heure lors de l'éta- tritoires du Nord-Ouest. En Les retrouvailles» auprès des vait participé aux discussions ir les services en français dans

a hausse d Oak

. Mincé vient de dévoiler ses ensemble de l'année 1995. La Oak (dans les Territoires et à plus de 371 151 onces, une 994. Les revenus générés ont rs en hausse de 28 pour cent e la compagnie s'élèvent à près

trat pour d'huile

ansportation Company Ltd. provisionnement en huile de e l'est de l'Arctique. est d'une valeur d'environ 85 onditions préalables à remplir oit finalisé.

es leaders avut

e de la cinquième conférence du 9 au 11 février prochain. du Nunavut de faire le point sur ches menant à la création du n programme couvrant les 37 le d'établissement, le 1^{er} avril

ommissaire

est le lauréat, cette année, du on implication communautaire

Centre scolaire ...

Suite de la une

constituerait plus tard un actif pour la communauté.»

Quant à l'étude préparée par la firme Ferguson, Simek Clark de Yellowknife pour un centre communautaire, elle servira tout autant pour l'aile d'un centre scolaire communautaire que les associations bénévoles occuperaient (l'autre partie du bâtiment logeant l'école Allain St-Cyr). Aux dires de Mme Mahoney, ce travail a permis de préciser les besoins des groupes communautaires, le type de construction et d'aménagement qui peuvent y répondre, ainsi que le coût de ces travaux.

La fin de cette étude sur le centre communautaire (supervisée par Madame Line Gagnon) survient juste à temps pour la préparation de la demande de financement que le Conseil scolaire francophone de Yellowknife doit présenter au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. Pour le volet communautaire du CSC, une demande sera déposée auprès du mi-

nistère du Patrimoine canadien.

Les deux paliers de gouvernement n'ont pas jusqu'à présent précisé quelles sommes seraient affectées au projet, ni même si des fonds étaient disponibles. Les bailleurs de fonds demandaient d'abord aux parties impliquées de préciser leur projet: un CSC, ou deux bâtiments distincts pour une école et, d'autre part, un centre communautaire.

Après le dépôt de leur demande conjointe pour un centre scolaire communautaire, le conseil scolaire francophone et les associations bénévoles espèrent obtenir rapidement une réponse des gouvernements. Les groupes communautaires doivent décider à la mi-mars s'ils maintiendront leur offre d'achat pour le terrain de la 53^e Rue.

Agnès Billa



Martine Massip/L'Équation

Les gens du secteur communautaire discutent d'aménagement et de coûts avec un architecte de Ferguson Simek Clark.

Radio-Canada

Suite de la une

raient tirés des émissions de sport.

Selon la proposition Juneau, chaque foyer canadien paierait 9\$ par mois, soit 108\$ par année, pour financer les réseaux anglais et français de Radio-Canada.

Cette idée n'emballe pas la nouvelle ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps. Prudente, elle a évité de commenter les recommandations du rapport Juneau, mais a

promis une réponse officielle du gouvernement «dans un avenir rapproché».

Elle est d'accord avec l'objectif d'obtenir un financement pluriannuel et stable pour la SRC, mais veut obtenir le point de vue des Canadiens pour voir s'il n'existe pas d'autres formules de financement. Elle a cependant laissé entendre qu'un financement mixte,

combinant des fonds de l'État et les revenus d'une taxe, pourrait s'avérer une solution.

Le Bloc québécois est contre l'introduction d'une nouvelle taxe. Il demande au ministre des Finances de ne rien précipiter et de geler le budget de Radio-Canada à son niveau actuel, du moins pour la prochaine année.

APQ

Plus communautaire et davantage régionale

La radio française de Radio-Canada à l'extérieur du Québec doit s'inspirer du modèle de la radio communautaire et être plus souple, de façon à répondre aux besoins communautaires de la population francophone.



Cassier postal 2243, YELLOWKNIFE NT X1A2P7

Tél. : (403) 920-7434
Télec. : (403) 873-2158

Yellowknife, le 5 février 1996

Honorable Charles Dent
Ministère de l'Éducation, de la Culture
et de la Formation
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Yellowknife, T.N.-O.
X1A 2L9

Monsieur le Ministre,

Le 12 décembre dernier, le président de la Fédération Franco-TéNOise, M. Daniel Cuerrier, et moi-même vous rencontrons pour faire une mise à jour de nos démarches dans le dossier de l'éducation et pour discuter plus précisément de l'avenir de l'école Allain St-Cyr à Yellowknife. À ce moment-là, vous aviez pris l'engagement de vous enquérir de l'avancement de ce dossier au sein de votre ministère et de nous en informer.

Nous désirons vous rappeler que l'ancien sous-ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, M. H.J. Gerein, confirmait au président de la FFT, M. Daniel Cuerrier, dans une lettre datée du 16 décembre 1994, que:

<<notre ministère a reconnu la nécessité de remplacer l'actuelle école Allain Saint-Cyr. Ce projet tombe dans nos priorités en immobilisations et a été compris dans nos prévisions quinquennales en immobilisations, avec le début de la construction présentement prévue pour l'été 1999. Comme ce projet se concrétise, nous consulterons les groupes d'utilisateurs et les parties intéressées, de même que tous les autres partenaires qui désirent y participer.>>

Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Ministre, l'importance qu'accorde la communauté de Yellowknife à la construction d'une école francophone homogène et les démarches qui ont été entreprises au cours des dernières années pour tenter de concrétiser ce projet. Nous réitérons ici notre requête auprès de votre ministère en soulignant que l'option privilégiée par la communauté, qui s'est concertée le 29 janvier dernier, est celle d'un centre scolaire communautaire.

Forts conscients de l'état précaire des finances publiques tant aux niveaux fédéral que territorial, nous comptons donc sur votre initiative et le plein support de votre Ministère pour faire en sorte que ce dossier chemine le plus rapidement possible, de manière à ce que les élèves de l'école Allain St-Cyr puissent bénéficier d'ici l'an 2 000 d'un lieu plus propice à leur éducation et à la transmission de leur culture.

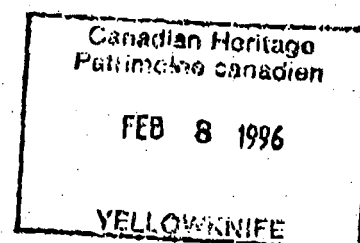
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

La présidente de l'APFY,

Nicole Wallbridge

Nicole Wallbridge

c.c. Conseil scolaire francophone de Yellowknife
Ministère du Patrimoine canadien
Association francophone de Yellowknife
Garderie francophone de Yellowknife
Fédération Franco-TÉNOise



8144-596

**Consell scolaire francophone
de Yellowknife**

5622, avenue 51 A
Yellowknife (TNO) X1A 1G4
Téléphone: (403) 873-6555
Télécopieur: (403) 873-5644

le 8 février 1996

Patrimoine Canadien
Ministère de l'éducation, G.T.N.-O.
Directeur de l'école Allain St-Cyr

**Objet: Demande officielle pour un
centre scolaire communautaire francophone
à Yellowknife**

Veuillez trouver ci-joint, copie de la requête officielle qui a été
apportée à la commission scolaire de district YK#1 ce matin.

la présidente,

J. Watkins
pour N. Châtel
Consell scolaire francophone
de Yellowknife

p.j.

cc: L'Association des parents francophones de Yellowknife
L'Association franco-culturelle de Yellowknife
La garderie Plein Soleil
La Fédération Franco-TéNoise
L'Aiglon

Post-It® Fax Note	7671	Date	Feb-2-96	# of pages	4
To	J.G. Francoeur	From	Fuse Picard		
Co./Dept.		Co.			
Phone #		Phone #			
Fax #	819-953-9353	Fax #			

Conseil scolaire francophone de Yellowknife

5622, avenue 51 A
Yellowknife (TNO) X1A 1G4
Téléphone: (403) 873-6655
Télécopieur: (403) 873-5844
le 7 février 1996

Monsieur Ken Woodley
Surintendant de l'éducation
District d'éducation YK#1

**Objet: Demande officielle pour un
Centre scolaire communautaire francophone
à Yellowknife (T.N.O.)**

La présente a pour but de présenter la requête officielle du Conseil scolaire francophone de Yellowknife pour un centre scolaire communautaire francophone à Yellowknife.

Antécédents

Depuis plusieurs années déjà, la communauté francophone de Yellowknife vise la construction d'un établissement pour desservir les besoins de la communauté. Plusieurs idées et ébauches de projet ont fait l'objet d'une multitude de rencontres, assemblées et requêtes verbales depuis au moins trois années.

Tous ces événements ont amené le besoin de déterminer et de se mettre d'accord sur une décision officielle provenant de la communauté francophone, y compris les associations, le Conseil scolaire et l'école Allain St-Cyr, sur la meilleure façon de rencontrer les besoins, et de faire un choix entre 1) un centre communautaire, et 2) une école, ou 3) un centre scolaire communautaire.

Propositions

1. À l'Assemblée extraordinaire de la communauté francophone le lundi, 22 janvier 1996, les deux propositions suivantes ont été adoptées:

le 7 février 1996

- 2 -

Proposition 22.01.1996.03 -- « Nous proposons qu'il y ait une rencontre avec les interlocuteurs de chacune des organisations francophones locales de Yellowknife concernées, y compris -- le Conseil scolaire francophone de Yellowknife (C.S.F.Y.), l'Association des parents francophones de Yellowknife (l'A.P.F.Y.), la Garderie Plein Soleil, l'Association franco-culturelle de Yellowknife (l'A.F.C.Y.), et en tant qu'observateurs: l'Aquilon et la Fédération Franco-Ténois (F.F.T.) avant le 29 janvier 1996 pour formuler et planifier la demande venant de la communauté francophone de Yellowknife telle qu'exprimée lors de l'Assemblée extraordinaire du lundi 22 janvier 1996 ». Cette proposition fut adoptée par la majorité.

Proposition 22.01.1996.04 -- « L'assemblée extraordinaire du 22 janvier 1996 s'entend pour demander un centre scolaire communautaire francophone à Yellowknife (T.N.-O.). » Cette proposition fut adoptée à l'unanimité.

2. Le lundi 29 janvier 1996, des représentants de chacun des organismes francophones locaux et le Conseil scolaire se sont rencontrés en tant qu'interlocuteurs de la communauté, pour formuler et planifier la demande venant de la communauté francophone, en accord avec la proposition 22.01.1996.03 adoptée à l'Assemblée extraordinaire du 22 janvier 1996. À cette assemblée, les interlocuteurs étaient d'accord que:

« Maintenant que le choix de la communauté francophone est connu et que tous les organismes francophones sont d'accord sur la demande d'un centre scolaire communautaire, il est important d'entreprendre les démarches immédiatement envers l'achèvement du projet dans les plus brefs délais. Le groupe s'entend sur le besoin d'exprimer ce consensus et de préparer une demande conjointe. »

Étant donné le protocole de communication entre le Conseil scolaire et la Commission scolaire YK#1, il était clair à l'assemblée que la demande officielle du Conseil scolaire francophone se ferait par l'entremise de la Commission scolaire YK#1, et que la Fédération et les associations iraient de l'avant par l'entremise du ministère fédéral.

En conclusion

Nous, les membres du Conseil scolaire francophone de Yellowknife, demandons par la présente, l'appui de la Commission scolaire YK#1 visant un engagement territorial et fédéral pour la construction d'un centre scolaire communautaire francophone à Yellowknife (T.N.-O.).

le 7 février 1996

Education District YK#1

/ février 1996

INITIAL P.H.S.

- 3 -



Nicole Châtel, présidente
Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Anne Bérubé, vice-présidente
Conseil scolaire francophone de Yellowknife

*Nota : les conseillers
signeront à l'assemblée
du 8 février 1996.*

Maryse Perraud, conseillère
Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Jean-François Pitre, conseiller
Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Raymond Bilodeau, conseiller
Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Gary Black, Chairman of the Board
Education District YK#1

Ken Woodley, Superintendent
Education District YK#1

7 février 1996

Centre scolaire/communautaire

L'heure des choix est arrivée

Lors d'une réunion avec des représentants de la communauté francophone de Yellowknife, le GTNO les a enjoint de se fixer des priorités dans le dossier du centre scolaire/communautaire.

Jean-Marie Mariez, responsable des programmes de français au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation avait convoqué la réunion mercredi le 6 décembre dernier au sujet du projet de centre scolaire/communautaire de Yellowknife. En contact régulier avec des interlocuteurs du gouvernement fédéral dans ce dossier, M. Mariez avait un message clair à livrer à la communauté: le gouvernement fédéral préférerait que vous fassiez un choix, un centre scolaire ou un centre communautaire.

En effet, le projet de centre scolaire/communautaire tel qu'envisagé initialement n'est pas possible dans l'immédiat. M. Mariez a

donc demandé d'établir des priorités pour les deux volets de ce projet soit le centre communautaire ou le centre scolaire. M. Mariez a aussi précisé que cette demande n'équivaudrait pas à rejeter l'un ou l'autre des options. «Le projet qui n'aura pas la priorité ne tombe pas nécessairement à l'eau», a indiqué le porte-parole du ministère.

La raison principale qui motive les gouvernements à limiter l'ampleur du projet est l'absence de ressources financières adéquates. Selon Jean-Marie Mariez, le GTNO n'a aucun fonds à accorder à l'un ou l'autre de ces projets. «Le gouvernement n'en a pas les moyens actuellement... peut-être après l'an

2000», précise-t-il.

Là nouvelle n'a pas eu l'heur de plaire aux représentants de la communauté lorsqu'ils l'ont appris. Madame Anne Bérubé a exprimé une crainte des parents de Yellowknife: sans l'aide du GTNO, le projet d'une école française homogène n'est pas possible.

Malgré tout, M. Mariez n'écarte pas la possibilité d'une école homogène même s'il se dit au courant de la pression pour que le projet d'école française se fasse de concert avec la construction d'une école anglaise; une vision qui s'appuie sur des principes de partage de ressources. Cette idée n'a pas enchanté les parents présents car ce

type de projet vient contrecarrer tous les efforts des parents pour que leurs enfants évitent l'assimilation.

Les estimations pour les coûts d'une école française homogène ont été faites: il en coûterait entre 3,5 et 4 millions de dollars. Jean-Marie Mariez précise qu'un tel projet ne pourrait se réaliser sans une contribution «majeure» du gouvernement fédéral. M. Mariez a souligné que peut-être le GTNO pourrait contribuer par l'octroi d'un terrain, précisant que cela n'était qu'une hypothèse car d'autres commissions scolaires seraient aussi intéressées

Choix

Suite en page 2

par une telle contribution.

De son côté, Lise Picard, agente de programme à Patrimoine canadien, a indiqué que le gouvernement fédéral est aussi serré du point de vue des ressources financières.

M. Mariez invite la communauté à préciser le plus rapidement possible ses priorités et à les communiquer à son ministère afin que celui-ci entreprenne les pourparlers nécessaires avec le fédéral. La mise en branle du processus est d'autant plus urgente que la pénurie de terrains appropriés dans Yellowknife est majeure. Pour un terrain capable de contenir un centre scolaire/communautaire, on parle d'une superficie de près de 12 acres.

Une demande formelle pour un

centre scolaire doit nécessairement passer par la Commission scolaire no 1, dont relève l'école Allain St-Cyr. Des doutes ont été émis sur la fiabilité du processus, étant donné une expérience passée peu concluante dans ce dossier entre les parents et la commission scolaire. M. Mariez a rassuré les parents sur ce plan, mentionnant qu'il s'agissait du passé.

Du côté de l'option «centre communautaire», Madame Picard a indiqué que des comparaisons avec d'autres communautés francophones semblables suggéraient que le fédéral pourrait établir à un million de dollars les besoins en infrastructures de la communauté francophone de Yellowknife.

Une des possibilités qui ont été soulevées lors de cette rencontre, c'est d'aller de l'avant avec le centre scolaire tout en obtenant suffisamment de terrain pour son expansion éventuelle en un centre scolaire/communautaire.

Il est aussi possible d'aller de l'avant avec le centre communautaire, qui peut puiser à plus d'un budget, pas seulement auprès de Patrimoine canadien mais aussi à la Banque de développement du Canada et auprès d'institutions bancaires privées. Cela constituerait un investissement immobilier dont le capital pourrait ultérieurement servir à financer une partie d'un centre scolaire/communautaire.

Alain Bessette

87-44-5-96

Author: Roger Farley at JLS7-HULL
Date: 96-01-29 17:09
Priority: Normal
TO: Peter Lamb at YELLOWKNIFE
CC: Lise Picard at YELLOWKNIFE
CC: Jean-Gilles Francoeur
TO: Ken East at YELLOWKNIFE
Subject: Re: Yellwknife School Situation

----- Message Contents -----

Thank you Ken for your memorandum.

I fully agree with all the points of your memorandum. Jean-Gilles and I are ready to support you, Lise and Peter in ensuring that the Departmental position is clear for both the Ministry of Education and the community.

I agree that we should refer to your office any questions raised by FFT as our active role ended with the signature of the agreement.

With regard to communications with the Ministry of Education, we will continue, in consultation with your office, to deal with Jean-Marie Mariez for Official Languages in Education matters. However, on the issue of a new school, it would be preferable if you can be the first point of contact.

If representatives of the community or Jean-Marie come to Ottawa we will discuss with your office to make sure we have the same approach.

Concerning Jean-Marie, the last time he came to Ottawa, we told him that in order for Canadian Heritage to make a decision for a financial contribution toward the construction of a new school or school community center, we would need a letter from his Minister. That letter is essential and should states NWT Government commitment's first and ask for federal support. We cannot take Jean-Marie's words as the "official NWT Government" position.

Roger

Reply Separator

Subject: Yellwknife School Situation
Author: Ken East at YELLOWKNIFE
Date: 96-01-29 12:51

Peter:

This is further to our conversation of today on this situation.

We need to:

1. Understand that there are lots of rumours around regarding this situation and it is not prudent to start reacting to those rumours.
2. Understand that the situation with the Territorial Government is somewhat unclear. Last summer, they wrote to us saying they didn't have any money for a new Francophone school in Yellowknife and that we should pay for everything. Now, we hear rumours that they are saying that there will be money in 98-99. My "scouts" tell me that they will not be clear on what they would like to see happen from a budgetary perspective until February/March.
3. Understand that the community has not signalled to us their preferences for a Centre scolaire or a Centre communautaire or a combination. We will not act or react until we have the results of their decision/consultation process.
4. Understand, and ensure that Official Languages PHQ, understands that the FFT has no formal standing to represent the Yellowknife francophone community in this issue.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

5. Ensure that we closely coordinate our positions with those of
Official Languages - PHQ on a continuing basis.

6. Clarify and obtain approval in principle for what we, DCH, would
like to see happen with respect to the the Centre scolaire and the
Centre communautaire including timing as well as percent and maximum
dollar contributions.

To accomplish the foregoing, I would suggest that Lise and Jean-Gilles
and Roger collaborate on a Briefing Note to be advanced to Bill Balan
and Hilaire Lemoine/Roger Collet to obtain approval on a course of
action. Rather than seek direction from senior management, I would
like us to suggest direction and seek approval.

Ken

Note: for Jean-Gilles and Roger

Peter Lamb is Manager of Cooperative Initiatives here in the NWT
organization. He has assumed interim responsibility for Canadian
Identity and Cultural Development while Josie Weninger is focussing
her attentions on some very demanding issues at Wood Buffalo National
Park.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- notre priorité l'école

● - 50/50

- vouloir engager
le bon Ministre

- cette communication pas
notre priorité

- pas dans l'acte



Environnement
Canada

Environnement
Canada

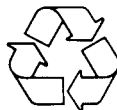
Assistant Deputy Minister
Parks Service

Sous-ministre adjoint
Service des parcs

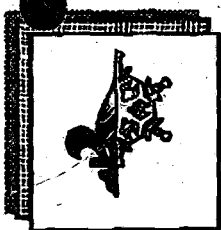
ACTION REQUEST / FICHE DE SERVICE

To - À		Date	
Approval Approbation	<input type="checkbox"/>	May we discuss Discussion avec nous	<input type="checkbox"/>
Signature	<input type="checkbox"/>	As requested Selon indications	<input type="checkbox"/>
Comment Commentaire	<input type="checkbox"/>	Note Noter	<input type="checkbox"/>
Action Donner suite	<input type="checkbox"/>	Note and return Noter et retourner	<input type="checkbox"/>
Direct reply Répondre directement	<input type="checkbox"/>	Note and file Noter et classer	<input type="checkbox"/>
Copy for this office Copie pour ce bureau	<input type="checkbox"/>	Draft reply Projet de réponse	<input type="checkbox"/>
Information Prendre connaissance	<input type="checkbox"/>	Your request À votre demande	<input type="checkbox"/>
Preparation of reply by Réponse d'ici le		<input type="checkbox"/>	
Note and Forward to Noter et faire suivre à		<input type="checkbox"/>	

Think Recycling!



Pensez à recycler!

**La Fédération Franco-Ténoise**

Casier postal 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

DESTINATAIRE

Monsieur Roger Farley

Patrimoine canadien

DANIEL LAMOUREUX
Directeur général

Téléphone
403-920-2919

Télécopieur
403-873-2158

TÉLÉCOPIEUR

819-953-6580

DATE : 19 janvier 1996

NOMBRE DE PAGES : 1

Bonjour Roger,

Je reconnais avoir posé hier soir le problème en termes quelque peu abrupts. Mais le fait est que la communauté francophone de Yellowknife est au bord de la division sur une question d'options, alors même que nous ignorons si celles-ci existent vraiment, reposent sur une base tangible. Situation pire que celle de l'âne de Buridan, mort de faim pour n'avoir su choisir entre deux bottes de foin...

J'aborde donc la problématique sous un autre angle, mais encore une fois en termes de questions dont la réponse ne saurait être exprimée qu'à titre indicatif :

- Une proposition de financement à 100% d'une école francophone bâtie à Yellowknife en 1998-99 est-elle recevable par le ministère du Patrimoine canadien, considérant que le GTNO fournirait le terrain ?
- Dans la négative, quelle proportion serait envisageable, et/ou jusqu'à concurrence de combien ?
- Une proposition de financement à 50% (Jusqu'à concurrence de 1 million) d'un centre communautaire, bâti à Yellowknife en 1996 et économiquement viable, serait-elle recevable ?
- Les deux propositions sont-elles incompatibles ? Autrement dit, devons-nous choisir l'une d'entre elles au détriment de l'autre ?

Je te remercie de l'attention portée à cette requête. À bientôt.

cc: Lise Picard, agente de programme



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5

- quelle contribution à
quelle condition

Enr. le Tremblay
URGENT
(3650 m²)
\$ 250 000

coûts 6 000 000 \$
de Ykk

Commis: 300 000

À rendre le: _____

Demandé par: _____

Feuillets «Notocollant» de demande urgente 7666F

Jean-Marie:

* 80.000 /¹² pratique

X-4

100.000 - 150.000

+

Thérèse

18/30 - 0 8/30 fa les

96-97 10%
300.000

97-98 -
instructions
(note)

Canada

La Fédération Franco-TéNOise

Casier postal 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

DESTINATAIRE**Monsieur Roger Farley****Patrimoine canadien**

DANIEL LAMOUREUX
Directeur général

Téléphone
403-920-2919

Télécopieur
403-873-2158

Appelle Daniel

TÉLÉCOPIEUR

819-953-6580

DATE : 18 janvier 1996

NOMBRE DE PAGES : 1

Bonjour Roger,

Nous en sommes encore, à Yellowknife, à l'établissement d'un consensus à l'égard de la problématique école/centre scolaire communautaire/centre communautaire. Pour résoudre le dilemme, je souhaite de ta part un éclairage officieux mais non moins réaliste.

Le scénario suivant est-il envisageable :

- attribution d'un capital d'immobilisation de 1 million à l'automne 1996 pour la construction d'un centre communautaire de 2 millions, qui s'autofinance dès l'ouverture
- +
- attribution d'un capital d'immobilisation de 3.7 millions consacré à la construction d'une école francophone homogène (avec garderie) dont l'ouverture serait prévue pour septembre 1999.

Trop d'inconnues interdisent actuellement à la communauté francophone de Yellowknife de dissiper la confusion entourant les différentes options à court et à long terme. Or, le ministère du Patrimoine canadien détient les cartes maîtresses du jeu. Je m'en remets à toi pour ajouter à l'équation un élément tangible, sur lequel on puisse enfin se reposer. À tout événement, je serai au bureau dès 89h00 vendredi matin.

Bonne journée.

Daniel Lamoureux



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5

Canadian Heritage/Patrimoine Canadien
Room/ Pièce 202 Scotia Centre Mall/ Centre de Scotia
#4 - 5102 - 50th Avenue
YELLOWKNIFE, NT X1A 3S8
Tel (403) 920-6684 Fax (403) 920-8399

Yellowknife, le 5 février 1996

Monsieur Jean-Marie Mariez

Bonjour Jean-Marie,

Sujet : Centre scolaire communautaire de Yellowknife

Voici le résumé de la rencontre du 2 février, 1996, tenue avec Lise Picard, Peter Lamb, vous et moi-même, Ken East.

1-Vous nous avez informés des points suivants:

- Le Conseil scolaire francophone de Yellowknife a fait une demande officielle pour un Centre scolaire communautaire auprès de la Commission scolaire Yellowknife Education District #1. Le volet scolaire de cette demande est de la maternelle à la 12e année.
- La Commission scolaire Yellowknife Education District #1 supporte pleinement cette demande.
- Le ministère de l'Éducation de la Culture et de la Formation du gouvernement des T. N.-O. est prêt à offrir un terrain et la valeur des quatre (4) portatives de la présente É.A.S.C. Cet engagement est pour les trois prochaines années fiscales 1996-1997, 1997-1998 et 1998-1999.
- Les coûts pour l'école seront plus élevés que le montant de 3.6 millions avancé préalablement. On estime à près d'un (1) million les coûts supplémentaires pour ajouter le programme secondaire (les classes 10-11-12). Le coût total de l'école serait d'environ 4.6 millions.

-2-

2-Vous avez demandé à Patrimoine canadien de préciser son engagement dans ce projet.

Le ministère de Patrimoine canadien essayera de vous informer le 14 février 1996, de la possibilité de son engagement financier dans ce projet. Ceci pour vous aider à faire une recommandation au ministre de l'Éducation de la Culture et de la Formation du G.T.N.-O. au sujet de la demande du Centre scolaire communautaire de Yellowknife.

Patrimoine canadien pourrait aussi *examiner une demande d'aide financière pour le projet* financer le secteur communautaire du Centre scolaire communautaire, mais de façon beaucoup plus restreinte. *Tout le projet* La communauté devra trouver ailleurs d'importantes sources de financement pour le volet communautaire du Centre scolaire communautaire.

Nous espérons que vous trouverez ce compte-rendu conforme à notre rencontre et vous prions

d' agréer, Jean-Marie, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le directeur,
Territoires du Nord-Ouest



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

Ken East

cc [redacted] se Picard
Peter Lamb
Roger Farley



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

Nicole Wallbridge
Association des Parents
Francophones des Yellowknife
P.O. Box 2242
YELLOWKNIFE NT X1A 2P7

JAN 31 1996

Dear Ms. Wallbridge:

I appreciated the opportunity to meet with you and your counterparts on December 12, 1995. Please accept my apologies for taking until now to provide a written response to some of the concerns raised at that meeting.

1. Financing

Formulas are used which determine the funding levels for eight divisional boards and two Yellowknife boards. Details of the formula are outline in the attached document. A Commission would be funded in the same manner as other boards. However it is likely that funding for an additional board (a Commission) would have to be found from existing resources. You may be interested to note that a study on property taxation and other alternatives for raising revenue to finance education was completed in September, 1995. The recommendations made by the consultants require that we study this area further to ensure that we achieve accountability, as well as equity in the education system.

2. New School

It is my understanding that the Government of Canada is prepared to contribute \$4-million for a French first-language school. An immediate commitment by the federal government to that level of funding may allow construction to begin earlier than was scheduled. Officials in my department are working closely with the City of Yellowknife to identify an appropriate site.

3. Commitment

The *Education Act* states that rights set out under Section 23 of the Charter are recognized. The regulations will get into more of the details, but will not address funding levels. Funding for all departmental programs is subject to approval by the Legislative Assembly.

.../2

2

3. Role of Conseil

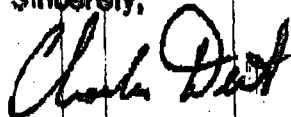
This is spelled out in the Act and will be defined in the regulations. The topic of governance is among the top priorities in the establishment of regulations. The initial comments provided by your organization are appreciated. It is my understanding draft regulations will be available for further comment by March, 1998.

4. Commitment

The Government of the Northwest Territories remains committed to providing minority-language education where numbers warrant.

The continuing work by departmental officials on this initiative are in keeping with the policy and legislation report which was negotiated in part, and agreed to by parents of French-language students several years ago.

Sincerely,



Charles Dent

LE CORR.

PROMOTION OF OFFICIAL LANGUAGES
PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES
ROUTING SLIP - FICHE DE SERVICE

5/08/09 14:24

8124-5-96

Document: 3032 Doc. Date Doc.: 95/08/09 BF Date/
Doc/Doss: SP95-02545 Rec. Date Reque: 95/08/09 Date d'échéance: 95/08/16

To/A:
From/De:
C.C.:

Action: PREPARER REPONSE

Remarks/
Remarques:

Subject/
Sujet: LETTRE DE H.J. [GEREIN] A R. FARLEY RE: FUNDING FOR THE NEW
ALLAIN ST-CYR SCHOOL

Author/
Auteur: LEBLANC, PAUL-EMILE

Comments/
Commentaires:

DATE	CHARGED TO/ REMIS A	DESCRIPTION	B.F. DATE/ DATE D'ECHEANCE	RET. DATE/ DATE DE RETOUR
5/08/09	CIOLOP	PREPARER REPONSE	95/08/16	



Ministère du
Patrimoine Canadien

Programmes d'appui
aux langues officielles

Opérations et
coordination régionale

Department of
Canadian Heritage

Official Languages
Support Programs

Operations and
Regional Coordination

le 1 août 1995

À : Hilaire Lemoine

DE : Jean-Gilles Francoeur

OBJET : Demande pour l'école Allain St-Cyr à Yellowknife

CONTEXTE

- Jean-Marie Mariez nous a fait parvenir une demande signée par son sous-ministre (ci-incluse) pour le financement de la construction de l'école Allain St-Cyr à Yellowknife. Ils demandent 4 M\$ soit, 100% des coûts de construction et s'engagent seulement à mettre le projet en oeuvre.
- Il s'agit là d'une nouvelle approche du GTNO. L'an dernier le gouvernement territorial s'était engagé (au niveau de leur planification stratégique) à construire une école pour les francophones de Yellowknife pour 1999. À ce moment là les parents nous avaient indiqué leur désir d'ajouter une partie communautaire à cette école et Roger avait prévu une somme de 1,5 M\$ pour ce centre pour 1997-1998.
- Suite à la dispute entre le ministère de l'Éducation et les parents au printemps concernant le déménagement de l'école au Conseil scolaire catholique (le Ministère s'y est objecté formellement) le sous-ministre Gerein a indiqué que ce projet de construction était compromis à cause de la situation budgétaire du GTNO.

RENCONTRE À VENIR

- J-M Mariez sera ici pour nous rencontrer le 8 août prochain à 9h00. Est-ce que tu veux participer à cette rencontre, au moins en partie?

NOTRE POSITION

- Roger propose une réponse de R. Collet qui indiquerait que nous sommes prêts à poursuivre les discussions sur ce projet et que nous sommes disposés à financer 50% comme au Yukon par exemple (voir notes de Roger).
- Une considération est que la communauté va elle aussi nous demander un appui financier important pour la partie communautaire.
- Quelle devrait être notre approche donc? Es-tu d'accord avec la proposition de Roger? Est-ce que tu voudrais répondre toi-même plutôt que R. Collet?

Programmes d'appui aux langues officielles
Official Languages Support Programs



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 8 août 1995

À - To:

KEN EAST

**Ministère/
Department:**

Director Northwest Territories
Prairie and NWT Region
Canadian Heritage
457, Main Street, 9th Floor
Winnipeg, Manitoba
R3B 3E8

N° tél./Tel. No.:

(204) 983-2054

N° télécopieur/Facs No.:

(204) 984-4518

Nombre de pages (incluant cette page):

Number of pages (including this page):

8

De - From:

JEAN-GILLES FRANCOEUR

Programmes d'appui aux
langues officielles

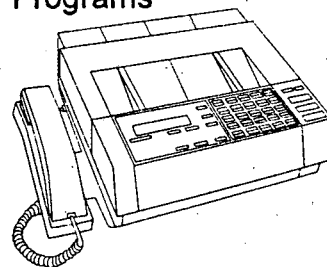
Official Languages Support Programs
Citizenship and Canadian

N° tél./Tel. No.:

(819) 994-2964

N° télécopieur /Facs No.:

(819) 953-6580



Comments:

Following our discussions this morning here is a copy of the letter from the Education DM to R. Farley re. request for Allain St-Cyr. I will prepare a draft response for R. Collet and consult with you.

I will send you the contract signed with Denis Tardif re. concertation interministérielle in Alberta as soon as I can put a hand on it.

Author: Ken East at WINNIPEG-PARKS
Date: 95-08-09 08:58
Priority: Normal
Receipt Requested
TO: Jean-Gilles Francoeur at JLS7-HULL
Subject: Ecole Allain St-Cyr

----- Message Contents -----

Jean-Gilles

Suggested response:

- 1) demonstrate sympathy and understanding for the financial situation of the GNWT and emphasize that the financial challenges are one's which the federal government shares
- 2) indicate that the Department is not in a position to commit to full funding of the new school at this time but is most anxious to explore options with the GNWT and with the Conseil scolaire de Yellowknife.
- 3) Suggest that Departmental staff in Yellowknife will contact Jean-Marie Mariez in September to initiate discussions.

In light of some of the arguments raised by Jean-Marie in his visit, we should have available data sheets reflecting the Department's participation in other projects.

We will also explore other sources of funding.

Ken

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 08/30 '95 11:32 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 632	08/30 11:31	TX	14038730109	2	2	0	00'37" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



Canadian Heritage Patrimoine canadien

Hull, Canada
K1A 0M5

AUG 24 1995

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Mr. H.J. Gerein
Deputy Minister
Department of Education, Culture
and Employment
Government of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, N.W.T.
X1A 2L9

Feuillets de transmission par télécopieur		Date	# of pages
Post-it™ Fax Note		7671B	N° de pages
To / À	J-M Mariez	From / De	J G. France
Co./Dpt. / Co/Service		Co. / Cte	
Phone # / N° de tél.		Phone # / N° de tél.	
Fax # / N° de télécopieur	09 (403) 873-0108	Fax # / N° de télécopieur	

ORIGINAL AS IS

Dear Mr. Gerein:

Thank you for your letter of July 24, 1995, addressed to Mr. Roger Farley. I read with interest the information you provided with respect to the situation of the school, the school board and your government's plans for the future of this school. I was



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télex/Fax : le 30 août 1995

1 + 2 pages

À/TO MR. H.J. GEREIN Deputy Minister Department of Education Government of the Northwest Territories téléc./fax : (403) 873-0109	DE/FROM HILAIRE LEMOINE Director General Official Languages Support Programs tél./tel. : (819) 994-0943 téléc./fax : (819) 953-9353
--	--

Please find enclosed a letter dated August 24 to Mr. Gerein. The original copy was sent by priority post.

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 08/30 '95 11:58 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	633	08/30 11:57	TX	14038730109	3	3	0	00'46"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

IS, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 30 août 1995

1 + 2 pages

À/TO MR. H.J. GEREIN Deputy Minister Department of Education Government of the Northwest Territories téléc./fax : (403) 873-0109	DE/FROM HILAIRE LEMOINE Director General Official Languages Support Programs tél./tel. : (819) 994-0943 téléc./fax : (819) 953-9353
---	--



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

8144-95

DISCUSSIONS BILATÉRALES

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Sujet possible

Modification de la loi scolaire au printemps de 1995.

La communauté participe présentement à la rédaction de la réglementation de cette loi qui devrait être mise en place à l'été 1996. Poursuite judiciaire des parents en attente de voir si la réglementation sera conforme à l'article 23. Entretemps, un nouveau conseil scolaire francophone, avec gestion partielle, sera mis sur pied au début de 1996.

Propos suggérés

- Nous sommes confiant que le gouvernement territorial mettra en oeuvre rapidement une réglementation scolaire conforme à l'article 23 de la *Charte*.
- Le gouvernement fédéral demeure fermement engagé à appuyer la mise en oeuvre de la gestion scolaire partout au pays. Ainsi, nous allons continuer d'offrir notre collaboration au gouvernement des TNO pour assurer la mise en oeuvre généreuse de l'article 23.

Sujet possible

Financement de l'entente sur la promotion des langues officielles.

L'Accord de coopération relatif au français et aux langues autochtones prend fin en mars 1997. Processus de renouvellement déjà en marche.

Propos suggérés

- Nous sommes heureux d'appuyer la livraison de services en français par le gouvernement territorial et le développement des langues autochtones des territoires.
- Le processus de renouvellement de l'entente est déjà entamé. Mes fonctionnaires, en collaboration avec les représentants du gouvernement territorial, ont entrepris les discussions pour préparer le renouvellement.



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5

8144-6-95

D'UN OCÉAN À L'AUTRE

Territoires du Nord-Ouest

Loi scolaire : on attend un avis juridique

La nouvelle loi scolaire a été adoptée le 22 juin 1995, sans les modifications souhaitées par les parents francoténois pour qu'elle soit conforme à la Charte canadienne des droits et libertés.

Durant les audiences publiques sur le projet de loi scolaire (Loi 25) organisées par le gouvernement territorial, les parents avaient indiqué que le projet de loi avait certaines lacunes, surtout le fait que trop de choses semblaient être laissées à la discrétion du ministre.

L'Association des parents francophones de Yellowknife a demandé un avis juridique sur la nouvelle loi scolaire, non rendu lorsque nous allions sous presse. En attendant, les parents ont demandé de figurer parmi les organismes qui seront consultés sur la réglementation qui accompagnera la loi.

«Le gouvernement s'est donné un an pour préparer la réglementation», explique Francine Labrie, agente en développement communautaire responsable, du dossier scolaire. «Les organismes

comme le nôtre doivent s'inscrire afin de participer aux consultations sur la réglementation.»

LA GESTION À L'ORDRE DU JOUR

Le Colloque territorial en éducation aura lieu du 1^{er} au 3 décembre à Iqaluit. Il portera principalement sur la gestion scolaire. La gestion scolaire est d'autant plus pertinente que le comité de parents francophones d'Iqaluit pourrait très bientôt obtenir le statut de conseil scolaire. Avec un tel changement de statut, il y aurait

deux conseils scolaires dans les T.N.O., l'autre étant à Yellowknife. Ce qui militerait en faveur de la création d'une commission scolaire francophone pour les Territoires.

Par ailleurs, l'Association des parents francophones de Yellowknife est maintenant présidée par Nicole Wallbridge. Mère de 2 enfants à l'école Alain St-Cyr, la nouvelle présidente avait été vice-présidente du conseil scolaire francophone de Yellowknife.

Autre changement à signaler : Nicole Châtel a été élue au conseil scolaire francophone.

Manitoba

FORMATION DES PARENTS GESTIONNAIRES

La FPCP offre cet automne des sessions de formation de 3 heures aux parents dans la vingtaine de communautés où il y a une école franco-manitobaine.

Les sessions, développées par la FPCP, abordent les thèmes suivants :

- différences entre les rôles d'un comité scolaire et d'un comité de parents;
- la consultation;
- financement de la Division scolaire franco-manitobaine (sources, budget, analyses);
- plan d'action du comité scolaire/parents.

La tournée débute à la mi-octobre et se terminera à la fin du mois de novembre.

PRÉMATERNELLES DE FRANCISATION

Il y a maintenant neuf prématernelles de francisation inspirées du programme développé en 1993-1994 par la FPCP. Le programme a pour but de préparer les ayants droit à l'école française. Trois des prématernelles sont en région urbaine et six en région rurale.

FRANCISATION À LA PRÉMATERNELLE

À la demande du Conseil scolaire francophone de Yellowknife, la garderie offre cet automne un programme de francisation à la prématernelle. Sous la direction de Danielle Bolduc, le nouveau programme est offert en matinée du lundi au jeudi.

«La plupart de ces enfants ont un parent non francophone», explique Danielle Bolduc. «La compréhension du français est là, mais pas le parler. On vise l'apprentissage par le jeu.»

Dix enfants, de 3 ans et

demi à 4 ans, sont inscrits. «C'est complet», souligne-t-elle. «La demande est là. Si on pouvait en accueillir plus, on le ferait.»

La responsable utilise le même programme dont elle disposait durant ses huit années d'enseignement dans la région Ottawa-Carleton. «Ce programme prépare les jeunes pour l'école. On s'occupe de tous les aspects de l'apprentissage: du développement des habiletés langagières au développement moteur de l'enfant.»

Loi sur l'éducation dans les TNO

Cap sur la mise en oeuvre de l'article 23

Une nouvelle Loi sur l'éducation a été adoptée le 23 juin 1995. Elle n'entrera en vigueur qu'en juillet 1996, après rédaction des règlements en découlant.

Pour la préparation des règlements, le ministre sortant Richard Nerysoo a convié les groupes intéressés à participer à des consultations. Les parents des programmes de français langue première d'Iqaluit et de Yellowknife ont répondu à l'appel, à l'instar d'une quarantaine d'organisations.

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation qui orchestre les consultations les a structurées en trois étapes selon l'ordre de priorité des règlements. Les grands thèmes de discussion touchent l'accès à l'enseignement, la gestion et le personnel d'enseignement.

Pour les parents francophones, l'objectif à atteindre pendant ces consultations demeure inchangé, après des années de représentation auprès du gouvernement. Ils demandent que la Loi sur l'éducation territoriale respecte dans tous ses aspects le droit à l'éducation en français, que confère aux minorités l'article 23 de la Charte des droits et libertés.

La mise en oeuvre de l'article 23 touche de nombreuses questions: les pouvoirs et fonctions des organismes scolaires (comités

de parents, conseils et commission); les formules de financement; la délimitation du territoire, les modalités d'élection des conseillers et des commissaires.

En préparation du mémoire commun qu'ils déposeront le 4 décembre, le Comité des parents francophones d'Iqaluit, l'Association des parents francophones de Yellowknife et la Fédération Franco-TéNOise ont tenu une rencontre stratégique le 5 novembre. Ils s'assoieront de nouveau autour de la même table le 25.

De la première rencontre, Francine Labrie, agente de développement à la FFT, fait ressortir «la décision de surseoir, d'un commun accord, à la réactivation de notre cause juridique». Dans leurs démarches pour obtenir le respect de l'article 23, la Fédération et l'APFY avaient en effet intenté en 1992 une poursuite judiciaire contre le gouvernement des TNO. La poursuite avait été par la suite mise en veilleuse pour faire place à un comité parents-ministère-commission scolaire qui élaborait des principes directeurs pour le programme de français langue première.

Nicole Wallbridge, présidente de

l'Association des parents francophones de Yellowknife depuis septembre 1995, précise: «Dans les discussions que nous avons depuis quelques semaines avec le ministère à propos des règlements, nous constatons une ouverture d'esprit qui nous encourage. En même temps, nous demeurons vigilants».

Linda Mc Donald, vice-présidente du Comité des parents francophones d'Iqaluit, abonde dans le même sens. «Nous nous engageons de bonne foi dans les consultations. Notre comité se rencontre là-dessus la semaine prochaine et Daniel Cuerrier de la Fédération Franco-TéNOise nous représentera à la prochaine rencontre de concertation du 25 novembre».

Pour parer à toutes les éventualités, les parents francophones adresseront tout de même, le 18 novembre, une demande d'aide financière au Programme de contestation judiciaire. La demande vise non pas une action en cour mais plutôt les avis juridiques nécessaires pour étoffer la position des parents.

Agnès Billa

Le marché de l'habitation à Yellowknife Une question d'insécurité

Différents facteurs ont des effets sur le marché de l'habitation dans la capitale territoriale. Selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), la restructuration du secteur public et la prospection

Yellowknife: un marché qui se ressent de l'insécurité économique.

demande devrait se maintenir, et

fléchir la demande de matériaux et entraîner une baisse dans cette catégorie. Les prix des logements augmentent de 2 à 4 % l'ensemble, tandis que

8144-6-95

Mise à jour sur la gestion scolaire et l'éducation postsecondaire

Territoires du Nord-Ouest

Des programmes de français langue maternelle sont offerts à l'École Allain St-Cyr de Yellowknife (une cinquantaine d'élèves de M à 9) et à Iqaluit (une vingtaine d'élèves de M à 7). Seuls les parents de Yellowknife jouissent d'une gestion partielle de leur école depuis 1989. Toutefois, ils sont toujours assujettis à la Commission scolaire publique anglophone de Yellowknife.

Le gouvernement territorial a entrepris de réviser l'ensemble de sa loi scolaire en 1993. La gestion scolaire francophone constituait seulement un aspect des amendements à élaborer.

Suite à des consultations publiques, un avant-projet de loi était déposé à l'Assemblée législative en novembre 1994. Au printemps 1995 un comité législatif était formé dans le but de tenir des consultations sur le projet de loi et de suggérer des amendements. Les parents francophones n'ont cessé de défendre que le nouveau projet de loi ne respecte pas l'article 23 de la Charte, notamment parce qu'il ne contient pas de garanties claires et que trop de questions importantes sont laissées à la réglementation.

En dépit des protestations des francophones la Loi scolaire fut adoptée en juin 1995 et sera mise en vigueur à l'été 1996. Le gouvernement des TN-O s'est donc donné un an pour élaborer la réglementation qui déterminera des modalités régissant la gestion scolaire.

Le gouvernement territorial invite à nouveau les parents à participer à l'élaboration de ces règlements. Ces derniers sont à considérer s'ils réactiveront la poursuite judiciaire abandonnée en 1992.

Aucune institution postsecondaire dispense des cours en français aux TN-O.

DISCUSSIONS BILATÉRALES

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Sujet possible

Modification de la loi scolaire au printemps de 1995.

La communauté participe présentement à la rédaction de la réglementation de cette loi qui devrait être mise en place à l'été 1996. Poursuite judiciaire des parents en attente de voir si la réglementation sera conforme à l'article 23. Entretemps, un nouveau conseil scolaire francophone, avec gestion partielle, sera mis sur pied au début de 1996.

Propos suggérés

- Nous sommes confiant que le gouvernement territorial mettra en oeuvre rapidement une réglementation scolaire conforme à l'article 23 de la *Charte*.
- Le gouvernement fédéral demeure fermement engagé à appuyer la mise en oeuvre de la gestion scolaire partout au pays. Ainsi, nous allons continuer d'offrir notre collaboration au gouvernement des TNO pour assurer la mise en oeuvre généreuse de l'article 23.



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5



Government of Canada
Privy Council Office

Gouvernement du Canada
Bureau du Conseil

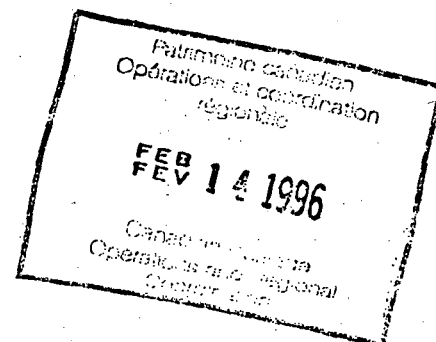
Ottawa, Canada
K1A 0A3

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

To / À Ken East	From / De JG Francoeur
Co./Dept. / Cie/Service	Co. / Cie
Phone # / N° de tél.	Phone # / N° de tél. (819) 954-2664
Fax # / N° de télécopieur (204) 984-4518	Fax # / N° de télécopieur 953-6580

February 12, 1996

Mrs. Shirley Serafini
Associate Deputy Minister
Indian and Northern Affairs Canada
10 Wellington Street
North Tower, 21st Floor, Room 2101
Les Terrasses de la Chaudière
Hull, Québec
K1A 0H4



Dear Mrs. Serafini:

Thank you for your letter of January 22, 1996 on Bill 25 Education Act of the Northwest Territories (NWT). As per your request, we have convened an interdepartmental meeting with officials from Justice, Canadian Heritage and Indian and Northern Affairs to review the file and discuss options for the tabling of the Ordinance on Bill 25 pursuant to the Northwest Territories Act. The following summarizes the discussion of the meeting.

Canadian Heritage reported that since the passage of Bill 25 last June, the NWT Government drafted regulations to implement section 23 of the Charter in consultation with the Francophone community. The regulations will be adopted shortly after the coming into force of the legislation on June 26, 1996. The Francophones endorse the regulated scheme for the implementation of their minority language educational rights. Given these positive developments, there appear to be no reasons to delay the tabling of the Ordinance on Bill 25, nor to use the disallowance power.

Mr. Dominique La Salle of your department attended the meeting and he will be recommending that arrangements be made to table in Parliament the Ordinance on Bill 25 in the near future.

Yours sincerely,

Alex Himelfarb
Assistant Secretary
(Social Development)

Canada

A. Deon-Bois

de: Roy-

96.2.28

Roger

**Loi 25 sur l'éducation des Territoires du Nord-Ouest – Mise à jour/
Bill 25 Northwest Territories' Education Act – Update**

8144-6-95

**Bureau du Conseil privé (85, rue Sparks, pièce 718, Édifice Blackburn, Ottawa)
Privy Council Office (85 Sparks Street, Room 718, Blackburn Building, Ottawa)****Mercredi, le 7 février 1996 – 14 h - 15 h 30
Wednesday, February 7, 1996 – 2:00 - 3:30****PARTICIPANTS****Affaires indiennes et du nord/
Indian and Northern Affairs****Mr./M. Dominique LaSalle (997-0230)****Justice****Mr./M. Michel Francoeur (941-4037)****Patrimoine canadien/
Canadian Heritage****Mr./M. Roger Farley (994-2222)****Bureau du Conseil privé/
Privy Council Office****Mr./M. Charles Nixon (957-5237)
Ms./Mde Louise Rocque (957-5102)**



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5

**PRIVY COUNCIL OFFICE/
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ****Date:** 05/02/96**Fax Message/
Envoi par télécopie****Destinataire:** Lucie Plouffe **Fax:** 953-6580
To: **Tel:** 994-2222**Nombre de pages:** 1 + 1
Number of Pages:**De:** S. Lacroix **Fax:** (613) 957-5399
From: **Tel:** (613) 957-5641**Message:** _____



Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

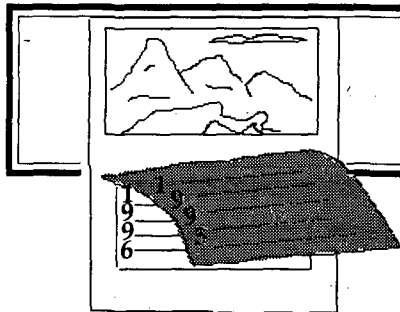
Multiculturalism and
Citizenship Canada

Ottawa K1A 1K5

Gestion scolaire aux TNO

État de la situation

- la communauté a fait et continue de faire des commentaires sur propositions de réglementation; ils sont conseillés par Roger Lepage de Regina *3^e série de commentaires*
- Sujets déjà revus :
 - droit à l'éducation en français ✓
 - 3 niveaux de gestion ✓
 - commission scolaire ✓
 - frais pour l'éducation à l'extérieur des TNO ✓
- avril - règlements prêts
- commentaires finaux acceptés jusqu'en mai
- mise en oeuvre le 1er juillet 1996
- modifications à la loi scolaire seront nécessaires selon la FFT
- poursuite sur la glace pour l'instant et jusqu'à la publication des règlements
- ▶ aucune réponse de T. Laberge quant à l'approbation finale de la Loi 25 par le gouvernement fédéral



Rétrospective de l'année 1995

Éducation

Janvier

Le ministère de l'Éducation propose la construction d'un bâtiment neuf pour l'école Allain St-Cyr. Il est prévu que l'école quittera ses classes portatives en l'an 2000. Coût du projet: 3,7 millions.

Février

Les parents franco-ténois avisent le ministre de l'Éducation que le projet de loi sur l'Éducation devant être déposé à l'Assemblée en février ne semble pas constitutionnel.

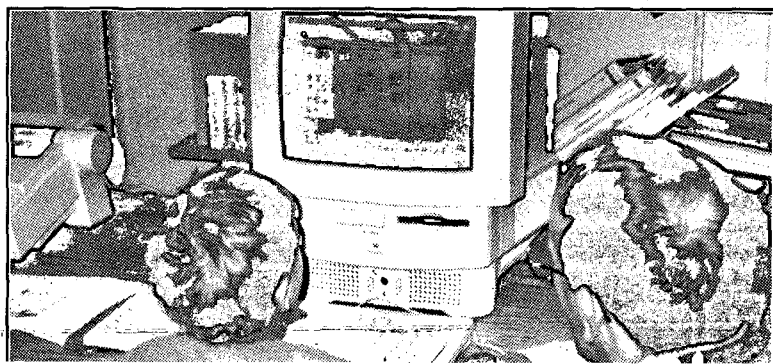
Les partisans des programmes d'immersion réagissent aux critiques virulentes et répétées du professeur Hammerly de UBC contre ce programme.

Mars

Un projet de loi modifié portant sur la révision de la *Loi sur l'Éducation* est déposé en première lecture à l'Assemblée législative.

Mai

Le GTNO se rend dans les diverses communautés des TNO pour y tenir des séances de consultation



sur la révision de la *Loi sur l'Éducation*. Les parents francophones de Fort Smith, Yellowknife et Hay River profitent de l'occasion pour inciter le gouvernement à rendre cette loi conforme à l'article 23 de la Charte des droits et libertés.

Le Conseil scolaire francophone et l'APFY envisagent un changement de partenaire en raison du peu d'intérêt que la commission scolaire n° 1 de Yellowknife démontre pour la construction d'une nouvelle école, dans le contexte d'un centre scolaire communautaire.

Le mandat des parents est clair: le conseil scolaire francophone doit conclure une entente avec la commission des écoles catholiques de Yellowknife sur le transfert de l'école. Cette commission suggère de déménager temporairement l'école dans les actuels locaux de l'école secondaire St-Patrick. Une visite des locaux est organisée et environ 30 personnes y participent.

Juin

Lors d'une rencontre entre le ministre Nerysoo et une délégation francophone, le ministre de l'Édu-

cation assure aux parents que la réglementation pour la nouvelle loi démontrera sa constitutionnalité. Une campagne de sensibilisation au niveau national et territorial a lieu sur la nature présumée inconstitutionnelle du projet de loi.

Le ministère de l'Éducation annonce qu'un transfert d'une commission scolaire à l'autre à Yellowknife est hors de question et que l'offre de financement par le GTNO pour la construction d'un bâtiment neuf pour abriter l'école Allain St-Cyr est retirée. De plus, le déménagement dans les locaux de l'école secondaire St-Patrick ne peut se faire, le ministère entendant démolir cet édifice.

À la fin du mois, la nouvelle *Loi sur l'Éducation* est adoptée, non sans provoquer un débat animé. Les parents devront donc s'asseoir et négocier la réglementation.

À la suite d'une demande expresse du ministère de l'Éducation, le dialogue reprend entre le Conseil scolaire francophone et la Commission scolaire n° 1 de Yellowknife.

Juillet

Contrairement à l'opinion des conseillers juridiques des parents francophones, un avocat du ministère de la Justice du Canada affirme que la loi scolaire ne serait pas inconstitutionnelle.

À leur tour, les parents francophones d'Iqaluit recherchent la gestion scolaire en demandant la créa-



tion d'un conseil scolaire francophone.

l'Éducation. Les parents doutent de la constitutionnalité de la nouvelle loi.

Septembre

Lors de son assemblée annuelle de l'Association des parents francophones de Yellowknife, le conseil scolaire annonce la conclusion d'un nouveau protocole avec la Commission scolaire no 1, pour ce qui est de la gestion de l'école Allain St-Cyr.

Octobre

Le ministre donne son accord au Comité des parents francophones d'Iqaluit qui souhaite l'établissement en janvier 1996 d'un conseil scolaire francophone pour gérer le programme de français langue première offert à l'école Nakasuk.

La Fédération Franco-Ténoise et les parents se préparent pour les consultations en 1996 sur les règlements relatifs à la nouvelle *Loi sur*

À Yellowknife, le projet de construire un bâtiment neuf pour l'école Allain St-Cyr reprend du poil de la bête. Du côté des associations sans but lucratif, on parle aussi d'un centre communautaire.

Décembre

Concertation des parents francophones à Iqaluit, lors de leur rencontre territoriale annuelle. Avec un conseil scolaire à Iqaluit à compter de janvier 1996, une commission scolaire francophone dans les TNO est envisageable, dans un an.

Un porte-parole du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation déclare lors d'une réunion publique que les francophones de Yellowknife risquent de devoir choisir entre une nouvelle école et un centre communautaire, faute de fonds.

nel.

scolaire communautaire.

Allain St-Cyr est retirée. De plus, le déménagement dans les locaux de l'école secondaire St-Patrick ne peut se faire, le ministère entendant démolir cet édifice.

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.
Document released under the Access to Information Act.
Education. Les parents ont obtenu la constitutionnalité de la nouvelle loi.

Les partisans des programmes d'immersion réagissent aux critiques virulentes et répétées du professeur Hammerly de UBC contre ce programme.

Mars

Un projet de loi modifié portant sur la révision de la *Loi sur l'Éducation* est déposé en première lecture à l'Assemblée législative.

Mai

Le GTNO se rend dans les diverses communautés des TNO pour y tenir des séances de consultation

Le mandat des parents est clair: le conseil scolaire francophone doit conclure une entente avec la commission des écoles catholiques de Yellowknife sur le transfert de l'école. Cette commission suggère de déménager temporairement l'école dans les actuels locaux de l'école secondaire St-Patrick. Une visite des locaux est organisée et environ 30 personnes y participent.

Juin

Lors d'une rencontre entre le ministre Nerysoo et une délégation francophone, le ministre de l'Édu-

À la fin du mois, la nouvelle *Loi sur l'Éducation* est adoptée, non sans provoquer un débat animé. Les parents devront donc s'asseoir et négocier la réglementation.

À la suite d'une demande expresse du ministère de l'Éducation, le dialogue reprend entre le Conseil scolaire francophone et la Commission scolaire n° 1 de Yellowknife.

Juillet

Contrairement à l'opinion des conseillers juridiques des parents francophones, un avocat du ministère de la Justice du Canada affirme que la loi scolaire ne serait pas inconstitutionnelle.

À leur tour, les parents francophones d'Iqaluit recherchent la gestion scolaire en demandant la créa-

Septembre

Lors de son assemblée annuelle de l'Association des parents francophones de Yellowknife, le conseil scolaire annonce la conclusion d'un nouveau protocole avec la Commission scolaire no 1, pour ce qui est de la gestion de l'école Allain St-Cyr.

Octobre

Le ministre donne son accord au Comité des parents francophones d'Iqaluit qui souhaite l'établissement en janvier 1996 d'un conseil scolaire francophone pour gérer le programme de français langue première offert à l'école Nakasuk.

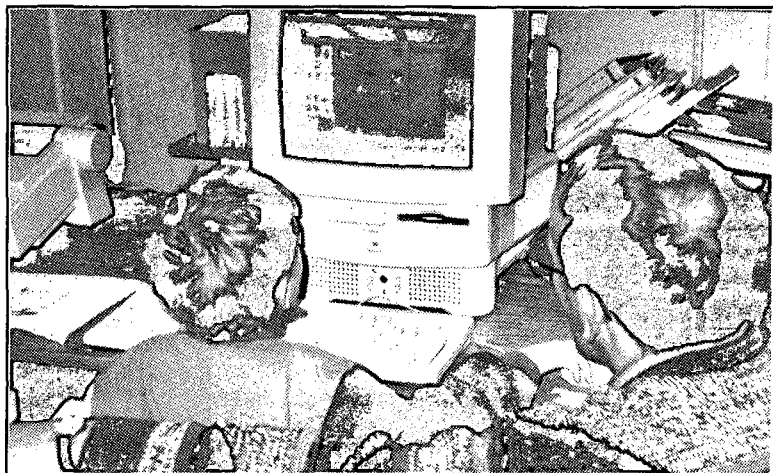
La Fédération Franco-TéNoise et les parents se préparent pour les consultations en 1996 sur les règlements relatifs à la nouvelle *Loi sur*

À Yellowknife, le projet de construire un bâtiment neuf pour l'école Allain St-Cyr reprend du poil de la bête. Du côté des associations sans but lucratif, on parle aussi d'un centre communautaire.

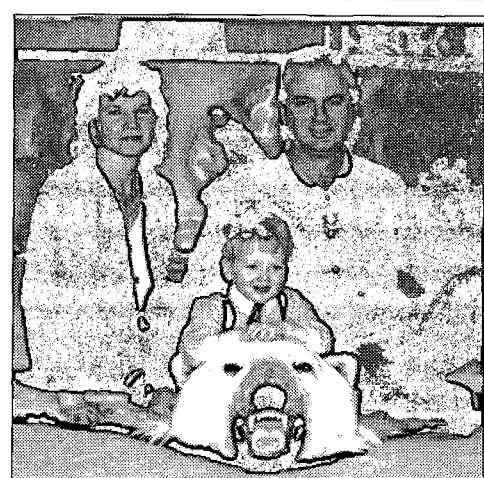
Décembre

Concertation des parents francophones à Iqaluit, lors de leur rencontre territoriale annuelle. Avec un conseil scolaire à Iqaluit à compter de janvier 1996, une commission scolaire francophone dans les TNO est envisageable, dans un an.

Un porte-parole du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation déclare lors d'une réunion publique que les francophones de Yellowknife risquent de devoir choisir entre une nouvelle école et un centre communautaire, faute de fonds.



Alain Bessette/L'Aquilon



Eileen, Charles and Tyler Dent

Ma famille et moi-même vous souhaitons
un «Joyeux Noël» et une
«Bonne et heureuse année»!



Charles Dent

Charles Dent,
Député de Yellowknife, Frame Lake



Le 31 décembre, vous êtes invité(e) au Party de l'année ... sur Broadway

Dépêchez-vous de réserver vos places
pour une soirée inoubliable!!!

Souper gastronomique
et soirée dansante
avec l'orchestre de Earl McAuley.

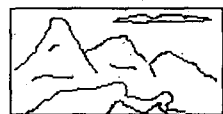
Broadway on 51st.

Célébrez l'arrivée de 1996
en excellente compagnie!



Billets en vente
au Broadway on 51 Street
(en face du magasin des alcools)
99,95 \$ le couple ou
59,95 \$ par personne

873-6842



Rétrospective de l'année 1995

Francophonie ténioise

Janvier

La station radiophonique des francophones d'Iqaluit, CFRT-MF, cherche de nouveaux bénévoles.

Février

De son côté, l'émission de radio «À propos d'autre chose» de Yellowknife est aussi à la recherche de sang neuf.

Mars

Malgré plusieurs mois de travail d'arrache-pied, l'assemblée générale extraordinaire de la FFT à Iqaluit n'a pas donné lieu à la si-

gnature espérée d'une entente Canada-communauté.

Les leaders inuit souhaitent l'implication des francophones dans le Nunavut lors de la première conférence Inuit-francophone.

Yvon Samson anime une session de formation et d'échanges pour le comité travaillant au projet de centre scolaire communautaire, dans la perspective d'un nouveau bâtiment pour l'école Allain St-Cyr dès 1999.

Restructuration du comité pour le centre scolaire communautaire.

Ouvrant déjà depuis deux ans, l'Association Jeunesse franco-ténioise tient une session de formation axée sur l'estime de soi et le travail en équipe.

Les Elles-ténioises se réunissent en colloque à Iqaluit. Elles profitent du thème de la vie familiale pour établir des relations interculturelles avec des femmes autochtones. Nicole Beaulieu devient la nouvelle représentante territoriale à la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises.

Avril

La troupe de théâtre «Pas frette aux Yeux» de Yellowknife présente la pièce *Les voisins* à Yellowknife.

Mai

La jeune Fawn Fritzen d'Iqaluit fait honneur aux TNO en se classant deuxième interprète lors du 6^e Gala albertain de la chanson.

La troupe de théâtre «Pas frette aux Yeux» de Yellowknife part en tournée et présente la pièce *Les voisins* à Hay River.

Une délégation de la Fédération Franco-TéNOise se rend à Ottawa afin de mousser la signature d'une entente de financement pour la communauté franco-ténioise.

Juin

Après trois ans de travail soutenu au sein de l'Association francoculturelle de Hay River, Julie Bernier annonce son intention de prendre sa retraite.

Le Conseil d'administration de la FFT finalise l'approbation des projets de développement culturel et communautaire pour l'année 1995-1996.

Deux bénévoles des plus dévoués à la cause de l'éducation en français quittent les TNO : Bernadette Leblanc-Fortier et Daniel Loyer.

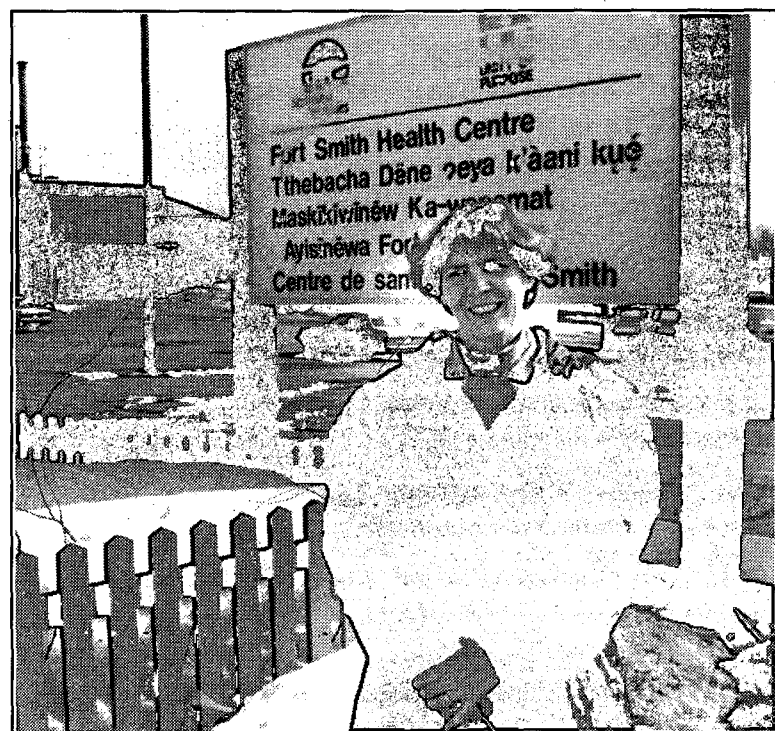
Novembre

Après un an de négociations, Patrimoine canadien annonce la signature d'une entente Canada-communauté le 4 novembre, à Yellowknife à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-Ténioise.

L'entente Canada-communauté, d'une durée de quatre ans, accorde à la communauté franco-ténioise (environ 2000 personnes) une enveloppe de près de deux millions de dollars.

Décembre

Patrimoine canadien et la Fédération Franco-TéNOise tiennent une première rencontre interministérielle en vue d'actualiser l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. L'article porte sur l'épanouissement des collectivités linguistiques minoritaires.



Karen Lajoie/L'Aquilon



Rétrospective de l'année 1995

Francophonie du Canada

Janvier

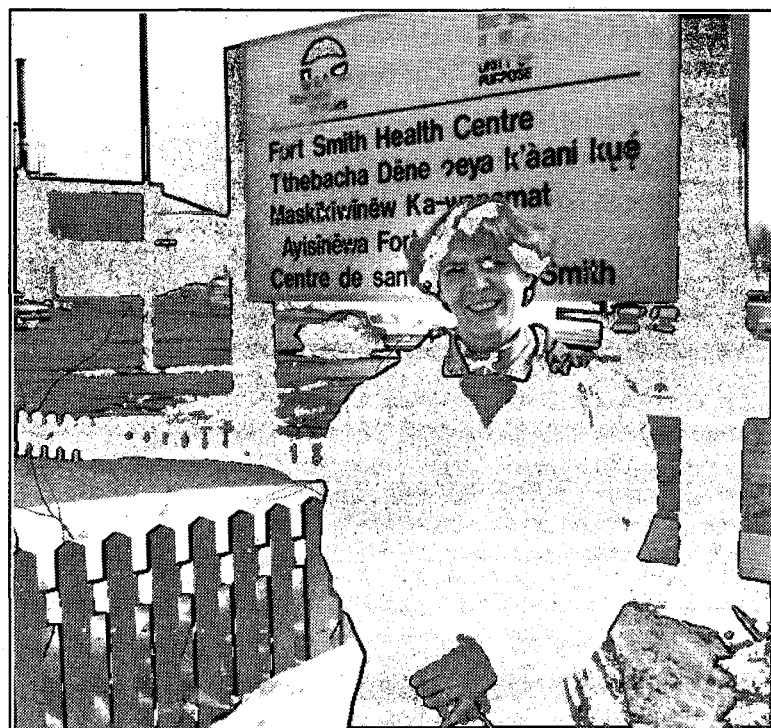
Annnonce de la fermeture du bureau du Québec à Edmonton pour

Cette politique constitue une première pour un gouvernement québécois.

clients du nouveau Programme de contestation judiciaire.

tion juridique contre le gouvernement provincial. Il y a désaccord sur l'implantation et le financement

politique canadien. La Loi sur les langues officielles y sera remplacée par une politique dé



Karen Lajoie/L'Aquilon

Avril

La troupe de théâtre «Pas frette aux Yeux» de Yellowknife présente la pièce *Les voisins* à Yellowknife.

Mai

La jeune Fawn Fritzen d'Iqaluit fait honneur aux TNO en se classant deuxième interprète lors du 6^e Gala albertain de la chanson.

La troupe de théâtre «Pas frette aux Yeux» de Yellowknife part en tournée et présente la pièce *Les voisins* à Hay River.

Une délégation de la Fédération Franco-TéNOise se rend à Ottawa afin de mousser la signature d'une entente de financement pour la communauté franco-ténoise.

Lors de son assemblée générale annuelle, l'AFCY se donne pour mandat d'étudier de nouveaux modes de fonctionnement pour harmoniser les relations entre les différentes associations francophones de Yellowknife.

Juillet

Un événement culturel de taille pour la communauté francophone de Yellowknife : la Bottine Souriante se produit en spectacle, précédée par de nombreux artistes locaux.

Septembre

Miles Pepper qui a dirigé dans les Territoires la traduction des lois et règlements en français est honoré par le gouvernement pour ses services, à l'occasion de son départ pour la retraite.

Novembre

Après un an de négociations, Patrimoine canadien annonce la signature d'une entente Canada-communauté le 4 novembre, à Yellowknife à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-Ténoise.

L'entente Canada-communauté, d'une durée de quatre ans, accorde à la communauté franco-ténoise (environ 2000 personnes) une enveloppe de près de deux millions de dollars.

Décembre

Patrimoine canadien et la Fédération Franco-TéNOise tiennent une première rencontre interministérielle en vue d'actualiser l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. L'article porte sur l'épanouissement des collectivités linguistiques minoritaires.

Rétrospective de l'année 1995

Francophonie du Canada

Janvier

Annnonce de la fermeture du bureau du Québec à Edmonton pour avril 1995. Le bureau de Vancouver desservira tout l'ouest du pays.

Février

Une commission royale sur l'éducation en Ontario invite le gouvernement à passer à l'action en proposant un modèle de gestion scolaire pour les Franco-Ontariens.

La Fédération Franco-TéNOise participe aux consultations régionales sur le plan directeur du Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne.

Mars

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada se prononce pour le NON en prévision du référendum québécois sur l'indépendance.

Le Québec présente sa politique envers la francophonie canadienne basée sur une solidarité renouvelée.

Cette politique constitue une première pour un gouvernement québécois.

Avril

Émoi à la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada: la présidente Claire Lanteigne fait l'objet d'une enquête de la Gendarmerie royale du Canada pour une présumée fraude de 50 000 \$.

Lors de la Journée internationale de la francophonie, le ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, soutient que la francophonie est un élément essentiel de la politique étrangère canadienne.

Mai

Une étude démontre que c'est d'abord en anglais que les fonctionnaires du gouvernement fédéral gèrent le pays.

Les parents de Cornwall en Ontario et ceux de la Colombie-Britannique deviennent les premiers

clients du nouveau Programme de contestation judiciaire.

Juin

Lors de son assemblée générale annuelle, l'Alliance des radios communautaires représentant des stations francophones hors Québec fête ses dix ans d'existence.

Première au Canada, les parents francophones yukonnais obtiennent leur propre commission scolaire, par référendum.

Septembre

Au 48^e congrès de l'ACELF (Association canadienne d'éducation en langue française), l'expérience des centres scolaires communautaires suscite des discussions sur le nouveau rôle de l'école et ses rapports avec la collectivité.

La création récente d'un conseil scolaire francophone n'empêche pas l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique d'aller de l'avant avec leur ac-

tion juridique contre le gouvernement provincial. Il y a désaccord sur l'implantation et le financement de la nouvelle instance.

Lancement d'une campagne de promotion de la francophonie canadienne, par la FCFAC (Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada). La campagne, qui bénéficie d'un appui de 500 000 \$ du ministère fédéral du Patrimoine canadien, crée des remous car elle coïncide avec la campagne référendaire au Québec.

Vingt-six ministères et institutions du fédéral devaient déposer le 30 juin, à la demande de Patrimoine canadien, un plan d'action pour le développement des communautés francophones. Fin septembre, la plupart s'est livrée à cet exercice de planification sans forcément être convaincue du bien-fondé de la démarche.

Octobre

Les Réformistes présentent vingt propositions sur la modernisation et la décentralisation du système

politique canadien. La Loi sur les langues officielles y serait remplacée par une politique de bilinguisme régional.

L'opposition officielle à la Chambre des communes, le Bloc Québécois, critique les politiques linguistiques du Gouvernement du Canada qui «n'ont pas su freiner l'assimilation des francophones hors Québec».

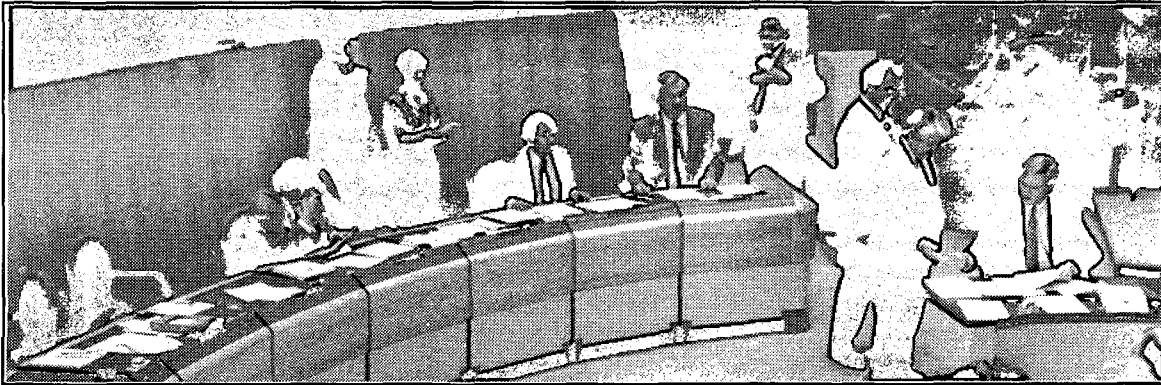
La Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) se retire de la FCFAC, le regroupement porte-parole de la francophonie canadienne. La FCFAC compte désormais quinze associations membres.

Novembre

Pour s'ajuster à la diminution des ressources financières, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises repense sa vocation. En congrès d'orientation, les déléguées décident que, désormais, 42 pour cent du budget sera consacré aux services directs aux membres, au lieu de 15 pour cent.

Rétrospective de l'année 1995

Politique territoriale



Archives/L'Aquilon

Janvier

Lors d'une rencontre organisée par le Commissaire aux langues officielles du Canada, une dizaine de personnes prennent à parti les services en français offerts au détriment, croient-ils, des services en langues autochtones. Les représentants de la francophonie ténosé ne participaient pas à la rencontre en raison d'une rencontre avec le ministre de l'Éducation.

Février

La révision de la *Loi sur les boissons alcoolisées* devra attendre après les élections territoriales de 1995, annonce le GTNO.

À la reprise des travaux à l'Assemblée législative, Sam Gargan est nommé président de l'Assemblée tandis que le député Kelvin Ng est nommé au cabinet.

Il y aura enquête publique suite à la plainte de la députée Jeannie Marie-Jewell sur un présumé conflit d'intérêt du ministre Don Morin.

Le ministre des Finances John Pollard dépose un budget de 1,2 milliard, déficitaire de 14 millions.

Avec près d'un an de retard, le GTNO annonce l'imminence de la signature de l'accord de coopération Canada-TNO relatif au français et aux langues autochtones.

sur les gouvernements autochtones autonomes dans cet accord.

Coupé à la suite de la baisse de financement dans l'Accord de coopération Canada-TNO relatif au français et aux langues autochtones, le programme d'interprétation judiciaire suscite la controverse à l'Assemblée législative.

Mai

Le comité des Finances suggère des amendements au projet de loi n° 30 sur l'élimination du déficit de façon à s'assurer que le GTNO sera sans dette lors de la division des Territoires en 1999.

Mme Manito Thompson est élue députée d'Aivilik lors d'une élection partielle. Le poste était vacant depuis la démission de James Arvaluk.

Juin

La commission d'établissement du Nunavut remet entre les mains d'Ottawa la décision de choisir la future capitale. Elle suggère de retenir trois candidatures (Cambridge Bay, Rankin Inlet et Iqaluit).

Juillet

Le ministre des Finances John

Pollard annonce la tenue de séances de consultations publiques sur les avenues possibles pour éliminer le déficit du gouvernement territorial.

Septembre

Déclenchement le 1^{er} septembre d'élections territoriales. Il s'agit des dernières élections avant la division des Territoires du Nord-Ouest. Le scrutin se tiendra le 16 octobre.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord Ron Irwin remet à la fin de 1995 la décision de poursuivre le financement du processus de développement constitutionnel pour l'ouest des TNO. Le ministre préfère attendre la formation du prochain gouvernement territorial, et connaître la position du cabinet. En attendant, le Comité pour le développement constitutionnel fonctionnera au ralenti.

Un nombre record de personnes (91, au dernier décompte) se portent candidates aux élections territoriales du 16 octobre. Six membres de l'ancien gouvernement, dont la première ministre sortante Nellie Cournoyea, ne se représentent pas. Mme Cournoyea convoite plutôt la présidence de la Inuvialuit Regional Corporation.

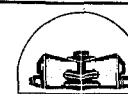
Suite en page 6...

★
Nous vous ★
souhaitons de passer
★ un temps des fêtes
paisible et sans danger. ★
Célébrez Noël
avec vos bien-aimés
★ plutôt qu'à l'hôpital. ★
SVP, pas d'alcool au volant.

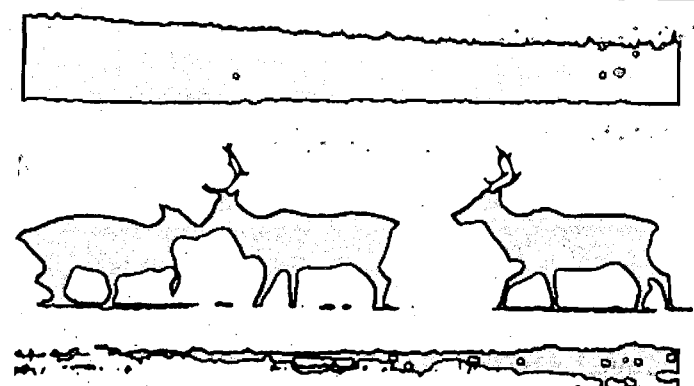
Nous en profitons pour exprimer notre reconnaissance à tous nos confrères, aux bénévoles et à tous ceux qui ont œuvré pour l'hôpital Stanton en 1995.
Merci de votre soutien.

Meilleurs vœux du temps des fêtes
pour vous et votre famille.

Le Conseil et la direction de:



STANTON
REGIONAL
HOSPITAL

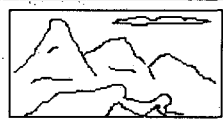


Merry Christmas and a Happy New Year

Toyat eyits'q Edaidzē cho zah k'e nexigha hojzi dē mahsi
Driṇ Tsal ts'at Driṇ Choo gwizhit nakhwa sruoonch'uu viliz

Tēth Yat Chu k'etē'āltē'ūn Dānā'ē'ē Chu Nāke Hoon Nā'ē'ē

000394



Rétrospective de l'année 1995

Politique territoriale (suite)



Archives/L'Aquilon

Débat houleux, en marge de la campagne électorale, sur la politique d'action positive du gouvernement territorial. La politique fait l'objet d'une révision. Lors d'assemblées publiques, sa pertinence autant que son efficacité sont remises en question.

Octobre

La population du Nunavut se prononcera sur le choix de la capitale du territoire. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord Ron Irwin a proposé le 29 septembre à Rankin Inlet la tenue d'un vote public en décembre.

Établissement d'un autre record pour Élections TNO: 34000 personnes, un nombre sans précédent dans les Territoires, se sont inscrites sur la liste électorale.

Des organisations non-gouvernementales forment une coalition afin de présenter au GTNO une position commune sur la réduction du déficit. La Fédération Franco-Ténoise en fait partie. La coalition se préoccupe de l'impact des coupures dans les dépenses publiques sur les plus démunis.

Le ministre de la Justice Stephen Kakfwi comparait devant un comité du Sénat afin d'expliquer de nouveau les raisons pour lesquels le GTNO n'endosse pas le projet de loi C-68 sur le contrôle des armes à feu.

Élection par acclamation du député du Nahendeh Jim Antoine.

Durant la campagne électorale, la lutte au déficit et la division des TNO en deux entités distinctes suscitent de nombreux débats.

La population des TNO a fait le grand ménage parmi ses élu(e)s. Suite au scrutin du 16 octobre, quinze nouveaux députés occuperont les 24 sièges de l'Assemblée législative.

La décision du ministre Irwin de tenir un vote public sur la capitale du Nunavut ne reçoit pas l'appui de la Commission d'établissement du Nunavut, ni de l'Association francophone d'Iqaluit.

Des organisations autochtones et des groupes écologistes discutent d'une éventuelle collaboration dans le dossier d'une mine de diamants. Les intervenants voulant réagir à l'étude d'impact environnemental de la compagnie BHP, ont jusqu'au 23 octobre pour s'inscrire aux audiences publiques.

Novembre

Le vote public sur la capitale du Nunavut se tiendra le 11 décembre. Cambridge Bay, Iqaluit et Rankin Inlet ont jusqu'au 9 novembre pour confirmer leur candidature. «Pour éviter la dissension»,

seuls des résultats globaux seront rendus publics.

La victoire de Michael Miltenberger dans la circonscription de Thebacha est contestée par la députée sortante Jeannie Marie-Jewell et le chef de la bande de Salt River, Jerry Paulette. Le directeur général des élections demande à la GRC de procéder à une enquête.

Le régime d'aide sociale est modifié par le GTNO pour devenir un programme de supplément au revenu.

Cambridge Bay ne sera pas dans la course pour la capitale du Nunavut.

Les Métis obtiennent un régime de soins de santé comparable à ceux dont bénéficient les Inuit et les Amérindiens couverts par les traités. Le régime assume pour la clientèle visée 65% des coûts.

Le député Jim Antoine rembourse à la Société de crédit commercial deux prêts en suspens contractés en 1989, afin d'ouvrir une station-service à Fort Simpson.

L'Assemblée législative le 22 novembre. Les députés promettent d'une même voix de miser sur le consensus pour s'occuper efficacement de la gouvernance des TNO.

Don Morin est nommé premier ministre des Territoires du Nord-Ouest. Les députés John Todd et Stephen Kakfwi qui auraient fait de redoutables adversaires avaient finalement décidé de ne pas se porter candidats.

Décembre

Le premier ministre a choisi les membres de son cabinet. Un nouveau poste, celui de vice-premier ministre, est attribué à M. Goo Arlooktoo.

La Communauté économique européenne surseoit pour une autre année à son projet d'interdire l'importation de fourrures en provenance de pays utilisant des modèles de pièges jugés trop cruels pour les animaux.

Lors du vote public sur la capitale du Nunavut, la faveur populaire va à Iqaluit, dans une proportion de 60%. La décision finale revient toutefois au cabinet fédéral.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Analyste-conseiller en évaluation des postes

Secrétariat du Conseil de gestion financière

Yellowknife, T.N.-O.

(Poste d'une durée d'un an)

Le traitement initial est de 49 084 \$ par année.

Réf. : 011-0457SFM-0003

Date limite : le 5 janvier 1996

Faire parvenir les demandes d'emploi au : Secrétariat du personnel, Ministère de l'Exécutif, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Scotia Centre, 8^e étage, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9 Télécopieur : (403) 873-0235

- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Il est interdit de fumer au travail.
- Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail des postes.
- L'employeur préconise un programme d'action positive - Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.



APPEL D'OFFRES AMEUBLEMENT DE BUREAU

CRTC

AVIS
PUBLIC

Canada

Avis public CRTC 1995-209. Projet de modifications au Règlement de 1990 sur la télévision payante. Les modifications proposées visent à permettre aux titulaires d'entreprise de télévision payante de demander à être relevées, par condition de licence, de l'interdiction faisant l'objet des alinéas 3(2) (e) et (f) et clarifient aussi le sens du mot "liée" pour l'application du présent règlement. Les observations écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le 15 janvier 1996. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, au (819) 997-2429; ou au bureau du CRTC à Vancouver, (604) 666-2111 ou en consultant la Page d'accueil du CRTC: <http://www.crtc.gc.ca>.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

CRTC

AVIS
PUBLIC

Canada

Avis public CRTC 1995-210. Le CRTC a été saisi des demandes suivantes: À TRAVERS LE CANADA. Demandes présentées par LES COMMUNICATIONS PAR SATELLITE CANADIENS INC. en vue de modifier la licence de l'entreprise à voies multiples de distribution de services de télévision et de radio par l'ajout de WHDH (NBC) Boston (Massachusetts) et en remplaçant KIRO



APPEL D'OFFRES

Ministère des Travaux publics et des Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Garage à deux emplacements de stationnement

Le travail doit comprendre tout le matériel et la main d'oeuvre pour construire un nouveau garage chauffé de 160 m² à deux emplacements de stationnement, avec dalles de béton sur fondations au niveau moyen du sol. Les matériaux doivent être fournis et transportés sur le site, en 1996, par la route d'hiver.
- Rae Lakes, T.N.-O. -

000395

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commi-
contrats, a/s du surintendant régional, Ministère des Travaux

de la campagne électorale, sur la politique d'action positive du gouvernement territorial. La politique fait l'objet d'une révision. Lors d'assemblées publiques, sa pertinence autant que son efficacité sont remises en question.

Octobre

La population du Nunavut se prononcera sur le choix de la capitale du territoire. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord Ron Irwin a proposé le 29 septembre à Rankin Inlet la tenue d'un vote public en décembre.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Analyste-conseiller en évaluation des postes

Secrétariat du Conseil de gestion financière

Yellowknife, T.N.-O.

(Poste d'une durée d'un an)

Le traitement initial est de 49 084 \$ par année.

Réf. : 011-0457/SFM-0003 Date limite : le 5 janvier 1996

Faire parvenir les demandes d'emploi au : Secrétariat du personnel, Ministère de l'Exécutif, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Scotia Centre, 8^e étage, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9 Télécopieur : (403) 873-0235

- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Il est interdit de fumer au travail.
- Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail des postes.
- L'employeur préconise un programme d'action positive - Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.



APPEL D'OFFRES AMEUBLEMENT DE BUREAU

Le mobilier suivant est requis pour achat: chaises de bureau et cabinets de rangement.

Les offres cachetées pour l'ameublement de bureau seront acceptées jusqu'au 4 janvier 1996, à midi, heure locale.

Les personnes intéressées peuvent obtenir les documents de référence auprès de la Commission des accidents du travail, 3^e étage, Édifice Centre Square, Yellowknife, TNO.

Téléphone: (403) 920-3888 Sans frais 1-800-661-0792, Télécopieur: (403) 873-4596

Les demandes de renseignements et les offres doivent être adressées à:

Jeannie Gargan, Commis à l'administration
Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest

C.P. 8888

YELLOWKNIFE NT X1A 2R3,

ou pourront être livrées aux bureaux de la Commission des accidents du travail, 3^e étage, Édifice Centre Square, Yellowknife, TNO.

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

l'impact des coupures dans les dépenses publiques sur les plus démunis.

Le ministre de la Justice Stephen Kakfwi comparait devant un comité du Sénat afin d'expliquer de nouveau les raisons pour lesquels le GTNO n'endosse pas le projet de loi C-68 sur le contrôle des armes à feu.

Élection par acclamation du député du Nahendeh Jim Antoine.

Durant la campagne électorale, la lutte au déficit et la division des TNO en deux entités distinctes suscitent de nombreux débats.

Des organisations autochtones et des groupes écologistes discutent d'une éventuelle collaboration dans le dossier d'une mine de diamants. Les intervenants voulant réagir à l'étude d'impact environnemental de la compagnie BHP, ont jusqu'au 23 octobre pour s'inscrire aux audiences publiques.

Novembre

Le vote public sur la capitale du Nunavut se tiendra le 11 décembre. Cambridge Bay, Iqaluit et Rankin Inlet ont jusqu'au 9 novembre pour confirmer leur candidature. «Pour éviter la dissension»,

est modifié par le GTNO pour le document d'information de la Loi sur l'accès à l'information. Le premier ministre a choisi les membres de son cabinet. Un nouveau poste, celui de vice-premier ministre, est attribué à M. Goo Arlooktoo.

La Communauté économique européenne sursoit pour une autre année à son projet d'interdire l'importation de fourrures en provenance de pays utilisant des modèles de pièges jugés trop cruels pour les animaux.

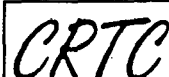
Lors du vote public sur la capitale du Nunavut, la faveur populaire va à Iqaluit, dans une proportion de 60%. La décision finale revient toutefois au cabinet fédéral.

Cambridge Bay ne sera pas dans la course pour la capitale du Nunavut.

Les Métis obtiennent un régime de soins de santé comparable à ceux dont bénéficient les Inuit et les Amérindiens couverts par les traités. Le régime assume pour la clientèle visée 65% des coûts.

Le député Jim Antoine rembourse à la Société de crédit commercial deux prêts en suspens contractés en 1989, afin d'ouvrir une station-service à Fort Simpson.

Reprise des travaux de



AVIS
PUBLIC

Canada

Avis public CRTC 1995-209. Projet de modifications au Règlement de 1990 sur la télévision payante. Les modifications proposées visent à permettre aux titulaires d'entreprise de télévision payante de demander à être relevées, par condition de licence, de l'interdiction faisant l'objet des alinéas 3(2) (e) et (f) et clarifier aussi le sens du mot "liée" pour l'application du présent règlement. Les observations écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le 15 janvier 1996. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, au (819) 997-2429; ou au bureau du CRTC à Vancouver, (604) 666-2111 ou en consultant la Page d'accueil du CRTC: <http://www.crtc.gc.ca>.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



AVIS
PUBLIC

Canada

Àvis public CRTC 1995-210. Le CRTC a été saisi des demandes suivantes: À TRAVERS LE CANADA. Demandes présentées par LES COMMUNICATIONS PAR SATELLITE CANADIENS INC. en vue de modifier la licence de l'entreprise à voies multiples de distribution de services de télévision et de radio par l'ajout de WHDH (NBC) Boston (Massachusetts) et en y remplaçant KIRO-TV Seattle par le signal KSTW (CBS) Tacoma (Washington) dans la liste des signaux qu'elle est autorisée à distribuer et dans la liste des "Services par satellite admissibles en vertu de la partie II" et celle des "Services par satellite canadien admissibles en vertu de la partie III" et celle des "Services par satellite non canadien admissibles en vertu de la partie III" respectivement; et en vue d'élargir son bloc de services en ajoutant les 19 nouveaux signaux radiophoniques dans son bloc de 10 signaux radiophoniques autorisés à l'heure actuelle. Le CRTC fait remarquer que la Cancom prévoit ne plus offrir gratuitement les 10 signaux radiophoniques autorisés à l'heure actuelle. Ces signaux seront inclus dans le bloc total de signaux radiophoniques contre 0,10 \$ par mois. Il y a lieu de noter que, si cette demande est approuvée, tout télédiffuseur pourra généralement ajouter ces signaux téléphoniques à son service sans autorisation préalable du CRTC, conformément au Règlement sur la télédistribution. EXAMEN DE LA DEMANDE: 10^{ème} étage, 50, ch. Burnhamthorpe ouest, Mississauga (Ont.). Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen à Hull (819) 997-2429; et au bureau du CRTC à Vancouver: (604) 666-2111. Les interventions écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont) K1A 0N2 et preuve qu'une copie conforme a été envoyée au requérant le ou avant le 15 janvier 1996. Pour de plus amples renseignements sur le processus d'intervention, communiquez avec les Affaires publiques du CRTC à Hull au (819) 997-0313, fax (819) 994-0218, ATS (819) 994-0423.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



APPEL D'OFFRES

Northwest Territories Ministère des Travaux publics et des Services L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Garage à deux emplacements de stationnement

Le travail doit comprendre tout le matériel et la main d'oeuvre pour construire un nouveau garage chauffé de 160 m² à deux emplacements de stationnement, avec dalles de béton sur fondations au niveau moyen du sol. Les matériaux doivent être fournis et transportés sur le site, en 1996, par la route d'hiver.
- Rae Lakes, T.N.-O. -

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, a/s du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2L9 (ou livrées en main propre au bureau régional de Yellowknife, 5013, 44^e rue) avant :

15 H, HEURE LOCALE, LE 11 JANVIER 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'adresse susmentionnée à partir du 14 décembre 1995.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres :

Donel Gagnon
Commis aux contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7662

Renseignements techniques :

Karen Hayny
Agent de projet
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 920-6947
ou
Tim Turner Davis
Ferguson Simek Clark
Tél. : (403) 920-2882

4144-6-95

95.12.14

Jean Gille
sup suivie de p. 2
le dossier de la réglementation.

Pog.

A: Normand Dupasquier

DE: Paula Doyon

Le 13 décembre 1995

Gestion scolaire au TNO

Vous trouverez ci-joint, comme vous l'avez demandé à Hilaire, l'avis juridique du Groupe du droit des langues officielles à l'égard [REDACTED]

Comme le souligne l'avocat-conseil qui a rédigé l'avis juridique, ce n'est qu'une fois que la réglementation aura été adoptée qu'il sera possible de déterminer si le schéma législatif et réglementaire des T.N.-O. assure une mise en oeuvre effective des droits prévus à [REDACTED]. Mentionnons à cet effet que le gouvernement des T.N.O. consulte en ce moment les représentants de la communauté sur son projet de réglementation. Nous devrions être en mesure de prendre connaissance du projet de réglementation au cours du printemps 1996.

Je suis à votre disposition si vous désirez des renseignements complémentaires.

Paula

p.j.

c.c.: H. Lemoine

(P.-E. Leblanc (R. Farley))

s.23

JUN 13 1995 05:58 PM LEGAL SERVICES

613 952 4137 TO 9905500

P.02/05



Department of Justice
Canada

Ministère de la Justice
Canada

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

s.23

Security classification - Code de sécurité
File number - Numéro du dossier 295253-1
Date Le 13 juin 1995
Telephone/FAX - Téléphone/Télocopieur 941-4037/952-4137

TO/DEST: Yves Joly, Avocat-conseil
Patrimoine canadien

FROM/ORIG.: Michel Francoeur, Avocat-conseil par intérim
Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la
personne

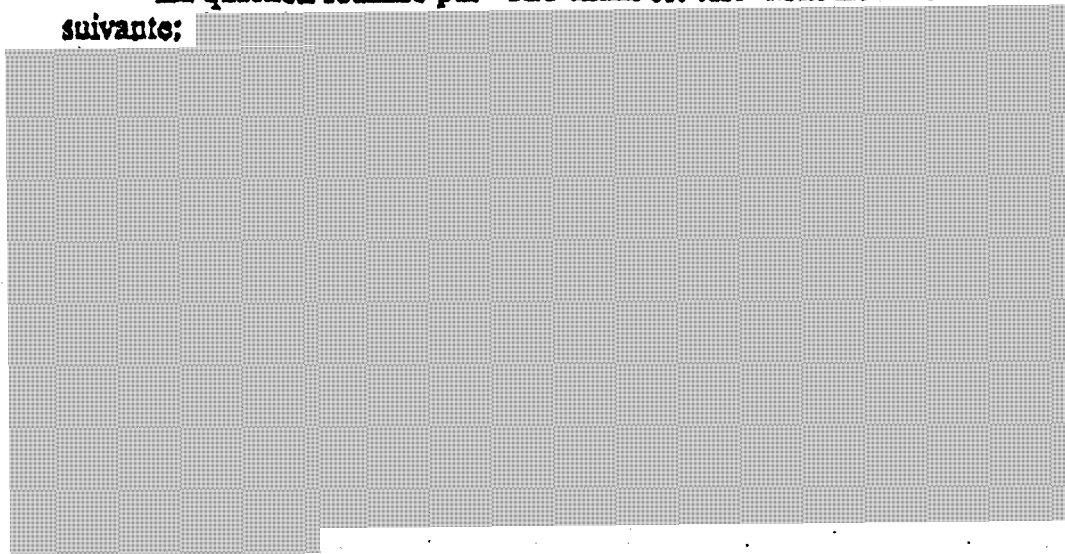
SUBJECT/OBJET:

Comments/Remarques

La présente fait suite à nos communications téléphoniques de ce jour et a pour objet, tel que convenu, de vous faire part de l'avis juridique développé par le Groupe du droit des langues officielles à l'égard du projet de loi 25 des Territoires du Nord-Ouest.

Compte tenu des contraintes temporelles évoquées par votre client, nous avons convenu que nous vous ferions d'abord parvenir un résumé de notre position, et qu'un avis plus complet pourrait éventuellement vous être acheminé.

La question soumise par votre client est essentiellement la suivante;



Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace

JUN 13 JUN 12 '95 05:59PM LEGAL SERVICES

613 952 4137 TO 8325528

F.3 P.83/85

2

Comments/Remarques

s.23

No not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace



N 12JUN 13 '95 05:59PM LEGAL SERVICES

613 952 4137 TO 9905520

P.4 P.04/05

3

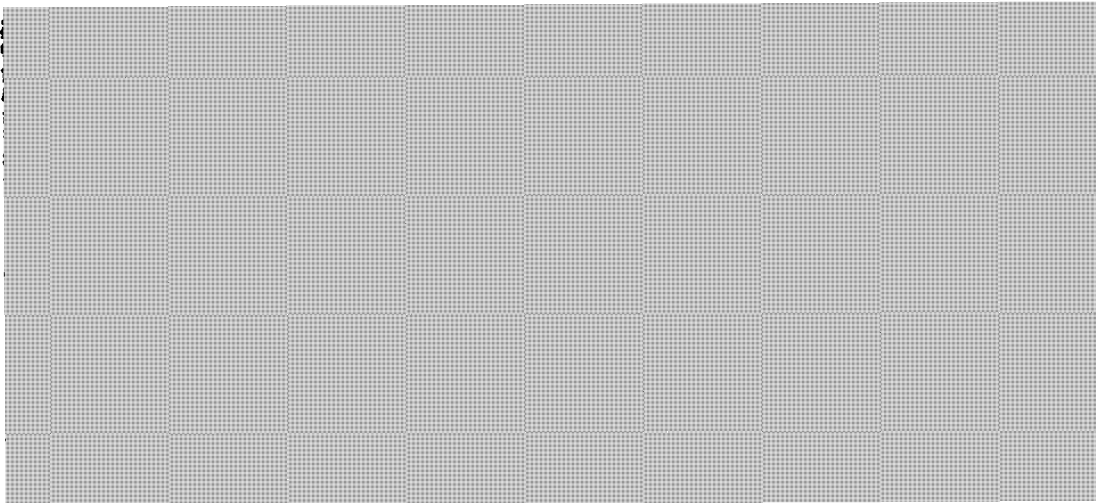
Comments/Remarques

s.23



4

Comments/Remarques



Si vous désirez discuter plus amplement de cet avis, n'hésitez pas
à communiquer avec le soussigné au 941-4037.


Michel Francoeur

MF/lb

s.23

Colloque des parents francophones des Territoires du Nord-Ouest

Le 1er, 2 et 3 décembre 1995

Iqaluit

Rapport de Lise Picard

**Agent de programme langues officielles
Patrimoine canadien**

Objectifs du colloque :

- permettre aux membres des différents organismes francophones oeuvrant pour l'enseignement du français langue maternelle dans les T.N.-O. de se rencontrer .
 - Conseil scolaire de Yellowknife,
 - l' Association des parents francophone de Yellowknife,
 - l' Association des parents francophones d'Iqaluit
 - représentants de Fort Smith.
- obtenir la formation sur l'établissement d'un Conseil scolaire francophone.
- discuter de la possibilité de créer une commission scolaire francophone dans les T. N.-O.

Présences:

Nicole Wallbridge,

APFY, présidente (Association des parents francophones de Yellowknife)

Christiane Lacasse-Clarke,

APFY

Nicole Châtel,

Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Marie-Christine Aubrey,

Parent de Fort Smith

Paul Landry

APFI, président, (Association des parents d'Iqaluit)

Hélène Morin

APFI

Réjean Ouelet

parent d'Iqaluit

Thérèse Danis

parent d'Iqaluit

Gilles Verrault

parent d'Iqaluit

Claude Martel

parent d'Iqaluit

Stéphane Cloutier

agent de développement API

Marie-Claire Leblanc

Ex-présidente de l'APFY

Agnès Billa

L'Aquilon

Francine Labrie

Agente en Éducation, FFT (Fédération Franco-TéNOise)

Lise Picard

Patrimoine canadien et présente à titre d'ex-secrétaire du Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Vendredi et samedi
1er et 2 décembre :

Session de formation *Parents-gestionnaires* donnée par Jean-Pierre Dubé de la Commission nationale des Parents francophones.

La session a surtout porté sur :

1- *Le processus de gestion stratégique*

Les discussions ont porté entre autres sur les sujets suivants : vision, mission, mandat, valeurs, préoccupations, priorités, buts, objectifs, projets, activités, résultats et planification stratégique.

2- *Une structure corporative fonctionnelle d'un organisme bénévole.*

Les sujets suivants ont été abordés la structure, les fonctions, les responsabilités.

Samedi 2 décembre
18 h 00

Souper communautaire au centre de l'Association francophone d'Iqaluit organisé par le Comité des parents francophones d'Iqaluit.

Présentation du diaporama de Paul Landry sur son expédition en traîneaux à chiens autour de la Terre de Baffin. Cette présentation illustre bien les concepts de vision, mission, planification stratégique, etc.

Dimanche 3 décembre
9 h 00 à 12 h 00

Présentation de Lise Paiement, enseignante et consultante au ministère de l'Éducation en Ontario. *La culture et l'éducation en français*. Cette excellente présentation démontre de façon très humoristique les différentes façons d'amener les enfants et les parents à vivre sainement leur identité canadienne française.

14 h 00 à 15 h 00

Présentation de Marie -Claire Leblanc *L'importance de s'impliquer comme parent*.

Marie-Claire a rappelé au groupe l'importance de perséverer et de s'encourager car même dans les situations qui nous semblent sans issue il y souvent un dénouement heureux. Un exemple concret de cette situation fut que des parents nouvellement arrivés à Iqaluit ont assisté à une grande partie du colloque et semblaient prêts à s'impliquer.

15 h 00 à 16 h 00

Présentation de Lise Picard *Le Conseil scolaire francophone de Yellowknife mise sur pied et responsabilités*. Cette présentation a surtout porté sur le financement de l'enseignement en français dans les T. N.-O. Ce fut un exercice pratique illustrant le processus de financement à partir du Patrimoine canadien jusqu'aux conseils scolaires francophones et aux écoles francophones.

Lundi
4 décembre
A.M.

Activité de plein air avec Paul Landry
Traîneau à chiens ou motoneige près de la rivière Sylvia Grenel
Cette activité a permis aux participants de mieux connaître les
environs d'Iqaluit et de voir une centaine de caribous.

P.M.

Rencontre avec Linda McDonald, comité radio d'Iqaluit.
Avons discuté brièvement des stratégies d'autofinancement
envisagés par le comité de la radio.

17 h 00

Retour à Yellowknife.

8144-6-95

**Gestion scolaire T.N.O.
Rapport de Lise Picard
Patrimoine canadien
Décembre 1995**

Comité de Parents Francophones d'Iqaluit

Le Comité de Parents Francophones d'Iqaluit (C.P.F.I.) deviendra bientôt, au début de 1996, le deuxième Conseil scolaire francophone des T. N.-O.

Le Comité de Parents d'Iqaluit a reçu l'approbation du Ministre de l'Éducation, Richard Nerysoo, en date du 20 octobre 1995, de devenir un Conseil scolaire.

Paul Landry, président du C.P.F.I., a fait une demande de financement à Patrimoine canadien pour la mise en place du Conseil par l'entremise du Baffin Division Board of Education (B.D.B.E.) et de J.M. Mariez, ministère de l'Éducation des T. N.-O.

Lorsque le Baffin Division Board of Education (B.D.B.E.) Recevra le financement, le CPFI entreprendra les démarches pour établir le Conseil scolaire francophone d'Iqaluit.

Le Conseil scolaire d'Iqaluit devrait être créer au début de l'année 1996.

Commission scolaire Francophone des T. N.-O.

L'avènement du Conseil scolaire d'Iqaluit permettrait aux Conseils scolaires francophones de Yellowknife et d'Iqaluit de créer une commission scolaire francophone aux T. N.-O. Tel qu'indiqué dans la loi scolaire actuelle, adoptée en juin 1995, on doit avoir deux (2) Conseils scolaires francophones pour créer une commission scolaire francophone.

Les parents francophones de Yellowknife et d'Iqaluit se penchent sur la possibilité d'avoir une commission scolaire francophone afin de pouvoir vraiment gérer leurs écoles.

Lors du Colloque tenu à Iqaluit le 2-3-4- décembre 1995, les parents ont commencé à discuter comment pourrait se concrétiser la commission scolaire francophone.

N.B. : la réglementation de n'est pas terminée. Les parents francophones y travaillent activement. Il est possible que la réglementation concernant l'établissement d'une commission scolaire francophone soit encore plus souple et permette à un (1) Conseil scolaire de devenir une commission scolaire. À suivre...

4144-6-95

Author: Jean-Gilles Francoeur at JLS7-HULL

Date: 95-10-13 09:20

Priority: Normal

TO: Roger Farley

CC: Paul-Émile Leblanc

CC: Josie Weninger at PNWT-FORT-SMITH

CC: Lise Picard at YELLOWKNIFE

Subject: Gestion scolaire aux TNO

asse

----- Message Contents -----

Bonnes nouvelles aux TNO!

Après l'annonce de la conclusion d'une entente Canada-communauté avec la FFT de bonnes nouvelles nous viennent du côté de la gestion scolaire.

Jean-Marie Mariez m'apprenait hier que les parents d'Iqaluit ont entrepris les démarches pour former leur conseil scolaire. Ils y auraient droit selon la nouvelle Loi 25. De plus, après un an d'existence de deux conseils les parents pourraient former une commission scolaire francophone. Il semble donc que la gestion scolaire progresse malgré tout aux TNO.

Jean-Marie sera à Iqaluit lundi prochain pour discuter de la demande financière des parents.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

8144-6-95

DOCUMENT CONTROL
CENTRE

1995 AUG 14 PM 3:09

OFFICE of the PREMIER

CHANCELLER DE CONTROLE
DES DOCUMENTS: AUG 04 1995

PREVIOUS
REFERENCE



0495-21341

The Honourable Michel Dupuy, P.C., M.P.
Minister of Heritage
Canadian Heritage
JULES LEGER BUILDING
15 EDDY STREET
HULL, QUEBEC K1A 0M5

Dear Mr. Dupuy

Section 23

With regard to your letter of June 29, 1995, we intend, as you mention, to have regulations in place in time to bring the Act into force in July of 1996.

As agreed by the Fédération Franco-TéNOise, the regulations will be based on the understandings reached in the 1992 tripartite agreement. This agreement currently guides the implementation of both delivery and the initial stages of governance of a French first language program here in the Northwest Territories. A French first language program is being provided in Yellowknife and Iqaluit. Also, a "Comité de parents francophone" is operating in Iqaluit and a "Conseil scolaire francophone" is operating in Yellowknife, according to this agreement. However, like yourself, we will be happy to see the intent of the agreement delineated in regulations.

We would welcome discussion on cooperation between our governments which would assist in the implementation of Francophone school management, and provision for continued financial support through the Canada/NWT Bilateral Agreement on Official Languages in Education.

Sincerely

Nellie J. Cournoyea

c: The Honourable Richard Nerysoo
Minister of Education, Culture and Employment

GOVERNMENT of the NORTHWEST TERRITORIES
P.O. Box 1320, Yellowknife, NT
Canada X1A 2L9
Telephone (403) 669-2311
Facsimile (403) 873-0385

Réponse à la lettre de Nellie Cournoyea du 4 août 1995

CH95 - 21341

- Thank you for your letter of August 4, 1995, regarding new regulations to oversee the implementation of Francophone school governance.
- I am pleased to see that you intend to proceed quickly with the new regulations in order to bring the Act into force in July of 1996.
- I am also pleased that your government is committed to a consultation process with the French-speaking community in developing the regulations.
- I will follow developments on this dossier with interest in the expectation that the francophone parents can be quickly reassured that their rights under Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* will be respected.
- It is encouraging that the Government of the Northwest Territories wishes to continue working with the federal government in the implementation of Francophone school management. Our government is anxious to see a clear direction being set toward the resolution of this issue and will be happy to pursue discussions on the possible cooperation of our governments once this is achieved.

Roger,

pour son info.
Etant donné la note de
C. Genest (19 juillet),
nous ne préparons pas
de réponse.

Jeon-6/1/02

Per. Information
Helen

8/14/6/95

Rg

Re: Nellie Cournoyea's
letterhead showing
her as Premier &
our use of the title
Govt. Leader.

- I checked with State Ceremonial
which produces the Order of Precedence
- The GNWT, passed legislation/order
(or something) changing the Govt.
Leader title to Premier.
- I was advised to continue using
Govt. Leader. Change will
come by tradition/usage (eventually
the Order of Precedence will reflect this)
Helen A.

25 juillet

Alsford
1995-07-13
95-15790
H. Lemoine
B. Wilton

*date de signature
→ pas envoyée*

The Honourable Nellie J. Cournoyea, M.L.A.
Government Leader of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

Dear Ms. Cournoyea:

Thank you for your letter of June 21, 1995, regarding minority official-language education rights.

Allow me to reiterate what I said in my letter of June 29, 1995, in which I urged the Government of the Northwest Territories to act quickly, in consultation with the French-speaking community, to adopt new regulations that will respect both the spirit and the letter of Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. I am pleased that your correspondence reaffirms your government's commitment to this consultation process in developing the regulations.

It is also encouraging that the Government of the Northwest Territories wishes to continue working with the federal government on official languages in education. Please be assured that I remain committed to taking part in the discussions on the possible cooperation of our governments in implementing Francophone school governance.

Once again, thank you for efforts in this important area of national endeavour.

Yours sincerely,

Michel Dupuy

CH-95-15790

- The Minister thanks Mrs Cournoyea for her June 21, 1995 letter.
- As mentioned in his June 29, 1995 letter to her, Mr. Dupuy urge the GNWT to act quickly, in consultation with the Francophone community, to adopt new regulations that will respect both the spirit and the letter of Section 23 of the Charter.
- Mr. Dupuy is pleased to see that Mrs Cournoyea reaffirm the GNWT commitment to consult the Francophone community on the development of new regulations.
- Mr. Dupuy is also pleased to see that the GNWT wants to continue working with the federal government to cooperate on official languages and education. Mr. Dupuy reiterates his commitment to take part in discussions on the possible cooperation between both governments on the implementation of Francophone school management.

Prepared by Roger Farley (994-3507) and Chuck Larocque (403-920-8270)

95.7.10

Les services, indiqués ont
été consultés

PF.

STORE TX RX TOTAL CODE
PAGE PAGE PAGE TIME
5 5 0 02'13" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT PROGRAMS



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 10.7.95

A - TO: THÉRÈSE LABERGE

Ministère/Autres: Canadian Heritage
Department/Others:

No. tél. - Tel. No: 990-8159

No. télécopieur - Facs No.: 990-5500

Nombre de pages (incluant cette page): 5
Number of pages (including this page): 5

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

95/07/04 - 09:08

Docket No.: CH95-15790
Cross-reference No.: CH95-14225?

Document date: 95/06/21
Date received: 95/07/04
Due date: 95/07/25
Campaign code:

Program: Ctzship, Cdn Id/Citoyenneté ident. can
Author: Cournoyea, Nellie J.
Title/Org.: Premier/Government of the Northwest Territo
Subject: Response to minister's letter regarding education rights
for official language minorities.
Action: Reply/Réponse

c.c.: N.DUPASQUIER
c.c.: M.BERGERON
c.c.: CS ; CIADM

Forward To: CI Correspondence/Correspondance CI - reply

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [] /
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



OFFICE of the PREMIER

DOCUMENTS
CENTRE

JUN 29 AM 7:22

JUN 21 1995

CH95-15790

The Honourable Michel Dupuy, P.C., M.P.
Minister of Heritage
Canadian Heritage
JULES LEGER BUILDING
15 EDDY STREET
HULL, QUEBEC K1A 0M5

Dear Mr. Dupuy

Section 23

I am pleased to respond to your letter of June 5, 1995, concerning education rights for official language minorities. Over the past five years the Government of the Northwest Territories has consulted extensively with education authorities, interest groups and the public on the development of a new *Education Act*. We have listened to the concerns voiced by many people about the importance of culture based schooling, and we have specifically recognized the rights to minority language education identified in s.23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

We are aware of the concerns expressed by the Francophone associations in the Northwest Territories regarding the wording in the proposed Act on the management of French first language schooling. The Standing Committee on Legislation considered presentations concerning language rights made by the N.W.T. Languages Commissioner, the Federation Franco-TeNOise, the Association des parents francophones de Yellowknife, the Association des parents francophones de Iqaluit, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife and individuals. As a result the Bill was amended:

to include the definitions of the French language governance structures [comite de parents francophones (an advisory committee), conseil scolaire francophone, and commission scolaire francophone de division];

to state that an education authority for a community shall delegate to the conseils scolaires francophones the powers and duties necessary for the delivery and management of French language instruction in the community, in accordance with the regulations;

- 2 -

to clarify that the form and manner of the establishment and operation of the commission scolaire francophone de division will be set out in regulations; and

to provide that the powers and duties of education authorities identified in the Act would be given to a commission scolaire francophone de division.

Our government negotiated an agreement with the Association des parents francophones de Yellowknife (on behalf of the Federation Franco-TeNOise) in 1992 which established principles for the French first language programming and management in the Northwest Territories. Until the Act could be amended, these principles were recognized in policy and the public school board for Yellowknife delegated management powers to the conseil scolaire francophone by by-law. We were pleased that we had been able to negotiate an agreement and proceed to recognize minority language rights. We are now confident that the new Bill recognizes both the rights to French first language education and the rights of the minority to manage its own schools.

The new Act also states that the Minister will consult on the development of regulations and we have made a commitment to the Francophone community that we intend to consult with them on the development of regulations respecting the s.23 rights. I believe that by working together on the regulations we can alleviate their concerns.

The Northwest Territories would be pleased to become the ninth administration to pass legislation recognizing the right of its minority to govern its own schools. In fact the new Act also recognizes the eleven official languages of the Northwest Territories as languages of instruction.

I hope that we can continue to work together in the future to extend the *Canada-NWT Agreement for French and Aboriginal Languages* and the *Canada-NTW Agreement on French Minority Languages Education and French Secondary Language Instruction* which is essential for the Northwest Territories to continue to strengthen the promotion and development of language programs and services.

Sincerely



Nellie J. Cournoyea

c: The Honourable Richard Nerysoo
Minister of Education, Culture and Employment



OFFICE of the PREMIER

JUN 21 1995

L'honorable Michel Dupuy
Ministre du Patrimoine canadien
Édifice Jules Léger
15, Eddy Street
HULL PQ K1A 0M5

Objet : Article 23

Monsieur le Ministre,

Par la présente, j'ai le plaisir de répondre à votre lettre du 5 juin 1995 concernant le droit à l'instruction dans la langue officielle de la minorité. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a largement consulté les administrations scolaires, les groupes intéressés et le public en ce qui a trait à l'élaboration de la nouvelle *Loi sur l'éducation*. Nous avons écouté les préoccupations de nombreuses personnes sur l'importance de programmes scolaires fondés sur la culture, et nous avons particulièrement reconnu les droits à l'instruction dans la langue de la minorité mentionnés à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Nous sommes conscients des questions soulevées par les associations francophones des Territoires du Nord-Ouest à propos du libellé du projet de loi sur la gestion des programmes scolaires en français langue maternelle. Le Comité permanent de la législation a pris en considération les exposés portant sur les droits linguistiques faits par le Commissariat aux langues des T. N.-O., la Fédération Franco-TéNOise, l'Association des parents francophones de Yellowknife, l'Association des parents francophones d'Iqaluit, le Conseil scolaire francophone de Yellowknife et par le public. Par conséquent, le projet de loi a été amendé pour :

- inclure les définitions de la structure de la gestion pour le français langue maternelle [Comité de parents francophones (un conseil consultatif), Conseil scolaire francophone et Commission scolaire francophone de division];
- préciser qu'une administration scolaire d'une communauté doit déléguer aux conseils scolaires francophones les pouvoirs et les fonctions nécessaires à la prestation et à la gestion du programme d'instruction en français langue maternelle dans la communauté, conformément au règlement;

.../2

GOVERNMENT of the NORTHWEST TERRITORIES
P.O. Box 1320, Yellowknife, NT
Canada X1A 2L9
Telephone (403) 669-2311
Facsimile (403) 873-0385

/2

- stipuler la façon dont la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission scolaire francophone de division seront établies dans un règlement; et
- stipuler que les pouvoirs et les fonctions des administrations scolaires mentionnées dans la Loi soient accordés à une commission scolaire francophone de division.

Notre gouvernement a négocié une entente avec l'Association des parents francophones de Yellowknife (au nom de la Fédération Franco-TéNOise) en 1992 pour établir les principes relatifs aux programmes et à la gestion du français langue maternelle dans les Territoires du Nord-Ouest. En attendant que la Loi soit refaite, ces principes sont reconnus par une politique et le conseil des écoles publiques délègue les pouvoirs de gestion au Conseil scolaire francophone en vertu d'un arrangement officiel. Nous sommes contents d'avoir pu négocier une entente et être en mesure de reconnaître les droits des minorités linguistiques. Nous sommes confiants maintenant que le nouveau projet de loi reconnaisse à la fois le droit à l'instruction en français langue maternelle et le droit de la minorité de gérer ses propres écoles.

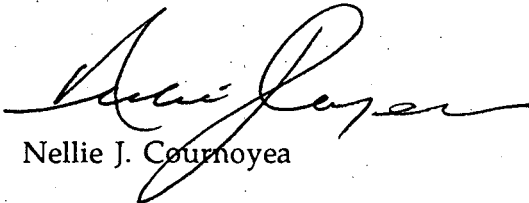
Le nouveau projet de loi stipule également que le ministre procédera à des consultations en vue de l'élaboration du règlement et nous nous sommes engagés auprès de la communauté francophone de la consulter lorsque nous rédigerons le règlement se rapportant aux droits de l'article 23. Je crois qu'en travaillant ensemble, à l'élaboration du règlement, nous pouvons calmer ses inquiétudes.

Nous serions heureux de faire du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest la neuvième compétence à passer une législation visant à reconnaître le droit de la minorité de gérer ses propres écoles. En fait, la nouvelle loi reconnaîtra aussi les onze langues officielles des Territoires du Nord-Ouest comme langue d'instruction.

J'espère qu'à l'avenir nous pourrons continuer de travailler ensemble et élargir l'entente *Canada-T. N-O. Accord de coopération relatif au français et aux langues autochtones* et le protocole d'entente *Canada-T. N.-O. Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement dans la langue seconde* qui sont essentiels si l'on veut que les Territoires du Nord-Ouest continuent à promouvoir et à élaborer des programmes et des services relatifs aux langues.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

La première ministre,



Nellie J. Cournoyea

Posted: Wed Jul 19, 1995 6:58 PM EDT
From: GENEST.CD
TO: LEMOINE.H
CC: LEBLANC.PE
Subject: gestion scolaire - T.N.-O.

Msg: ANGA-8163-0700

M. Collet demande s'il est possible de trouver une façon discrète mais efficace de voir ce que les parents au T.N.O. 'play it cool'. Ceci nous cause des problèmes sur d'autres dossiers. Il y a une +lection qui s'en vient et nous devons faire attention. Le T.N.-O. a l'impression que c'est nous qui poussons. Si ça peut se faire par réglementation, ça va pour nous.

M'en parler svp.

✓

copie à Roger
OK 20-7-95

Hilaire, étant donné que le Ministre a déjà écrit deux fois à Mme Cournoyea, et en regard de cette note, P.-Emile a jugé préférable que le Ministre ne réponde pas à la lettre ci-jointe.

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Hull, Canada K1A 0M5

JUN 29 1995

The Honourable Nellie J. Cournoyea, M.L.A.
Premier
Government of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

Dear Ms. Cournoyea:

I have been informed that your government has approved Bill 25 to amend the *Education Act* and intends to implement it with new regulations in the coming year.

The *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, which recognizes the rights of official-language minority communities to educate their children in their own language and to manage their own institutions, was adopted in 1982. Now that Bill 25 has been approved, I urge the Government of the Northwest Territories to act quickly, in consultation with the Francophone community, to adopt the regulations that will respect both the spirit and the letter of Section 23 of the *Charter*.

As I mentioned to you in my letter of June 8, 1995, implementing this constitutional right would be a gesture of the utmost importance to the Francophones of the Northwest Territories as well as to all Canadians. It would guarantee a well-educated and dynamic Francophone population in a prosperous Northwest Territories.

The federal government is prepared to take part in discussions on the possible cooperation between our governments which would lead to the implementation of Francophone school management.

Yours sincerely,

Michel Dupuy

Canada



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



OFFICE of the PREMIER

DEC 11 1994
RECEIVED

JUN 21 1995

JUN 21 1995

CH95-15790

The Honourable Michel Dupuy, P.C., M.P.
Minister of Heritage
Canadian Heritage
JULES LEGER BUILDING
15 EDDY STREET
HULL, QUEBEC K1A 0M5

Dear Mr. Dupuy

Section 23

I am pleased to respond to your letter of June 5, 1995, concerning education rights for official language minorities. Over the past five years the Government of the Northwest Territories has consulted extensively with education authorities, interest groups and the public on the development of a new *Education Act*. We have listened to the concerns voiced by many people about the importance of culture based schooling, and we have specifically recognized the rights to minority language education identified in s.23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

We are aware of the concerns expressed by the Francophone associations in the Northwest Territories regarding the wording in the proposed Act on the management of French first language schooling. The Standing Committee on Legislation considered presentations concerning language rights made by the N.W.T. Languages Commissioner, the Federation Franco-TeNOise, the Association des parents francophones de Yellowknife, the Association des parents francophones de Iqaluit, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife and individuals. As a result the Bill was amended:

to include the definitions of the French language governance structures [comite de parents francophones (an advisory committee), conseil scolaire francophone, and commission scolaire francophone de division];

to state that an education authority for a community shall delegate to the conseils scolaires francophones the powers and duties necessary for the delivery and management of French language instruction in the community, in accordance with the regulations;

- 2 -

to clarify that the form and manner of the establishment and operation of the commission scolaire francophone de division will be set out in regulations; and

to provide that the powers and duties of education authorities identified in the Act would be given to a commission scolaire francophone de division.

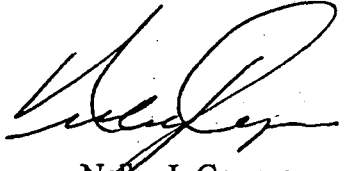
Our government negotiated an agreement with the Association des parents francophones de Yellowknife (on behalf of the Federation Franco-TeNOise) in 1992 which established principles for the French first language programming and management in the Northwest Territories. Until the Act could be amended, these principles were recognized in policy and the public school board for Yellowknife delegated management powers to the conseil scolaire francophone by by-law. We were pleased that we had been able to negotiate an agreement and proceed to recognize minority language rights. We are now confident that the new Bill recognizes both the rights to French first language education and the rights of the minority to manage its own schools.

The new Act also states that the Minister will consult on the development of regulations and we have made a commitment to the Francophone community that we intend to consult with them on the development of regulations respecting the s.23 rights. I believe that by working together on the regulations we can alleviate their concerns.

The Northwest Territories would be pleased to become the ninth administration to pass legislation recognizing the right of its minority to govern its own schools. In fact the new Act also recognizes the eleven official languages of the Northwest Territories as languages of instruction.

I hope that we can continue to work together in the future to extend the *Canada-NWT Agreement for French and Aboriginal Languages* and the *Canada-NWT Agreement on French Minority Languages Education and French Secondary Language Instruction* which is essential for the Northwest Territories to continue to strengthen the promotion and development of language programs and services.

Sincerely



Nellie J. Cournoyea

c: The Honourable Richard Nerysoo
Minister of Education, Culture and Employment



Office of the Premier

JUN 2 1 1995

L'honorable Michel Dupuy
Ministre du Patrimoine canadien
Édifice Jules Léger
15, Eddy Street
HULL PQ K1A 0M5

Objet : Article 23

Monsieur le Ministre,

Par la présente, j'ai le plaisir de répondre à votre lettre du 5 juin 1995 concernant le droit à l'instruction dans la langue officielle de la minorité. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a largement consulté les administrations scolaires, les groupes intéressés et le public en ce qui a trait à l'élaboration de la nouvelle *Loi sur l'éducation*. Nous avons écouté les préoccupations de nombreuses personnes sur l'importance de programmes scolaires fondés sur la culture, et nous avons particulièrement reconnu les droits à l'instruction dans la langue de la minorité mentionnés à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Nous sommes conscients des questions soulevées par les associations francophones des Territoires du Nord-Ouest à propos du libellé du projet de loi sur la gestion des programmes scolaires en français langue maternelle. Le Comité permanent de la législation a pris en considération les exposés portant sur les droits linguistiques faits par le Commissariat aux langues des T. N.-O., la Fédération Franco-TéNOise, l'Association des parents francophones de Yellowknife, l'Association des parents francophones d'Iqaluit, le Conseil scolaire francophone de Yellowknife et par le public. Par conséquent, le projet de loi a été amendé pour :

- inclure les définitions de la structure de la gestion pour le français langue maternelle [Comité de parents francophones (un conseil consultatif), Conseil scolaire francophone et Commission scolaire francophone de division];
- préciser qu'une administration scolaire d'une communauté doit déléguer aux conseils scolaires francophones les pouvoirs et les fonctions nécessaires à la prestation et à la gestion du programme d'instruction en français langue maternelle dans la communauté, conformément au règlement;

.../2

GOVERNMENT of the NORTHWEST TERRITORIES
P.O. Box 1320, Yellowknife, NT
Canada X1A 2L9
Telephone (403) 669-2311
Facsimile (403) 873-0385

/2

- stipuler la façon dont la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission scolaire francophone de division seront établies dans un règlement; et
- stipuler que les pouvoirs et les fonctions des administrations scolaires mentionnées dans la Loi soient accordés à une commission scolaire francophone de division.

Notre gouvernement a négocié une entente avec l'Association des parents francophones de Yellowknife (au nom de la Fédération Franco-TéNOise) en 1992 pour établir les principes relatifs aux programmes et à la gestion du français langue maternelle dans les Territoires du Nord-Ouest. En attendant que la Loi soit refaite, ces principes sont reconnus par une politique et le conseil des écoles publiques délègue les pouvoirs de gestion au Conseil scolaire francophone en vertu d'un arrangement officiel. Nous sommes contents d'avoir pu négocier une entente et être en mesure de reconnaître les droits des minorités linguistiques. Nous sommes confiants maintenant que le nouveau projet de loi reconnaisse à la fois le droit à l'instruction en français langue maternelle et le droit de la minorité de gérer ses propres écoles.

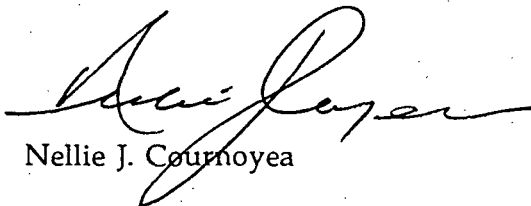
Le nouveau projet de loi stipule également que le ministre procédera à des consultations en vue de l'élaboration du règlement et nous nous sommes engagés auprès de la communauté francophone de la consulter lorsque nous rédigerons le règlement se rapportant aux droits de l'article 23. Je crois qu'en travaillant ensemble, à l'élaboration du règlement, nous pouvons calmer ses inquiétudes.

Nous serions heureux de faire du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest la neuvième compétence à passer une législation visant à reconnaître le droit de la minorité de gérer ses propres écoles. En fait, la nouvelle loi reconnaîtra aussi les onze langues officielles des Territoires du Nord-Ouest comme langue d'instruction.

J'espère qu'à l'avenir nous pourrons continuer de travailler ensemble et élargir l'entente *Canada-T. N.-O. Accord de coopération relatif au français et aux langues autochtones* et le protocole d'entente *Canada-T. N.-O. Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement dans la langue seconde* qui sont essentiels si l'on veut que les Territoires du Nord-Ouest continuent à promouvoir et à élaborer des programmes et des services relatifs aux langues.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

La première ministre,



Nellie J. Cournoyea

Alsford
1995-07-13
95-15790
H. Lemoine
B. Wilton

The Honourable Nellie J. Cournoyea, M.L.A.
Government Leader of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

Dear Ms. Cournoyea:

Thank you for your letter of June 21, 1995, regarding minority official-language education rights.

Allow me to reiterate what I said in my letter of June 29, 1995, in which I urged the Government of the Northwest Territories to act quickly, in consultation with the French-speaking community, to adopt new regulations that will respect both the spirit and the letter of Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. I am pleased that your correspondence reaffirms your government's commitment to this consultation process in developing the regulations.

It is also encouraging that the Government of the Northwest Territories wishes to continue working with the federal government on official languages in education. Please be assured that I remain committed to taking part in the discussions on the possible cooperation of our governments in implementing Francophone school governance.

Once again, thank you for efforts in this important area of national endeavour.

Yours sincerely,

Michel Dupuy

CH-95-15790

- The Minister thanks Mrs Cournoyea for her June 21, 1995 letter.
- As mentioned in his June 29, 1995 letter to her, Mr. Dupuy urge the GNWT to act quickly, in consultation with the Francophone community, to adopt new regulations that will respect both the spirit and the letter of Section 23 of the Charter.
- Mr. Dupuy is pleased to see that Mrs Cournoyea reaffirm the GNWT commitment to consult the Francophone community on the development of new regulations.
- Mr. Dupuy is also pleased to see that the GNWT wants to continue working with the federal government to cooperate on official languages and education. Mr. Dupuy reiterates his commitment to take part in discussions on the possible cooperation between both governments on the implementation of Francophone school management.

Prepared by Roger Farley (994-3507) and Chuck Larocque (403-920-8270)

Re: Nellie Cournoyer
letterhead showing
her as Premier &
our use of the title
Govt. Leader.

- I checked with State Ceremonial which produces the Order of Precedence
 - The GNWT, passed legislation/order (or something) changing the Govt. Leader title to Premier.
 - I was advised to continue using Govt. Leader. Change will come by tradition/usage (eventually the Order of Precedence will reflect this)
- Yvonne A.

95.7.10

des services juridiques ont
été consultés

RF.

STORE TX RX TOTAL CODE
PAGE PAGE PAGE TIME
5 5 0 02'13" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT PROGRAMS



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 10.7.95

A - TO: THÉRÈSE LABERGE

Ministère/Autres: Canadian Heritage
Department/Others:

No. tél. - Tel. No: 990-8159

No. télécopieur - Facs No.: 990-5500

Nombre de pages (incluant cette page): 5
Number of pages (including this page): 5

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

95/07/04 - 09:08

Docket No.: CH95-15790
Cross-reference No.: CH95-14225?

Document date: 95/06/21
Date received: 95/07/04
Due date: 95/07/25
Campaign code:

Program: Ctzship, Cdn Id/Citoyenneté ident. can
Author: Cournoyea, Nellie J.
Title/Org.: Premier/Government of the Northwest Territo
Subject: Response to minister's letter regarding education rights
for official language minorities.
Action: Reply/Réponse

c.c.: N.DUPASQUIER
c.c.: M.BERGERON
c.c.: CS ; CIADM

Forward To: CI Correspondence/Correspondance CI - reply

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REXD (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

RÉGLEMENTATION : LES LACUNES

Les parents francophones TNO ont remis, début décembre, leurs commentaires sur la première partie de la réglementation scolaire. Ils doivent remettre au ministre de l'Éducation, d'ici le 15 janvier, leur évaluation de la deuxième partie de la réglementation.

La première partie de la réglementation comprenait les articles touchant de façon bien spécifique l'accès à l'enseignement en français et les trois niveaux de gestion : le comité de parents francophones, le conseil scolaire francophone et la commission scolaire francophone.

D'après les parents, la réglementation n'est pas complète et tout comme la nouvelle loi scolaire, elle est parfois un peu trop vague. Durant les audiences publiques sur le projet de loi

scolaire (Loi 25), les parents avaient indiqué que le projet de loi avait certaines lacunes, surtout le fait que trop de choses semblaient être laissées à la discrétion du ministre.

Les mêmes lacunes ont été identifiées au niveau de la réglementation. «Elle laisse encore trop de place à la délégation des responsabilités pour l'éducation en français à des autorités anglophones», explique Francine Labrie, agente en développement communautaire responsable du dossier scolaire. «Par exemple, après la 9e année, un élève francophone doit poursuivre ses études en français à l'extérieur des TNO. Il n'y a pas de règlement qui touche cela. La question est reléguée au niveau des directives ministérielles.»

comporte des recommandations essentielles sur les modèles de gestion scolaire du français langue première. John Dawson ajoute : « Il n'y a aucune raison valable de soustraire ce document à l'attention du public. Le rapport a été présenté au gouvernement il y a déjà deux ans. Depuis, aucune décision n'a été prise pour mettre en oeuvre les recommandations. »

Le Comité ministériel consultatif, créé au printemps 1991, réunissait des représentants des groupes francophones et du ministère de l'Éducation. Durant les travaux du Comité, les parents francophones avaient suspendu leurs revendications, démontrant ainsi leur bonne foi. Quatre ans et demi après la création du Comité et plus de deux ans après sa

rédaction finale, le rapport n'a toujours pas été rendu public.

« On exige du gouvernement qu'on puisse utiliser le rapport ministériel comme document de travail », précise Danielle Savard, directrice générale de la FPFTNL. « C'est un document de poids contenant vraisemblablement des recommandations précises. Il faut que ça devienne public. La loi scolaire actuelle ne reconnaît pas la gestion. On aimerait être consulté en connaissance de cause. »

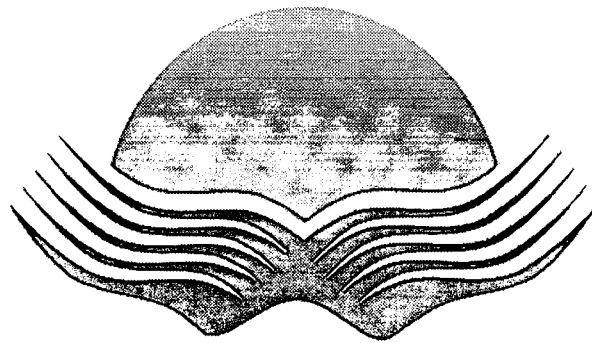
Les parents francophones revendiquent le droit à la gestion scolaire depuis 1987. D'après eux, seule l'obtention d'une gestion adéquate par les francophones permettra une mise en place efficace de l'éducation en français langue première.



8144-6-96

Loi sur l'éducation

À titre d'information



Apprendre, c'est pour la vie
Éducation, Culture et Formation

Juillet 1995



Le présent document ne remplace pas la *Loi sur l'éducation*,
Il est publié à titre d'information seulement.

Table des matières

Introduction

Préambule

art. 1	Définitions
par. 2(1)	Résidence de l'élève mineur
par. 2(2)	Résidence du mineur
par. 2(3)	Élève qui reçoit des soins ou un traitement dans les Territoires
par. 3(3)	Statut du parent
par. 3(2)	Accord entre l'élève adulte et le parent
art. 4	Application de la Loi
art. 4.1	Application de la Loi et les droits des Autochtones

Partie I Accès au programme d'enseignement

Droit au programme d'enseignement

art. 5	Accès au programme d'enseignement
art. 6	Élève ayant 21 ans

Instruction universelle

par. 7(1)	Instruction universelle
par. 7(2)	Services de soutien
par. 7(3)	Exceptions
par. 7(4)	Accès au programme d'enseignement
art. 8	Modification du programme scolaire
art. 9	Plan d'études individuel

Logement

art. 10	Logement pour les élèves de niveau secondaire du deuxième cycle
---------	---

Choix concernant l'accès

art. 11	Choix du parent
---------	-----------------

Inscription et frais de scolarité

art. 12	Responsabilité de l'inscription
art. 13	Frais de scolarité - écoles publiques et écoles confessionnelles publiques
	Frais de scolarité - élève de 21 ans
art. 14	Inscription dans un autre district scolaire

art. 15	Inscription des non-résidents et frais
art. 16	Frais de scolarité - école privée
art. 17	Frais de scolarité - enseignement à domicile
art. 18	Instruction reçue à l'extérieur des Territoires

Maternelle

art. 19	Obligation d'avoir une maternelle et inscription
---------	--

Enseignement à domicile

art. 20	Programme d'enseignement à domicile et inscription
---------	--

Écoles privées

art. 21	Enregistrement de «école privée» Annulation ou suspension de l'école privée Infraction et peine
---------	---

Participation des élèves

par. 22(1)	Responsabilités de l'élève
par. 22(2)	École privée
par. 22(3)	Programme d'enseignement à domicile
art. 23	Représentant des élèves
art. 24	Représentation des élèves

Participation des parents

art. 25	Renseignements relatifs à l'élève Consultation quant aux progrès de l'élève
art. 26	Responsabilités du parent

Assiduité

art. 27	Assiduité Responsabilité du parent Dispenses
art. 28	Infraction et peine

Dossier scolaire

art. 29	Dossier scolaire Contenu du dossier scolaire Infraction et peine
art. 30	Accès du dossier par l'élève Infraction et peine
art. 31	Demande de correction du dossier scolaire
art. 32	Notes du conseiller d'orientation Accès Infraction et peine

Conduite de l'élève

- art. 33 Dommages aux biens de l'école
- art. 34 Politique en matière de discipline
 - Règles scolaires
 - Châtiment corporel
- art. 35 Suspension de l'élève
- art. 36 Renvoi d'un élève
- art. 37 Application

Règlement des désaccords et appel des décisions concernant les élèves

- art. 38, 39 et 40 Décisions d'un membre du personnel d'éducation ou de l'administration scolaire de district
- art. 41 Constitution d'un comité d'appel
 - Décision quant à savoir si l'appel sera entendu
 - Décision du comité d'appel
- art. 42 Règlement par le conseil scolaire de division et appel
 - Constitution d'un comité d'appel
 - Procédure
- art. 43 Appel interjeté au ministre

PARTIE II PERSONNEL D'ÉDUCATION

Qualités requises

- par. 44(1) à (3) Pour l'enseignant
- par. 44(4) Pour le personnel d'éducation

Enseignants

- par. 45(1) Fonctions des enseignants
- par. 45(2) Fonctions supplémentaires
- par. 45(3) et (4) Délégation de fonctions à un enseignant stagiaire et à un aide-enseignant
- art. 46 Désordre sur les lieux scolaires
 - Infraction et peine

Enseignants stagiaires

- art. 47 et 48 Fonctions des enseignants stagiaires et accès lieux scolaires

Brevets d'enseignement

- art. 49, 50 et 51 Demande auprès du registraire
- art. 52 Appel

Contrats, suspension et renvoi des enseignants

- art. 53 Contrat de travail
 - Avis de résiliation
- art. 54 Renvoi
- art. 55 Suspension en cas d'inconduite ou d'incompétence
- art. 56 Pouvoirs du surintendant
- art. 57 Arbitrage

Mutation des enseignants

- art. 58 Mutation

Moniteurs de langue et de connaissances traditionnelles

- art. 59 Moniteurs de langues
- art. 60 Moniteurs de programmes locaux
- art. 61 ABROGÉ

Aides-enseignants et auxiliaires

- art. 62 Fonctions des aides-enseignants
 - Rémunération

Directeurs d'école

- art. 63 Directeur d'école
 - Directeur d'école par intérim
 - Délégation de fonctions
 - Résiliation du contrat du directeur d'école
- art. 64 Certificat d'admissibilité
- art. 65 et 66 Admissibilité de l'enseignant au poste de directeur d'école
 - Demande de délai supplémentaire
- art. 67 Disposition transitoire
- art. 68 Directeur adjoint
- par. 69(1) Directeur d'école, directeur d'école par intérim et directeur d'école adjoint
- par. 69(2) Fonctions du directeur d'école et du directeur d'école par intérim
- par. 69(3) Fonctions supplémentaires

PARTIE III DIVERSITÉ CULTURELLE

Langue d'enseignement et langue enseignée

- art. 70 Langue d'enseignement
- art. 71 Détermination de la langue d'enseignement
- art. 72 Enseignement en français
- art. 73 Langue enseignée
- art. 74 École privée et enseignement à domicile

Différences culturelles

- art. 75 Programmes scolaires fondés sur la culture
- art. 76 Personnel scolaire - différences culturelles

Spiritualité et religion

- art. 77 Affirmations : valeurs ou croyances spirituelles ou religieuses
 - Directives
 - Écoles confessionnelles publiques

Partie IV GESTION

Surintendants

- art. 78 Administrateur général
 - Fonctions
 - Délégation

Administrations scolaires de district

- art. 81 Constitution
 - Attribution des fonctions et des pouvoirs
- art. 82 Personnes morales
- art. 83 Division scolaire : demande de modification
 - Modification de l'arrêté
 - Gel de demande pendant cinq ans
- art. 84 Constitution d'une commission scolaire francophone de division
 - Pouvoirs et fonctions
- art. 85 Élection des commissaires
- art. 86 Demande de constitution
- art. 87 Maintien des conseils scolaires communautaires
- art. 88 Pouvoirs et fonctions
- art. 89 Élection, mandat et nombre de membres des administrations scolaires de district
 - Immunité
- art. 90 Présidence
- art. 91 Démission
- art. 92 Obligation
- art. 93 Élection visant le remplacement de membres
- art. 94 Quorum
- art. 95 Réunions
- art. 96 Code de conduite

District scolaire confessionnel public

- art. 97 District scolaire confessionnel public
 Demande
art. 98 Constitution du district scolaire confessionnel
art. 99 Qualités requises pour voter
art. 100 Procédure en cas de dissolution

Divisions scolaires

- art. 101 Divisions scolaires
 Maintien des divisions scolaires

Conseils scolaires de division

- art. 102 Constitution
 Pouvoirs et fonctions
art. 103 Demande de constitution
art. 104 Composition du conseil scolaire de division
art. 105 Démission d'un membre
art. 106 Choix du président
 Remplacement du président
art. 107 Obligation
art. 108 Déroulement des travaux
art. 109 Réunions
art. 110 Quorum
art. 111 Réunions du conseil scolaire de division
art. 112 Maintien

Dissolution et mise sous tutelle de l'organismes scolaire

- art. 113 Pouvoir d'enquêter sur la situation de l'organisme scolaire
 Administrateur provisoire
art. 114 Fixer la date d'élection d'une nouvelle administration scolaire
art. 115 Constitution d'un nouveau conseil scolaire de division
art. 116 Dissolution d'une division ou d'un district scolaire

Attributions des organismes scolaires

- par. 117(1) Fonctions de l'organisme scolaire
par. 117(2) Fonctions supplémentaires
par. 118(1) Pouvoirs de l'organisme scolaire
par. 118(2) Pouvoirs supplémentaires
par. 118(3) Immunité
art. 119 Pouvoirs supplémentaires de l'organisme scolaire
art. 120 Attribution des mêmes fonctions ou pouvoirs

Conflit d'intérêts

- art. 121 Définitions
- art. 122 Obligation
 - Intérêt pécuniaire d'un autre membre
 - Absence du membre
 - Intérêt commun ou lointain
- art. 123 Consignation de la communication
- art. 124 Inhabilité
- art. 125 Effet de l'omission

PARTIE V RÔLE DU MINISTRE ET QUESTIONS FINANCIÈRES

- art. 126 Directives du ministre
- art. 127 Exercice
- art. 128 Subventions ou contributions - fonds de fonctionnement
- art. 129 Comptes bancaires

Vérification

- art. 130 Nomination d'un vérificateur
- art. 131 Vérification
- art. 132 Pouvoir du vérificateur d'obtenir des renseignements
- art. 133 Rapport du vérificateur
- art. 134 Autres rapports et vérifications

Évaluation et imposition

- art. 135 Évaluation et imposition
 - Réunion sur le budget
- art. 136 Impôts fonciers

Pouvoir d'emprunt

- art. 137 Limitation du pouvoir d'emprunt
- art. 138 Emprunt servant à payer les dépenses courantes
 - Détournement des sommes empruntées
- art. 139 Débentures
 - Détournement de fonds
- art. 140 Hypothèque
 - Détournement de fonds
- art. 141 Projets soutenant le programme d'enseignement
 - Détournement des sommes empruntées
- art. 142 Utilisation des sommes empruntées
- art. 143 Vote des contribuables
- art. 144 Émission de la débenture
- art. 145 Envoi de la débenture
- art. 146 Contreseing

District scolaire confessionnel public - questions financières

art. 148 Impôts

art. 149 Vote et électeurs habiles

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Universités

art. 150 Universités

Règlements

par. 151(1) Règlements relatifs
aux étudiants, à la langue d'enseignement et aux
programmes scolaires

par. 151(2) Règlements relatifs
au personnel d'éducation et aux surintendants

par. 151(3) Règlements relatifs
aux organismes scolaires

par. 151(4) Règlements relatifs
à des sujets divers

par. 151(5) Consultation relative aux règlements

par. 151(6) Registre des organismes aux fins de consultation

par. 151(7) Demande d'un organisme d'être consulté

INTRODUCTION

La nouvelle *Loi sur l'éducation* se compose de six parties et d'une section d'interprétation, au tout début du texte de loi, comprenant un préambule et les définitions.

La **partie I** de la Loi s'intitule *Accès au programme d'enseignement*, et porte sur les droits et les responsabilités de l'élève et du parent.

La **partie II** s'intitule *Personnel d'éducation* et porte sur les qualités requises, les responsabilités et les droits de l'enseignant, du directeur d'école et des autres membres du personnel d'éducation.

La **partie III** s'intitule *Diversité culturelle* et porte sur les langues d'enseignement et les langues enseignées, les différences culturelles, la spiritualité et la religion.

La **partie IV** s'intitule *Gestion* et porte sur les fonctions et les responsabilités des surintendants et des organismes scolaires locaux et de division, soit les administrations scolaires de district et les conseils scolaires de division.

La **partie V** s'intitule *Rôle du ministre* et *Questions financières* et porte sur les fonctions et les pouvoirs du ministre et les dispositions relatives aux questions financières, comme la vérification, l'imposition et les pouvoirs d'emprunt.

La **partie VI** s'intitule *Dispositions générales* et porte sur les universités et les règlements relevant de la Loi.

INTERPRÉTATION

Préambule

Dans le préambule de la *Loi sur l'éducation*, on reconnaît que l'éducation permet aux habitants des Territoires du Nord-Ouest de devenir des membres confiants de la société; que le système d'éducation doit être axé sur le développement de tous les aspects de la vie de l'élève; et que l'éducation doit être un partenariat entre les élèves, les parents, les aînés, les collectivités, les éducateurs et les gouvernements. On y reconnaît aussi l'importance de la langue et de la culture dans le domaine de l'éducation. Il faut également accroître la responsabilité des collectivités dans ce domaine et reconnaître le rôle important des aînés dans l'éducation. On y reconnaît les droits de chaque individu, des minorités anglophones et francophones et des peuples autochtones, droits prévus à la *Loi constitutionnelle de 1982*.

art. 1 Les définitions

art. 2 La résidence d'un élève mineur, c'est-à-dire âgé de moins de 19 ans, est celle de son parent. Lorsque l'élève est placé sous la garde du protecteur de l'enfance ou est placé sous garde ouverte en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, l'élève réside à l'endroit où il est placé sous garde. Si l'élève reçoit des soins ou un traitement dans un établissement de santé, il réside à l'endroit où est situé l'établissement.

art. 3 Le parent possède les devoirs que lui confère la Loi uniquement à l'égard de l'élève âgé de moins de 19 ans, à moins que le parent et l'élève adulte aient conclu une entente avec le directeur de l'école stipulant ceux des devoirs et pouvoirs que le parent posséderait à l'égard de l'élève.

art. 4 Sauf indication contraire, la Loi s'applique aux écoles publiques, aux écoles publiques confessionnelles et aux écoles privées, ainsi qu'aux programmes d'enseignement à domicile.

art. 4.1 La Loi, dans sa version actuelle, ne porte pas atteinte aux droits des peuples autochtones.

En cas d'incompatibilité entre la présente loi et les droits des peuples autochtones prévus dans les traités, les accords sur les revendications territoriales et les ententes d'autonomie gouvernementale, ces droits ont préséance.

PARTIE I ACCÈS À UN PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT

Droit au programme d'enseignement

art. 5 Tout résident des Territoires du Nord-Ouest ou du Canada, âgé entre 5 et 21 ans, a le droit d'accès au programme d'enseignement.

art. 6 L'administration scolaire de district peut permettre à une personne qui a atteint l'âge de 21 ans de s'inscrire au programme offert dans le district scolaire.

Instruction universelle

par. 7(1) Chaque élève a le droit d'accès au programme d'enseignement dans un milieu scolaire ordinaire de la collectivité où il réside.

par. 7(2) Conformément aux directives du ministre, l'organisme scolaire fournit à l'élève des services de soutien pour l'aider à recevoir l'enseignement dans un milieu scolaire ordinaire.

par. 7(3) Le paragraphe 7(1) ne s'applique si :

- le médecin-hygiéniste en chef stipule que l'élève ne devrait pas, pour sa santé et la sécurité des autres, suivre le programme d'enseignement dans un milieu scolaire ordinaire;
- le parent et l'administration scolaire de district conviennent que l'élève devrait suivre le programme d'enseignement à l'extérieur de sa collectivité;
- l'élève reçoit des soins ou un traitement dans un établissement de soins de longue durée;
- l'élève suit un programme d'enseignement de niveau secondaire de deuxième cycle dans une autre collectivité; ou fréquente une école privée ou est inscrit dans un programme d'enseignement à domicile; ou
- la présence de l'élève dans un milieu scolaire ordinaire nuirait trop aux autres élèves.

par. 7(4) L'administration scolaire de district de la collectivité de résidence de l'élève fournit à l'élève le programme d'enseignement à l'endroit où l'élève réside ou à l'endroit où il reçoit des soins, conformément aux directives du ministre.

art. 8 Le personnel d'éducation peut modifier le programme d'enseignement s'il estime qu'une telle mesure est nécessaire pour l'élève.

art. 9 Si le programme d'enseignement, même modifié, ne convient pas à l'élève, le parent ou le directeur d'école peut demander à l'administration scolaire de district d'évaluer l'élève, et au besoin, le directeur d'école et d'autres éducateurs, avec l'aide du parent, élaborent un plan d'études individuel pour l'élève.

Le parent de l'élève doit approuver le plan d'études individuel avant sa mise en application. Le parent de l'élève et le directeur de d'école peuvent déterminer s'il est nécessaire que l'élève participe à la prise de décisions concernant le plan d'études individuel.

Si le parent et le directeur d'école sont en désaccord au sujet du plan d'études individuel, le parent peut, en vertu de l'article 39, faire part de son désaccord par écrit.

Un plan d'études individuel ne fait pas partie du programme d'enseignement défini.

Logement

art. 10 Si le programme d'enseignement de la 10^e à la 12^e année ne se donne pas dans la collectivité où réside l'élève, l'organisme scolaire de la collectivité où l'élève s'inscrit pour suivre le programme fournit le logement à l'élève, conformément aux directives du ministre.

Choix concernant l'accès

art. 11 Le parent a le choix d'inscrire son enfant dans une école publique, une école confessionnelle publique, une école privée ou à un programme d'enseignement à domicile.

Inscription et frais de scolarité

art. 12 Tout parent d'un élève âgé entre 6 et 16 ans doit inscrire celui-ci dans les 30 jours suivant le premier jour de classe du district scolaire; le parent qui n'inscrit pas son enfant à l'école commet une infraction et encourt, s'il est reconnu coupable, une amende maximale de 100 \$.

art. 13 L'élève qui fréquente une école du district scolaire où il réside ne paye pas de frais de scolarité, sauf si l'administration scolaire de

district décide d'exiger des frais de scolarité de l'élève âgé de plus de 21 ans.

- art. 14 L'élève qui fréquente une école dans un autre district scolaire que celui où le parent réside peut devoir payer des frais de scolarité à l'administration scolaire de district où il est inscrit, sauf si l'élève a vécu chez une personne du district pendant au moins une année scolaire. L'administration scolaire de district où le parent de l'élève réside peut accepter de payer les frais de scolarité de l'élève.
- art. 15 L'organisme scolaire peut permettre à l'élève qui ne vit pas aux Territoires de s'inscrire dans une école des T. N.-O. et exiger le paiement de frais de scolarité.
- art. 16 Les écoles privées peuvent exiger le paiement de frais de scolarité.
- art. 17 L'administration scolaire de district rembourse au parent de l'élève inscrit dans un programme d'enseignement à domicile les frais qu'elle approuve relativement au programme et n'exige pas de frais de scolarité.
- art. 18 Le parent assume la totalité des frais de l'élève inscrit à un programme d'enseignement offert à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, sauf si le parent et l'administration scolaire de district conviennent que le programme d'enseignement, tel qu'il est offert aux T. N.-O., ne peut satisfaire les besoins de l'élève, ou si l'élève reçoit des soins ou un traitement dans un établissement de soins de longue durée.

Maternelle

- art. 19 Le programme d'enseignement des Territoires du Nord-Ouest comprend la maternelle, qui doit être offert dans toutes les écoles élémentaires publiques. Tout enfant qui réside aux Territoires et qui atteint l'âge de cinq ans au plus tard le 31 décembre de l'année d'enseignement est admissible au programme de maternelle.

Programme d'enseignement à domicile

- art. 20 Tout parent peut, sous la supervision d'une administration scolaire de district, enseigner à son enfant à domicile. Le parent doit toutefois inscrire son enfant à une école de l'administration scolaire située la plus près de son lieu de résidence.

Écoles privées

- art. 21 Pour enregistrer une école à titre d'école privée, l'exploitant de l'école doit faire une demande auprès du ministre et veiller à ce que celle-ci réponde aux normes établies par le ministre en ce qui a trait au programme d'enseignement et à l'évaluation de l'élève.
- L'exploitant consent à l'évaluation et au contrôle réguliers de l'école;
 - L'école doit répondre aux normes municipales et territoriales en matière d'hygiène, de sécurité et de construction;
 - Le ministre peut annuler l'enregistrement d'une école privée si l'exploitant n'observe pas les conditions décrites ci-dessus, ou si le ministre détermine que les progrès scolaires de l'élève ne sont pas acceptables.
 - Toute personne qui exploite une école privée non enregistrée à titre d'école privée auprès du ministre commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende maximale de 1 000 \$.

Participation de l'élève

- par. 22(1) Il incombe à l'élève :
- (a) de se conduire de façon responsable;
 - (b) de respecter les règles scolaires;
 - (c) de coopérer avec les éducateurs;
 - (d) et (e)
de faire preuve de respect à l'égard des croyances, de la personne et des biens d'autrui
 - (f) de participer au programme d'enseignement et de faire de son mieux pour apprendre.
- par. 22(2) les alinéas (1)(b) et (c) ne s'appliquent pas aux élèves qui fréquentent l'école privée.
- par. 22(3) les alinéas (1)(b) et (c) s'appliquent aux élèves qui prennent part au programme d'enseignement à domicile dans la mesure où ceux-ci fréquentent ce programme sur les lieux scolaires.
- art. 23 Les élèves peuvent choisir un élève pour les représenter aux réunions de l'administration scolaire de district.
- art. 24 Le représentant des élèves représente ceux-ci aux réunions publiques de l'administration scolaire de district, en conformité

avec les lignes directrices établies par l'administration scolaire de district.

Participation des parents

art. 25 et 26

Il incombe au parent :

- d'être informé des progrès, de la conduite et de l'assiduité à de son enfant à l'école;
- de rencontrer l'enseignant pour discuter des progrès de son enfant;
- d'observer son enfant en classe en autant que la présence du parent ne gêne pas l'enseignement qui s'y donne;
- d'appuyer et d'encourager les efforts que fait son enfant pour apprendre; de faire en sorte que son enfant soit prêt à apprendre quand il arrive à l'école;
- de collaborer avec les éducateurs.

Assiduité

art. 27

Les élèves âgés de 6 à 16 ans sont tenus d'être présents en classe; il incombe aux parents de veiller à ce que leur enfant assiste à ses classes, sauf en raison de maladie. De plus, le directeur d'école peut dispenser l'élève d'assister à ses classes en raison de participation à une activité traditionnelle ou à une autre activité d'apprentissage, ou à l'observance spirituelle ou religieuse ou encore en raison de suspension ou d'expulsion de l'école.

art. 28

Le parent qui ne veille pas à ce que son enfant assiste à ses classes commet une infraction et, avec le consentement de l'administration scolaire de district, est passible de poursuite et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende maximale de 500 \$.

Dossier scolaire

art. 29

Le directeur d'école établit pour chaque élève un dossier scolaire contenant tous les renseignements ayant trait aux décisions prises au sujet de l'éducation de l'élève et tous les autres renseignements réglementaires. Sont établis par règlement, les renseignements dont l'inscription au dossier scolaire est interdite. Par conséquent, il est interdit à quiconque de faire inscrire ces renseignements au dossier scolaire; par contre, si la personne le fait de bonne foi dans le cadre de son emploi, elle bénéficie de l'immunité. Quiconque divulgue des renseignements qui ne peuvent pas être inscrits au dossier scolaire de l'élève commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt une amende maximale de 500 \$.

- art. 30 Le parent de l'élève et le personnel d'éducation chargé d'offrir le programme scolaire à celui-ci ont le droit d'examiner son dossier scolaire. D'autres peuvent y avoir accès avec la permission par écrit du parent, sauf le professionnel de santé et des services sociaux qui a absolument besoin, dans le meilleur intérêt de l'élève, des renseignements contenus dans le dossier scolaire pour l'établissement de services d'aide à l'élève. Le parent et l'élève doivent être avisés de la divulgation de renseignements.
- art. 31 Le parent ou l'élève peut demander au directeur d'école d'apporter des corrections au dossier scolaire si celui-ci contient un renseignement inexact ou incomplet. Si le directeur d'école n'apporte pas les corrections, le parent ou l'élève peut, en vertu de l'article 39, informer celui-ci de son désaccord.
- art. 32 Les notes prises par un conseiller d'orientation au sujet de l'élève ne font pas partie du dossier scolaire de cet élève. Personne n'a accès aux notes sans la permission du conseiller d'orientation. Quiconque inscrit les notes du conseiller d'orientation dans le dossier scolaire de l'élève commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende maximale de 500 \$.

Conduite de l'élève

- art. 33 L'élève qui endommage des biens de l'école, ou son parent, paye les dommages ou, par ordre de l'administration scolaire, l'élève exécute du travail pour l'école ou au profit de la collectivité pour une valeur correspondant à la valeur des biens endommagés.
- art. 34 L'administration scolaire de district élabore une politique en matière de discipline. La politique favorise un milieu d'apprentissage positif; elle régit également la violation par les élèves des règles scolaires ou du code de conduite qui leur est applicable ou le manquement aux responsabilités qui leur incombent sous le régime de la Loi. L'administration scolaire de district établit, sur l'avis des parents, des enseignants et des élèves, des règles scolaires pour l'école. Il est interdit d'infliger un châtiment corporel aux élèves.
- art. 35 Le directeur d'école peut suspendre un élève pour les motifs suivants :
- opposition constante à l'autorité;
 - manquement continu à ses responsabilités;
 - destruction intentionnelle des biens de l'école;
 - usage d'un langage blasphématoire ou injurieux;

- consommation ou intoxication d'alcool sur les lieux scolaires;
- usage non médicinal de drogues sur les lieux scolaires;
- conduite qui nuit au travail des autres élèves;
- conduite qui est préjudiciable au bien-être physique ou mental des autres élèves; et
- conduite qui crée une situation d'influence néfaste sur les autres élèves ou le personnel scolaire.

L'élève, son parent, ses enseignants et l'administration scolaire de district sont avisés de la suspension de l'élève. L'élève et son parent sont informés qu'ils ont le droit d'interjeter appel.

Si l'élève est suspendu plus d'une fois au cours de l'année scolaire, le conseiller d'orientation informe l'élève et le parent des services d'aide offerts dans la collectivité.

Si la suspension de l'élève est pour plus de cinq jours, le directeur d'école assujettit la suspension de conditions et désigne quelqu'un pour aider l'élève à exécuter ses obligations et son retour à l'école.

art. 36

L'administration scolaire de district peut renvoyer un élève qui nuit au bien-être physique et mental des autres, ou crée une situation qui constitue une influence grandement néfaste sur les autres élèves, si les conditions suivantes sont remplies :

- le directeur d'école et le surintendant de l'administration scolaire de district le recommandent;
- l'élève et son parent sont avisés de leur droit de se présenter à une audience sur le renvoi et celui d'interjeter appel du renvoi;
- l'audience de l'administration scolaire de district est tenue;
- l'élève ou son parent peut interjeter appel du renvoi;
- lorsque l'élève renvoyé est âgé de moins de 16 ans, l'administration scolaire de district s'efforce d'aider l'élève à continuer à suivre le programme d'enseignement;
- l'administration scolaire peut réadmettre à l'école un élève qui en a été renvoyé.

art. 37

Les articles 33, 34 et 35 se s'appliquent pas à l'élève qui fréquente une école privée ou qui prend part à un programme d'enseignement à domicile. Les paragraphes 34(1) et 34(2) ne s'appliquent pas aux programmes d'enseignement à domicile. Le paragraphe 34(3), portant sur le châtiment corporel, s'applique par contre à l'élève qui prend part à un programme d'enseignement à domicile.

Règlement des désaccords et appel des décisions concernant les élèves

art. 38, 39 et 40

En vertu de ces articles, l'élève et son parent peuvent tenter de régler un désaccord concernant une décision prise par le personnel d'éducation ou l'administration scolaire de district et ayant des répercussions importantes sur l'éducation, la santé et la sécurité de l'élève. L'élève et son parent ont également le droit d'interjeter appel de la décision prise.

Si le directeur d'école ou l'administration scolaire de district ne sont pas en mesure de régler le désaccord, l'élève et son parent peuvent interjeter appel auprès d'un comité d'appel constitué par l'administration scolaire de district.

art. 41

Le comité est constitué en conformité avec les règlements pour ainsi garantir l'objectivité de l'étude de la décision.

- On nomme le président du comité d'appel qui, en premier lieu, se penche sur le désaccord pour déterminer si les moyens d'appel sont suffisants pour entendre l'appel.
- La décision du comité d'appel est sans appel, sauf dans le cas du renvoi d'un élève, qu'on peut interjeter auprès du ministre. (voir article 43)

art. 42

L'élève ou son parent peuvent interjeter appel d'une décision qu'a prise l'administration scolaire de district et qui a des répercussions importantes sur l'éducation, la santé et la sécurité de l'élève.

- L'administration scolaire de district tente de régler le désaccord au sujet de sa décision; si elle n'est pas en mesure de le faire, l'élève ou son parent peuvent interjeter appel de la décision au comité d'appel constitué par l'administration scolaire de district.
- Le comité est constitué en conformité avec les règlements pour ainsi garantir l'objectivité de l'étude de la décision.
- On nomme le président du comité d'appel qui, en premier lieu, se penche sur le désaccord pour déterminer si les moyens d'appel sont suffisants pour entendre l'appel.
- La décision du comité d'appel est sans appel.

art. 43

L'élève ou son parent peuvent interjeter appel auprès du ministre d'une décision du comité d'appel concernant le renvoi de l'élève, si le ministre consent à entendre l'appel. La décision du ministre est sans appel.

PARTIE II PERSONNEL D'ÉDUCATION

Qualités requises

par. 44(1), (2) et (3)

L'enseignant doit être titulaire d'un brevet d'enseignement délivré en vertu des règlements.

par. 44(4)

Les personnes employées au sein du personnel d'éducation doivent répondre aux qualités requises d'emploi en vertu des règlements.

Enseignants

par. 45(1)

Les enseignants doivent :

- (a) encourager les élèves à apprendre;
- (b) et (c)

leur enseigner de manière à favoriser leur plein développement et l'accroissement de leur amour-propre et du respect envers les autres élèves;

- (d) collaborer à la planification, à l'application et à l'évaluation des plans d'études individuels;

- (e), (f), (g) et (j)

évaluer les progrès de chaque élève et tenir l'élève et son parent au courant des progrès, de la conduite et de l'assiduité de l'élève;

- (h) aider l'élève à comprendre et à observer les règles scolaires et le code de conduite; et

- (i) recommander au directeur d'école la suspension d'un élève, si à leur avis, certains des motifs prévus au paragraphe 35(1) existent.

par. 45(2)

Les enseignants :

- (a) signalent les mauvais traitements dont ils soupçonnent un élève d'être victime;

- (b) tentent d'accroître leurs compétences professionnelles;

- (c) fournissent les rapports, les dossiers, les relevés et les statistiques exigés;

- (d) maintiennent dans le meilleur état possible, les livres, le matériel et l'équipement qui leur sont confiés et les remettent au directeur d'école;

- (e), (f) et (g)

participent, à la demande du directeur d'école, à toutes les réunions et activités organisées dans le cadre du programme scolaire.

par. 45(3) et (4)

L'enseignant peut confier des fonctions à un enseignant stagiaire ou à un aide-enseignant, auquel cas il en supervise l'exécution.

art. 46

L'enseignant peut demander à toute personne qui sème le désordre à l'école de quitter les lieux. Toute personne qui refuse de le faire commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt une amende de 500 \$.

Enseignants stagiaires

art. 47 et 48

Les enseignants stagiaires ont accès aux lieux scolaires dans le but d'y faire leur stage d'enseignement et de s'acquitter des fonctions qui leur sont confiées conformément au paragraphe 45(3).

Brevets d'enseignement

art. 49, 50 et 51

Toute personne peut présenter auprès du registraire, nommé par le ministre, une demande de brevet d'enseignement. Le registraire peut, en conformité avec les règlements, délivrer, suspendre ou annuler un brevet d'enseignement.

art. 52

L'enseignant dont le brevet d'enseignement est suspendu ou annulé en vertu des règlements peut interjeter appel de la décision au ministre en conformité avec les règlements. Le ministre étudie et entend l'appel. La décision du ministre est sans appel.

Contrats, suspension et renvoi des enseignants

art. 53

Sous réserve de l'article 54, le contrat de travail d'un enseignant reste en vigueur d'une année scolaire à l'autre. Il peut être résilié par consentement mutuel, renvoi motivé, renvoi pour incompétence ou à la fin d'une année scolaire au moyen d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé au moins 60 jours avant la date fixée pour la fermeture de l'école où l'enseignant travaille.

art. 54

L'employeur de l'enseignant qui a travaillé à ce titre pendant moins de deux années consécutives, ou quand est réduit le nombre d'enseignants requis dans un district scolaire, peut annuler le contrat d'un enseignant à la fin d'une année scolaire en lui remettant l'avis prévu à l'article 53. Cependant, un enseignant peut être renvoyé à tout moment pour un motif valable ou incompétence.

L'employeur donne par écrit à l'enseignant qui est renvoyé ou dont le contrat est résilié les motifs de son renvoi ou de sa résiliation.

art. 55 Lorsqu'un employeur s'interroge sur la conduite ou la compétence d'un enseignant, le surintendant peut, pendant qu'il enquête sur l'enseignant, suspendre celui-ci pendant une période maximale de 30 jours, avec possibilité de prolonger la suspension pendant une autre période de 30 jours.

art. 56 Si l'enseignant est reconnu coupable d'inconduite ou d'incompétence, le surintendant peut le réprimander verbalement ou par écrit, le suspendre sans traitement pendant une période maximale de 10 jours, ou le renvoyer.

art. 57 Tout conflit au sujet du renvoi de l'enseignant qui surgit entre l'employeur et l'enseignant peut être réglé au moyen de l'arbitrage.

Mutation d'enseignants

art. 58 Un enseignant peut être muté d'un district scolaire à l'autre au sein d'une division scolaire au moyen d'un avis écrit envoyé au moins 60 jours avant la date fixée pour la fermeture de l'école.

Moniteurs de langue et de connaissances traditionnelles

art. 59 Lorsqu'aucun enseignant n'est disponible, l'organisme scolaire peut engager une personne qui n'est pas enseignant pour enseigner une langue, autre que le français ou l'anglais, si cette personne est compétente dans la langue, réussit un examen donné par l'organisme scolaire et reçoit les conseils de l'organisme scolaire sur les méthodes d'enseignement.

art. 60 Tout organisme scolaire peut engager une personne qui n'est pas enseignant pour enseigner des programmes locaux, notamment les activités traditionnelles et la culture locale. La personne engagée moniteur de connaissances traditionnelles doit posséder les compétences, l'habileté et les connaissances pour s'acquitter de ses fonctions.

art. 61 Abrogé.

Aides-enseignants et auxiliaires

art. 62 L'aide-enseignant suit les directives de l'enseignant.

La personne qui travaille à titre d'auxiliaire en vertu de l'ancienne *Loi sur l'éducation* devient un aide-enseignant en

vertu de la nouvelle Loi. Toutefois elle reçoit le traitement correspondant à celui d'un auxiliaire pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

Directeurs et directeurs adjoints

art. 63 Sous réserve des articles 65 à 67, pour chaque école comptant plus d'un enseignant, l'administration scolaire de district nomme un enseignant pour agir à titre de directeur pour une période maximale de cinq ans.

L'administration scolaire de district peut désigner un enseignant au poste de directeur d'école par intérim, mais doit nommer un directeur d'école dans les 12 mois suivant la désignation.

L'employeur peut résilier le contrat du directeur d'école en lui remettant un avis écrit écrit au moins 60 jours avant la date fixée pour la fermeture de l'école. La résiliation du contrat n'a pas pour effet d'entraîner la résiliation de son contrat de travail à titre d'enseignant, s'il occupait un poste d'enseignant avant d'être nommé à titre de directeur d'école.

art. 64 L'enseignant qui a les compétences réglementaires et qui réussit le programme de formation prévu par les règlements peut recevoir un certificat d'admissibilité au poste de directeur d'école.

art. 65 et 66 Aucun enseignant ne peut occuper le poste de directeur d'école sans être titulaire du certificat d'admissibilité au poste de directeur d'école, sauf si le ministre est convaincu que les conditions réglementaires sont remplies.

L'enseignant nommé directeur d'école doit obtenir son certificat d'admissibilité dans les deux ans qui suivent la date à laquelle il est nommé à ce poste, avec possibilité d'obtenir du ministre un délai supplémentaire d'un an.

art. 67 Pendant une période de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'article 65 ne s'applique pas aux enseignants désignés directeurs d'école.

art. 68 L'administration scolaire de district peut nommer un enseignant au poste de directeur adjoint.

L'employeur peut résilier le contrat du directeur adjoint en lui remettant un avis écrit écrit au moins 60 jours avant la date fixée pour la fermeture de l'école. La résiliation du contrat n'a pas

pour effet d'entraîner la résiliation de son contrat de travail à titre d'enseignant, s'il occupait un poste d'enseignant avant d'être nommé à titre de directeur d'école adjoint.

par. 69(1) Les directeurs d'école, les directeurs d'école par intérim et les directeurs d'école adjoint ont les attributions confiées aux enseignants sous le régime de la présente loi.

par. 69(2) En plus d'exercer les fonctions d'un enseignant, le directeur d'école et le directeur d'école par intérim :

(a), (b) et (c)

encouragent la participation des élèves, des parents, du personnel scolaire et des membres de la collectivité dans l'élaboration des plans scolaires; élaborent des programmes visant à encourager la participation des parents et de la collectivité dans l'élaboration de programmes d'enseignement, et assument un rôle de premier plan dans l'élaboration des programmes d'enseignement;

(d) veillent à dispenser le programme d'enseignement en conformité avec le programme d'études;

(e) veillent au contrôle des programmes d'enseignement à domicile et au soutien à leur fournir;

(f) fournissent des services de soutien aux élèves en conformité avec les règlements;

(g) sont responsables de l'organisation et de l'administration de l'école ainsi que de la discipline des élèves et du personnel scolaire;

(h) avec la collaboration des élèves, des parents et du personnel scolaire, coordonnent l'élaboration et l'application d'un code de conduite destiné aux élèves;

(i) en conformité avec les directives du ministre, établissent des lignes directrices régissant le choix des représentants des élèves auprès de l'administration scolaire de district;

(j) créent un milieu d'apprentissage positif;

(k) veillent à la sécurité des élèves et du personnel scolaire;

(l) veillent à respecter les normes fixées par le ministre relativement au programme d'enseignement;

(m) veillent à ce que l'évaluation des progrès des élèves se fasse de façon uniforme et juste;

(n) assurent des normes pédagogiques les plus élevées possible;

(o) et (p)

collaborent avec les collèges publics et les personnes chargées de l'administration régionale de l'éducation, de la culture et de la formation.

- par. 69(3) En plus d'assurer les fonctions d'un enseignant et celles prévues au paragraphe (2), le directeur d'école et le directeur d'école par intérim :
- (a) évaluent le personnel scolaire en conformité avec les règlements;
 - (b) assignent les fonctions au personnel scolaire, sous réserve des directives du surintendant, de l'administration scolaire de district et du conseil scolaire de division;
 - (c) à la demande de l'administration scolaire de district et du conseil scolaire de division leur présentent des rapports;
 - (d) à (g) présentent un rapport à l'administration scolaire de district faisant état des plans futurs relatifs aux programmes scolaires; assistent aux réunions publiques de l'administration scolaire de district; et suivent les directives de l'administration scolaire de district et du conseil scolaire de division concernant les plans futurs des programmes scolaires;
 - (h) à (j) présentent les rapports exigés sous le régime de la présente loi; de plus, ils présentent à l'organisme scolaire compétent un budget pour l'année scolaire; et contrôlent les dépenses faites sur le budget de l'école;
 - (k) suivent les directives du surintendant;
 - (l) s'assurent que les élèves fréquentent l'école.

PARTIE III DIVERSITÉ CULTURELLE

Langue d'enseignement et langue enseignée

art. 70 Le programme d'enseignement est offert dans l'une des langues officielles des T. N.-O.; il peut y avoir plus d'une langue d'enseignement dans une école.

art. 71 L'administration scolaire de district décide les langues d'enseignement utilisées dans un district scolaire. L'administration, en consultation avec le conseil scolaire de division, peut choisir une langue en particulier s'il existe une demande pour cette langue dans le district, un nombre suffisant d'enseignants compétents et du matériel pédagogique dans la langue en question.

Le ministre peut établir des lignes directrices quant au choix et à l'usage d'une langue d'enseignement afin que les normes pédagogiques soient élevées.

Loi sur l'éducation

Vue d'ensemble et registre pour la consultation

Les grandes lignes de la Loi

La nouvelle *Loi sur l'éducation* se compose d'un préambule et de six parties.

Le **PRÉAMBULE** précise les objectifs principaux de la *Loi sur l'éducation* et les principes directeurs en matière d'éducation aux Territoires du Nord-Ouest. On y reconnaît l'importance de permettre aux élèves d'apprendre dans un environnement à la fois sécurisant et positif. De plus, le préambule précise que l'éducation est un partenariat entre les élèves, les parents, les aînés, les collectivités, les éducateurs et les différents paliers de gouvernement. De plus, on y reconnaît l'importance de la participation des collectivités et la contribution des aînés au sein du système d'éducation.

Le préambule fait état de l'importance du maintien de normes élevées en matière d'éducation, sans oublier la mosaïque culturelle et linguistique des Territoires du Nord-Ouest. On fait également référence à la reconnaissance des droits de chaque individu et des droits des minorités linguistiques prévus à la *Charte canadienne des droits et libertés*, ainsi que des droits des peuples autochtones prévus à la *Loi constitutionnelle*.

PARTIE I : ACCÈS AU PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT

Cette partie de la Loi stipule que tous les élèves ont le droit d'accès au programme d'enseignement dans un milieu scolaire ordinaire. Selon cette partie de la Loi, les élèves reçoivent les services et l'aide dont ils ont besoin afin de se prévaloir de ce droit.

La partie I porte sur les écoles publiques, les écoles publiques confessionnelles (écoles séparées), les écoles privées et les programmes d'enseignement à domicile. On y mentionne que toutes les écoles publiques doivent offrir la maternelle et que la décision d'inscrire un enfant à la maternelle relève des parents. De plus, selon cette partie de la Loi, il incombe aux parents de s'assurer que leurs enfants, âgés entre 6 et 16 ans, fréquentent l'école; on y décrit également d'autres fonctions et droits des parents, notamment le droit d'interjeter appel de décisions importantes prises au sujet de l'éducation, de l'hygiène et de la sécurité de leurs enfants.

De plus, la partie I porte sur les responsabilités de l'élève, les règlements de l'école et les mesures disciplinaires. D'après la Loi, les élèves peuvent élire un représentant pour assister aux réunions de l'administration scolaire locale. Cette partie de la Loi précise également le contenu du dossier scolaire et qui y a accès.

PARTIE II : PERSONNEL D'ÉDUCATION

Cette partie de la Loi porte sur les qualités requises, les fonctions et les conditions d'emploi des enseignants, des directeurs d'école et des autres membres du personnel d'éducation. D'après la nouvelle Loi, les enseignants ont des fonctions supplémentaires, notamment ils se doivent d'enseigner de manière à favoriser le plein développement de l'élève, suivre le programme d'enseignement et tenir l'élève et ses parents au courant des progrès de l'élève. De plus, les enseignants doivent veiller à améliorer leurs compétences professionnelles.

Les directeurs d'école ont également davantage de responsabilités. En effet, mis à part la gestion du personnel, ils doivent veiller à ce que les parents et les membres de la collectivité participent à l'éducation des élèves. Bien que le directeur n'en soit pas membre, il doit tout de même assister à toutes les réunions publiques de l'administration scolaire locale. D'après cette partie de la Loi, tout organisme scolaire peut embaucher des moniteurs de langues et de connaissances traditionnelles lorsqu'il ne trouve aucun enseignant qualifié pour le faire.

PARTIE III : DIVERSITÉ CULTURELLE

Cette partie de la Loi porte sur les langues d'enseignement, la variation culturelle, de même que la spiritualité et la religion. C'est l'administration scolaire de district qui choisit la langue ou les langues d'enseignement de la maternelle à la 12^e année. Si l'anglais est la langue d'enseignement, une des autres langues officielles des T. N.-O. doit être enseignée. Si la langue d'enseignement est une langue officielle autre que l'anglais, l'anglais doit alors faire partie du programme d'enseignement.

La nouvelle *Loi sur l'éducation* reconnaît également le droit dont jouissent, en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les parents francophones de faire instruire leurs enfants en français.

Les administrations scolaires de district et les conseils scolaires de division doivent s'efforcer de se doter d'un personnel qui soit représentatif des cultures de la population qu'ils desservent. L'administration scolaire de district peut permettre l'enseignement des valeurs et des croyances spirituelles, ou en permettre la discussion.

PARTIE IV : GESTION

Cette partie de la Loi porte sur les attributions des surintendants et des administrations scolaires de district (les conseils scolaires communautaires et les commissions scolaires de la loi actuelle) et des conseils scolaires de district (les conseils scolaires de division de la loi actuelle). En vertu de la nouvelle Loi, ces organismes scolaires voient leur pouvoir en matière d'éducation augmenter, notamment en ce qui a trait au recrutement, à l'embauche et au licenciement du personnel scolaire. La nouvelle Loi prévoit une certaine flexibilité quant à l'attribution des pouvoirs et des fonctions d'une administration scolaire de district ou d'un conseil de division selon les besoins des collectivités et des décisions prises par ces dernières.

La Loi prévoit également le cadre de gestion des programmes d'enseignement en français, langue maternelle, notamment la constitution d'un conseil scolaire francophone et d'une commission scolaire francophone de division. Les pouvoirs et les fonctions conférés en vertu de la Loi aux administrations scolaires de district et aux conseils scolaires de division seront conférés à la commission scolaire francophone de division.

La partie IV de la Loi porte également sur la direction des organismes scolaires. De plus, on précise dans cette partie les règles à suivre en cas de conflit d'intérêt d'un membre d'un de ces organismes.

PARTIE V : RÔLE DU MINISTRE ET QUESTIONS FINANCIÈRES

Cette partie de la Loi porte sur les fonctions et les pouvoirs du ministre. Il incombe au ministre de veiller au fonctionnement de l'ensemble du système d'éducation; par contre, l'éducation à l'échelle locale relève de l'administration scolaire de district et du conseil scolaire de division.

Cette partie porte également sur les questions financières, comme la vérification, l'imposition et le pouvoir d'emprunt. Les administrations scolaires de district et les conseils scolaires de division ont davantage de responsabilités financières et l'étendue de leurs pouvoirs et de leurs fonctions est accrue.

PARTIE V : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Cette partie de la Loi porte sur les universités et établit les règlements qui permettront de faire appliquer la Loi. C'est d'ailleurs dans cette partie qu'il est précisé que le ministre doit consulter les organismes scolaires, et d'autres organismes intéressés, sur le contenu et la rédaction des règlements relevant de la Loi.

Consultation sur les règlements

Le 23 juin 1995, l'Assemblée législative a adopté une nouvelle *Loi sur l'éducation*. La nouvelle Loi n'entrera en vigueur qu'en juillet 1996, soit une fois que la rédaction des règlements en découlant sera terminée. En vertu de la nouvelle Loi, le ministère doit établir et conserver un registre des organismes scolaires, ou autres, qui désirent être consultés sur le contenu et la rédaction des règlements. Si l'organisme dont vous êtes membre désire être consulté, il doit être inscrit au registre du ministère. Nous vous invitons donc à le faire en remplissant la formule ci-jointe et en nous la faisant parvenir. Vous pouvez nous rejoindre par téléphone, courrier électronique, télécopieur ou courrier régulier.

Politique et planification
Éducation, Culture et Formation
Gouvernement des Territoires
du Nord-Ouest
C. P. 1320
YELLOWKNIFE NT X1A 2L9

Téléphone : (403) 920-6221
Télécopieur : (403) 873-0155
Inet : France_Benoit@ece.learnnet.nt.ca
North of 60 : France Benoit

Afin de faciliter le processus de consultation, nous avons réuni les règlements en trois groupes, selon leur priorité de rédaction. Les règlements du premier groupe doivent être rédigés d'ici juillet 1996, ceux du deuxième groupe d'ici septembre 1996 et le troisième au cours de l'exercice 1996-1997. Veuillez indiquer, pour chaque groupe, les domaines à propos desquels vous voulez être consultés.

FORMULE D'INSCRIPTION

Personne ressource	
Organisme	Téléphone
Adresse	Télécopieur
	BBS
Code postal	Inet

Cocher (✓) les domaines qui vous intéressent dans chaque groupe.

1. Règlements de première priorité

Accès à l'enseignement

- ☐ (a) programme d'enseignement à domicile
- ☐ (b) écoles privées
- ☐ (c) fréquentation scolaire
- ☐ (d) dossier scolaire
- ☐ (e) processus d'appel

Personnel d'éducation

- ☐ (f) qualités requises et brevet d'enseignement
- ☐ (g) certificat d'admissibilité au poste de directeur
- ☐ (h) fonctions des conseillers d'orientation

Gestion

- ☐ (i) constitution, pouvoirs et fonctions des organismes scolaires
- ☐ (j) demande d'autre forme d'organisme scolaire
- ☐ (k) constitution d'un district scolaire confessionnel public
- ☐ (l) instruction en français
- ☐ (m) durée de l'année scolaire

Autre

- ☐ (n) registre des organismes à consulter lors de la rédaction des règlements

2. Règlements de deuxième priorité

Gestion

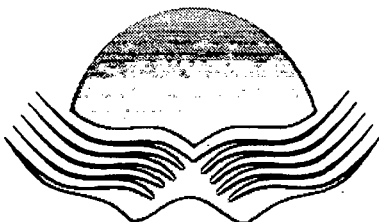
- ☐ (o) direction des organismes scolaires
- ☐ (p) transport des élèves
- ☐ (q) honoraires
- ☐ (r) préparation d'un plan opérationnel
- ☐ (s) retrait et retenue de fonds
- ☐ (t) nomination d'un vérificateur
- ☐ (u) principes de vérification
- ☐ (v) utilisation des lieux scolaires

3. Règlements de troisième priorité

Personnel d'enseignement

- ☐ (w) rétablissement des brevets d'enseignement
- ☐ (x) évaluation du personnel par le directeur d'école
- ☐ (y) qualités requises des aides-enseignants

Merci de participer à la rédaction des règlements
relevant de la Loi sur l'éducation.



Apprendre, c'est pour la vie
Éducation, Culture et Formation
L'honorable Richard Nerysoo, ministre



Northwest
Territories

000461

art. 72 Les élèves dont les parents ont le droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* de faire instruire leurs enfants en français ont le droit de recevoir cette instruction en conformité avec les règlements.

art. 73 Si la langue d'enseignement est une langue officielle autre que l'anglais, l'anglais doit être enseigné comme langue dans le cadre du programme d'enseignement. Si l'anglais est la langue d'enseignement, une langue officielle autre que l'anglais doit être enseignée dans le cadre du programme d'enseignement.

art. 74 Le parent d'un élève inscrit à une école privée ou à un programme d'enseignement à domicile peut, avec l'approbation du ministre, choisir la langue d'enseignement et la langue enseignée dans le cadre du programme d'enseignement. Le ministre peut approuver l'utilisation d'une langue qui n'est pas une des langues officielles.

Différences culturelles

art. 75 Dans le cadre du programme d'enseignement, les programmes scolaires se fondent sur la culture.

art. 76 Dans la mesure où il est possible de trouver du personnel compétent, le personnel scolaire d'un district scolaire est représentatif des origines culturelles de la population du district.

Spiritualité et religion

art. 77 Il est permis à un enseignant de faire une affirmation au sujet des valeurs spirituelles et religieuses, si cette affirmation est nécessaire pour expliquer une question ou une opinion universellement répandue et si elle est faite dans le respect des valeurs spirituelles et religieuses de tous les élèves.

Il est permis, dans les écoles publiques, de donner des cours et d'avoir des discussions sur les valeurs et les croyances spirituelles dans le respect des valeurs ou des croyances spirituelles de tous les élèves.

Toute école confessionnelle publique peut dispenser des cours d'instruction religieuse et tenir des exercices religieux qui tiennent compte des valeurs religieuses de la majorité des contribuables qui ont demandé au ministre de constituer une administration scolaire confessionnelle publique; ces cours doivent être dispensés dans le respect des valeurs ou des croyances spirituelles ou religieuses de tous les élèves.

PARTIE IV GESTION

Surintendants

art. 78 Le surintendant responsable d'une division scolaire a les attributions confiées à un administrateur général sous le régime de la *Loi sur la fonction publique* et assume la direction du personnel d'éducation qui relève de sa compétence.

Le surintendant :

- (a) et (b)
 - s'acquitte des fonctions que lui assignent la présente loi, les règlements et le ministre;
- (c) supervise la gestion et l'application du programme d'enseignement en conformité avec les directives du ministre et d'un organisme scolaire;
- (d) conseille tout organisme scolaire dans l'exercice des pouvoirs de cet organisme;
- (e) encourage la coopération entre les élèves, les parents, le personnel d'éducation et les membres de la collectivité dans l'élaboration d'objectifs et de plans concernant l'éducation;
- (f), (g) et (h)
 - collabore avec les représentants de collèges publics et ceux de l'administration régionale de l'éducation, de la culture et de la formation et agit à titre d'agent de liaison entre les administrations scolaires de district et les représentants locaux des organismes judiciaires, communautaires et de services sociaux et de santé;
- (i) et (j)
 - revoit et évalue les programmes scolaires et fait rapport du résultat à un organisme scolaire;
- (k) et (l)
 - s'assure que les évaluations des membres du personnel et des élèves soient faites en conformité avec les normes territoriales, et celles de la division et du district scolaires;
- (m) suit les directives du ministre et des organismes scolaires qui relèvent de sa compétence;
- (n) en conformité avec les règlements, revoit, approuve, rejette, supervise les programmes d'enseignement à domicile et y met fin.

Le surintendant peut déléguer l'ensemble ou une partie de ses attributions à la personne qu'approuve l'organisme scolaire responsable de son embauche.

Districts scolaires

art. 79 Le ministre divise les Territoires en districts scolaires. Les limites territoriales du district scolaire correspondent aux limites territoriales de la collectivité qu'il dessert. Le ministre peut toutefois les modifier. Une collectivité peut compter un ou plusieurs districts scolaires; chaque école appartient à un des districts.

art. 79.1 Les résidents des Territoires peuvent demander au ministre de constituer un district scolaire ou de modifier les limites territoriales d'un district scolaire.

art. 80 Les districts scolaires publics et séparés constitués avant l'adoption de la présente loi continuent à exister.

Administrations scolaires de district

art. 81 Le ministre peut constituer une administration scolaire de district pour chaque district scolaire et lui attribuer l'ensemble ou une partie des pouvoirs et des fonctions prévus aux articles 117 et 118.

Les pouvoirs et les fonctions qui ne sont pas attribués à l'administration scolaire de district reviennent au conseil scolaire de division ou, en l'absence d'un conseil scolaire, au sous-ministre.

Le ministre peut également attribuer l'ensemble ou une partie des pouvoirs prévus à l'article 119 à l'administration scolaire de district.

Le ministre indique dans le règlement si cinq, six ou sept membres peuvent être élus au sein de l'administration scolaire de district.

art. 82 Les administrations scolaires de district sont des personnes morales.

art. 83 L'administration scolaire de district peut demander au ministre de retirer d'une division scolaire le district scolaire qui relève d'elle, de l'ajouter à une division scolaire ou de le transférer à une autre division;

Après avoir consulté les autres administrations scolaires de district et conseils scolaires de division au sein de la division scolaire, le ministre peut également établir d'autres critères

auxquels les administrations scolaires de district doivent se conformer afin d'être ajoutées, retirées ou transférées à une division. Le ministre peut avoir à modifier l'arrêté de constitution de la division.

art. 84 Deux ou plusieurs conseils scolaires francophones peuvent, s'ils remplissent les exigences prévues aux règlements, demander au ministre de constituer une commission scolaire francophone de division. Le ministre constitue, par règlement, la commission scolaire francophone de division et lui attribue les droits, pouvoirs et fonctions prévus aux articles 117 et 118, à l'exception des attributions prévues à l'alinéa 117(2)(v), et certains ou l'ensemble des pouvoirs prévus à l'article 119.

Les membres de la commission scolaire francophone de division bénéficient de l'immunité pour les pertes ou les dommages survenus de bonne foi dans l'exercice de leurs attributions.

art. 85 Les membres de la commission scolaire francophone de division sont élus en conformité avec les règlements.

art. 86 Les résidents d'un district scolaire peuvent demander au ministre la constitution ou le fonctionnement d'une administration scolaire de district d'une autre façon que celle prévue par la présente loi. Si le ministre approuve la demande, il peut, par règlement, en prévoir les mesures de constitution et de fonctionnement. L'administration scolaire de district ainsi constituée a le même statut et les mêmes pouvoirs et fonctions que tout autre administration scolaire de district constituée en vertu du paragraphe 81(1).

art. 87 et 88 Les conseils scolaires communautaires, les commissions scolaires et les commissions scolaires séparées constituées en vertu de l'ancienne *Loi sur l'éducation* sont maintenues à titre d'administration scolaire de district en vertu de la présente loi. Le mandat des membres de l'administration scolaire de district se poursuit jusqu'aux prochaines élections municipales. Se tiendra alors l'élection de tous les membres de l'administration scolaire.

Les commissions scolaires ou commissions scolaires séparées constituées en vertu de l'ancienne loi possèdent les pouvoirs et les fonctions confiés aux administrations scolaires de district en vertu des articles 117, 118 et 119.

- art. 89 La *Loi sur les élections des administrations locales* s'applique aux administrations scolaires de district. L'administration scolaire de district se compose de sept membres élus pour un mandat de trois ans; par contre, lorsque le mandat d'un conseil municipal est de deux ans, celui de l'administration scolaire est également de deux ans.
- Les membres de l'administration scolaire de district bénéficient de l'immunité pour pertes et dommages survenus de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.
- art. 90 L'administration scolaire de district choisit, parmi ses membres, un président, un vice-président et un membre pour siéger au conseil scolaire de division.
- art. 91 Un membre de l'administration scolaire de district peut démissionner par écrit. Le président ou le vice-président peut démissionner de son poste et demeurer membre de l'administration scolaire de district.
- art. 92 Est tenu de quitter son siège à l'administration scolaire de district, le membre qui :
- est déclaré coupable d'une infraction à la *Loi sur l'éducation*;
 - n'aurait pas le droit, après son élection, de se porter candidat à une élection au poste de membre;
 - n'assiste pas à trois réunions consécutives de l'administration scolaire de district sans y être autorisé;
 - contrevient au code de conduite établi par l'administration scolaire de district.
- art. 93 L'administration scolaire de district peut nommer une personne pour pourvoir une vacance au sein de son organisme en autant qu'elle ait le quorum exigé par la présente loi.
- Lorsque le nombre de membres d'une administration scolaire de district est inférieur au quorum, l'administration scolaire de district tient des élections pour pourvoir aux postes vacants. Les membres élus exercent leurs fonctions pendant le reste du mandat des membres qu'ils remplacent.
- art. 94 Le quorum est constitué par la majorité des membres de l'administration scolaire de district, mais si le nombre de membres est inférieur au quorum, le ministre peut ordonner que les membres restants soient réputés former le quorum jusqu'à la tenue d'élections.

art. 95 Les réunions d'une administration scolaire de district et ses comités sont publiques, sauf si les deux tiers de ses membres décident par résolution de tenir la réunion à huis clos. À une réunion à huis clos, l'administration scolaire de district ne peut pas adopter de résolution.

art. 96 L'administration scolaire de district établit des règles de procédure régissant ses travaux et un code de conduite à l'intention de ses membres.

District scolaire confessionnel public

art. 97 Les contribuables d'un district scolaire d'une croyance religieuse minoritaire, soit protestante ou catholique, peuvent demander au ministre de constituer un district scolaire confessionnel public. La demande doit être signée par au moins 50 contribuables de la croyance religieuse en question.

art. 98 Le surintendant de qui relève le district scolaire convoque une assemblée des contribuables de la croyance religieuse indiquée dans la demande afin de déterminer si ceux-ci sont en faveur de la constitution d'un district scolaire confessionnel public.

Si la majorité des contribuables votent en faveur de la constitution d'un district scolaire confessionnel public, le ministre constitue un tel district de même qu'une administration scolaire de district jouissant des mêmes pouvoirs et fonctions qu'une administration scolaire de district constituée en vertu du paragraphe 81(1).

Si la majorité des contribuables votent contre la constitution d'un district scolaire confessionnel public, le ministre n'accepte aucune demande relativement à la même question pendant une période de deux ans suivant la date de scrutin.

art. 99 Les résidents qui appuient le district scolaire confessionnel sont habilités à élire les membres de l'administration scolaire confessionnelle publique de district.

art. 100 Si 25 pour 100 des personnes habilitées à voter demandent la dissolution du district scolaire confessionnel public, l'administration scolaire confessionnelle publique de district tient un référendum; si la majorité vote en faveur de la dissolution, le ministre dissout le district et l'administration scolaires.

Divisions scolaires

art. 101 Les divisions scolaires constituées en vertu de l'ancienne *Loi sur l'éducation* sont maintenues. Les districts scolaires sont membres de la division scolaires dont ils font partie.

Conseils scolaires

art. 102 Le ministre peut constituer un conseil scolaire de division pour chaque division scolaire et lui conférer l'ensemble ou une partie des fonctions et des pouvoirs prévus en vertu aux articles 117, 118 et 119. Les conseils scolaires de division sont des personnes morales.

art. 103 L'administration scolaire de district au sein d'une division peut demander au ministre la constitution ou le fonctionnement d'un conseil scolaire de division d'une autre façon que celle prévue par la présente loi. Si le ministre approuve la demande, il peut, par règlement, prévoir les mesures nécessaires à la constitution ou au fonctionnement du conseil scolaire de division et lui attribuer les pouvoirs et les fonctions prévus.

art. 104 Le conseil scolaire de division se compose des représentants de toutes les administrations scolaires de district faisant partie de la division scolaire et des membres nommés par le ministre à la demande du conseil. Les membres siègent au conseil scolaire de division pendant la durée de leur mandat de membre de l'administration scolaire de district.

Les membres du conseil scolaire de division bénéficient de l'immunité pour les pertes ou les dommages survenus de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

art. 105 Un membre du conseil scolaire de division peut démissionner par écrit. Si tous les membres veulent démissionner en même temps, ils peuvent le faire en écrivant au ministre.

art. 106 Le conseil scolaire de division choisit le président et le vice-président. Ces derniers peuvent démissionner et demeurer membres du conseil scolaire de division. Si le président démissionne, le vice-président devient le président et le conseil scolaire choisit un nouveau vice-président.

art. 107 Est tenu de quitter son siège au conseil scolaire de division, le membre qui :

- est déclaré coupable d'une infraction à la *Loi sur l'éducation*;
- n'aurait pas le droit, après son élection, de se porter candidat à une élection au poste de membre;

- n'assiste pas à trois réunions consécutives du conseil scolaire de division sans y être autorisé;
- contrevient au code de conduite établi par le conseil scolaire de division.

- art. 108 Le conseil scolaire de division établit des règles de procédure régissant ses travaux ainsi qu'un code de conduite à l'intention de ses membres.
- art. 109 Le conseil scolaire de division se réunit au moins trois fois par année.
- art. 110 La majorité des membres du conseil scolaire de division constitue le quorum.
- art. 111 Les réunions d'un conseil scolaire de division et ses comités sont publiques, sauf si les deux tiers de ses membres décident par résolution de tenir la réunion à huis clos. À une réunion à huis clos, l'administration scolaire de district ne peut pas adopter de résolution.
- art. 112 Les commissions scolaires de division constituées en vertu de l'ancienne *Loi sur l'éducation* sont maintenues à titre de conseil scolaire de division.

Dissolution et mise sous tutelle de l'organisme scolaire

- art. 113 Si le ministre a tout lieu de croire qu'un organisme scolaire n'exerce pas convenablement les attributions qui lui sont confiées, il peut :
- charger une personne d'enquêter et de lui faire rapport;
 - demander des rapports à l'organisme;
 - donner des directives à l'organisme scolaire.

Par suite de l'enquête, le ministre peut, s'il le juge nécessaire, nommer un administrateur provisoire, suspendre l'ensemble ou une partie des attributions de l'organisme scolaire ou dissoudre l'organisme.

L'administrateur provisoire exerce les attributions suspendues ou l'ensemble des attributions si l'organisme scolaire est dissout.

L'administrateur provisoire bénéficie de l'immunité pour les pertes ou les dommages survenus de bonne foi dans l'exercice de ses attributions.

- art. 114 Si le ministre dissout une administration scolaire de district, il peut fixer la date pour l'élection d'une nouvelle administration. Le ministre peut également indiquer si l'administrateur provisoire doit demeurer en poste après l'élection de la nouvelle administration et préciser pendant combien de temps.
- art. 115 Si le ministre dissout un conseil scolaire de division, il peut indiquer la date à laquelle le nouveau conseil doit entrer en fonction et indiquer si l'administrateur provisoire doit demeurer en poste, après l'entrée en fonction du nouveau conseil scolaire, et préciser pendant combien de temps il le reste.
- art. 116 Le ministre, après avoir approuvé des dispositions visant l'exécution des obligations financières de la division scolaire ou du district scolaire, peut dissoudre la division ou le district scolaire.

Attributions des organismes scolaires

- par. 117(1) L'administration scolaire de district ou le conseil scolaire de division (appelés organismes scolaires) en vertu des attributions qui lui a été confiées pour le territoire qui relève de sa compétence :
- (a) dispense de l'instruction à tous les élèves;
 - (b) fait en sorte que les enfants soient inscrits à une école en vertu de l'article 12;
 - (c) gère ses affaires;
 - (d) étudie les recommandations des élèves, des représentants des élèves, des parents et du personnel scolaire;
 - (e) invite les directeurs d'école à faire assister aux réunions les représentants des élèves et établit les lignes directrices pour leur participation;
 - (f) conclut des accords avec les organismes de santé et de services sociaux, les organismes judiciaires et d'autres organismes en vue de fournir des services de soutien aux élèves;
 - (g) fournit, en vertu du paragraphe 7(2), des services de soutien;
 - (h) fournit aux élèves des manuels et d'autre matériel didactique et, au besoin, en fixe le prix;
 - (i) fournit des bibliothèques, du matériel audio-visuel et d'autres ressources;
 - (j) tente de régler tout litige concernant des questions d'enseignement qui survient entre un élève ou son parent et le personnel d'éducation;
 - (k) élabore et offre des programmes scolaires fondés sur la culture sur l'avis du personnel d'éducation, des parents et des aînés;

- (l) donne les directives au surintendant et le supervise à l'occasion de l'embauche de membres du personnel scolaire, de mesures disciplinaires prises à leur endroit et de leur renvoi, en conformité avec la présente loi et la *Loi sur la fonction publique*;
- (m) engage un surintendant;
- (n) prévoit les attributions du surintendant en plus de celles mentionnées dans la présente loi;
- (o) tient une réunion publique annuelle afin de consulter les parents, les aînés et les membres de la collectivité au sujet des objectifs pédagogiques et des plans d'études pour l'année;
- (p) contrôle, évalue et dirige l'application des programmes scolaires afin de s'assurer que les normes pédagogiques soient les plus élevées possible;
- (q) évalue les plans relatifs au programme scolaire et donne des directives à leur égard;
- (r) évalue les programmes d'enseignement à domicile et leur fournit du soutien;
- (s) conseille le ministre en ce qui concerne les heures de classe, les dates de l'ouverture et de la fermeture de l'école, des vacances scolaires et des jours fériés à observer dans les écoles;
- (t) présente au ministre les rapports et les évaluations;
- (u) suit les directives du ministre;
- (v) constitue des comités de parents francophones et des conseils scolaires francophones et délègue aux conseils les pouvoirs et les fonctions nécessaires pour dispenser l'instruction en langue française et pour pourvoir à l'administration de celle-ci dans le district scolaire partout dans les territoires où s'exerce le droit reconnu aux parents par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* de faire instruire leurs enfants en français; et
- (w) fournit un logement aux élèves de niveau secondaire de deuxième cycle en conformité avec l'article 10.

par. 117(2) En plus des fonctions décrites au paragraphe (1), l'organisme scolaire, pour le territoire qui relève de sa compétence :

- (a) fournit le matériel et les installations en ce qui a trait à l'éducation physique, à l'athlétisme et aux activités récréatives;
- (b) conclut des accords qui prévoient la maximalisation de l'utilisation des installations scolaires à d'autres fins que celles du programme d'enseignement;
- (c) informe le conseil municipal des projets quant à l'utilisation et au développement des installations scolaires;

- (d) assure la garde et la surveillance de toutes les installations scolaires et les maintient en bon état;
- (e) se procure un sceau;
- (f) engage des agents financiers et fournit un cautionnement à leur égard;
- (g) reçoit les sommes destinées à l'enseignement que lui fournit le ministre, au moyen de subventions ou de contributions;
- (h) contrôle toutes les dépenses nécessaires au programme d'enseignement et en rend compte;
- (i) tient le relevé des réunions et des transactions financières;
- (j) maintient une assurance;
- (k) sous réserve du paragraphe 136(5), prépare pour l'approbation du ministre un budget annuel de fonctionnement et d'entretien du programme d'enseignement au sein du territoire qui relève de sa compétence;
- (l) sous réserve du paragraphe 136(5), prépare pour l'approbation du ministre un budget annuel pour l'ensemble des immobilisations au sein du territoire qui relève de sa compétence;
- (m) prépare pour l'approbation du ministre un plan opérationnel pour le programme d'enseignement au sein du territoire qui relève de sa compétence.

par. 118(1)

L'administration scolaire ou le conseil scolaire de division peut, pour le territoire qui relève de sa compétence :

- (a) produire du matériel didactique fondé sur la culture;
 - (a.1) conseiller le ministre sur la délivrance de brevets d'enseignement honorifiques aux aînés;
- (b) autoriser et évaluer l'utilisation de programmes d'apprentissage à distance;
- (c) fixer des frais pour les biens et services qui ne sont pas nécessaires à l'enseignement du programme d'enseignement;
- (d) fournir le transport aux élèves et, au besoin, en fixe les frais;
- (e) tenir des résidences d'élèves et administrer des programmes de pension et, au besoin, en fixe les frais;
- (f) constituer des comités et leur attribuer des pouvoirs et des fonctions;
- (g) constituer des comités consultatifs, notamment des comités consultatifs de parents, composés de personnes autres que ses membres;
- (h) fournir des services d'interprétation et de traduction pour faciliter le déroulement des travaux;

- (i) verser à chacun de ses membres des honoraires et des indemnités;
- (j) acquérir des biens meubles, notamment par don, legs, location ou achat;
- (k) dispenser d'autres programmes, notamment des programmes de développement des jeunes enfants, des programmes d'éducation des adultes ou des programmes culturels ou religieux et exiger le paiement de frais pour ces programmes;
- (k.1) engager des enseignants ou des personnes qui ne sont pas enseignants pour l'enseignement des programmes locaux;
- (l) fixer les frais de scolarité à l'égard des élèves et en exiger le paiement en conformité avec la présente loi;
- (m) conserver des renseignements concernant les décisions prises au sujet de l'éducation de tout élève et en garder un relevé;
- (n) permettre aux élèves qui ne résident pas dans le district scolaire ou dont le parent ne réside pas dans les Territoires de s'inscrire à une école.

par. 118(2) De plus, l'administration scolaire ou le conseil scolaire de division peut, pour le territoire qui relève de sa compétence :

- (a) conclure des accords avec les collèges publics afin de soutenir l'élaboration et l'application d'un programme de formation des enseignants;
- (b) conclure des accords avec d'autres organismes scolaires relativement au paiement de frais de scolarité pour l'application du programme d'enseignement;
- (b.1) conclure des ententes portant sur les écoles autochtones;
- (c) conclure des accords avec d'autres organismes scolaires afin de permettre à un élève de fréquenter l'école dans un autre district scolaire que celui de sa résidence, si un autre district scolaire peut mieux satisfaire les besoins d'un élève;
- (d) employer le personnel scolaire, à l'exclusion des enseignants, en dehors de la fonction publique;
- (e) conclure des accords avec d'autres organismes scolaires concernant la mutation d'enseignants;
- (f) prévoir le paiement d'une pension aux personnes employées en dehors de la fonction publique;
- (g) permettre des congés d'études;
- (h) assurer le cautionnement des agents financiers;
- (i) adhérer à des associations éducatives;
- (j) conclure des contrats de services de soutien du programme scolaire;

- (k) employer ou engager du personnel scolaire représentatif des cultures de la population, en conformité avec l'article 76.

par. 118(3) Les personnes employées en dehors de la fonction publique bénéficient de l'immunité pour les pertes ou les dommages survenus de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

art. 119 L'administration scolaire de district ou le conseil scolaire de division peut, pour le territoire qui relève de sa compétence :

- (a) entretenir et assurer les bâtiments et les biens servant à la prestation du programme d'enseignement;
- (b) acquérir des terrains et des bâtiments; au besoin, construire ou remplacer des bâtiments;
- (c) recevoir les sommes perçues au titre des impôts fonciers destinés à des fins scolaires;
- (d) contracter des emprunts à court terme en conformité avec la présente loi;
- (e) adopter des résolutions afin de contracter des emprunts devant servir à des projets en conformité avec la présente loi;
- (f) prendre des règlements administratifs afin de contracter des emprunts garantis par hypothèque ou obligation en conformité avec la présente loi;
- (g) employer des enseignants en dehors de la fonction publique.

art. 120 S'ils se voient attribuer les mêmes fonctions ou les mêmes pouvoirs, l'administration scolaire de district et le conseil scolaire de division se consultent afin de déterminer la façon dont seront exercés ces fonctions ou ces pouvoirs.

Conflits d'intérêts

art. 121 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 122 à 125 :

- «membre» signifie
 - (a) et (b) membre d'une administration scolaire de district ou membre d'un conseil scolaire de division;
 - (c), (d), (e) et (f) administrateur provisoire, surintendant ou agent financier d'une administration scolaire de district ou d'un conseil scolaire de division;
- «membre de la famille» signifie conjoint, enfant, père ou mère ou personne ayant un lien de parenté résidant avec le membre;

- «intérêt pécuniaire» signifie
 - (a) intérêt qui pourrait avoir une incidence financière sur le membre;
 - (b) intérêt dans une question concernant l'intérêt d'un membre de la famille, si le membre en a connaissance;
 - (c) intérêt dans une question si un membre est actionnaire ou possède d'autres intérêts dans une personne morale privée ou a un bloc d'intérêt ou est administrateur ou cadre supérieur ou agent dans une personne morale publique, ou est associé d'une personne ou fait partie d'une firme qui a un intérêt pécuniaire dans la question.

art. 122 Le membre qui a un intérêt pécuniaire dans une question qu'étudie l'organisme scolaire est tenu de communiquer son intérêt pécuniaire. Il est également tenu de divulguer aux autres membres de l'organisme scolaire la nature de son intérêt pécuniaire et de ne pas prendre part à la discussion s'y rapportant, de s'abstenir de voter ou d'influencer la discussion ou le vote se rapportant à la question. Si la réunion a lieu à huis clos, le membre n'assiste pas à la réunion. Si le membre n'assiste pas à la réunion au cours de laquelle a lieu la discussion concernant la question, il communique son intérêt pécuniaire à la réunion suivante.

Le présent article ne s'applique pas au membre qui a un intérêt pécuniaire en commun avec les résidents du district scolaire ou si l'intérêt est à ce point faible qu'il n'est pas de nature à l'influencer.

art. 123 La communication d'un intérêt pécuniaire par un membre est consignée au procès-verbal de la réunion tout en indiquant si la réunion est publique. Si la réunion est tenue à huis clos, la communication, sans les détails, d'un intérêt pécuniaire est consignée au procès-verbal de la réunion publique suivante.

art. 124 Le membre qui omet de divulguer un intérêt pécuniaire à l'organisme scolaire devient inhabile et est tenu de démissionner immédiatement.

art. 125 Si un organisme scolaire conclut un contrat sans être au courant de l'intérêt pécuniaire d'un de ses membres, il n'est pas lié par ce contrat, sauf dans le cas d'un :

- contrat pour fourniture de biens et de services en cas d'urgence;
- contrat pour la vente de biens et de services dans le cours ordinaire des affaires; ou

- contrat de travail conclu avec un membre de la famille du membre.

PARTIE V RÔLE DU MINISTRE ET QUESTIONS FINANCIÈRES

art. 126 Le ministre applique la loi, établit les programmes d'études et les normes pour le programme d'enseignement. Le ministre donne les directives prévues par la loi, prend les mesures qu'il estime nécessaires pour le maintien du niveau le plus élevé possible des normes relatives au programme d'enseignement et établit les normes pour les programmes de formation des enseignants.

Le ministre détermine par règlement les heures d'enseignement pour l'année d'enseignement, lesquelles sont les suivantes : 570 heures au maximum à la maternelle; 997 heures au minimum de la première à la sixième année; et 1 045 heures au minimum de la septième à la douzième année.

art. 127 L'exercice des organismes scolaires est du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice en cours des organismes scolaires continue jusqu'au 1^{er} juillet si la présente loi entre en vigueur à une autre date que le 1^{er} juillet ou le 30 juin.

art. 128 Le ministre peut, par subvention ou contribution, accorder à un organisme scolaire les fonds de fonctionnement, d'entretien et des dépenses en immobilisations nécessaires à l'application du programme d'enseignement.

Le ministre peut réduire ou suspendre les paiements si l'organisme scolaire ne présente pas les rapports exigés par la loi, n'entretient pas les biens ou n'a pas exercé ses activités de façon satisfaisante ou si l'agent financier de ne s'acquitte pas de ses fonctions.

art. 129 L'organisme scolaire détient tous ses fonds dans une banque. Le ministre peut, avec l'autorisation du ministre des Finances, donner des directives à l'organisme scolaire concernant les procédures financières de ce dernier.

Vérification

art. 130 Chaque organisme scolaire nomme un vérificateur.

art. 131 Chaque organisme scolaire fait effectuer une vérification annuelle en conformité avec la partie IX de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le vérificateur procède à la vérification

des comptes et des procédures financière et non financières. Le ministre peut exiger de l'organisme scolaire des examens et des rapports supplémentaires.

art. 132 Le vérificateur a accès aux dossiers de l'organisme scolaire à l'exception des dossiers des élèves. Il a le droit de demander les renseignements dont il a besoin pour faire la vérification. Il avise le ministre de quiconque possède les renseignements et refuse, même après avoir reçu une demande par écrit de sa part, de les lui fournir. Le ministre peut ensuite examiner le refus, demander par écrit les renseignements en question et prendre les autres mesures nécessaires.

art. 133 Le vérificateur présente un rapport au président de l'organisme scolaire ainsi qu'au surintendant. Le rapport contient les états financiers vérifiés de l'organisme scolaire, une déclaration du vérificateur indiquant si, à son avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'organisme scolaire et l'évolution financière au cours de l'exercice précédent. De plus, la déclaration indique si les livres comptables appropriés ont été tenus et si les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à la *Loi sur l'éducation* et à ses règlements d'application, aux règlements administratifs de l'organisme scolaire et aux directives du ministre ou du surintendant.

L'agent financier de l'organisme scolaire et le surintendant examinent les états financiers vérifiés et signent une déclaration indiquant qu'ils ont fourni au vérificateur tous les renseignements dont ils avaient connaissance. Le président présente ensuite le rapport à l'organisme scolaire.

L'organisme scolaire examine le rapport, l'approuve et le fait parvenir au ministre. Si l'organisme scolaire n'approuve pas le rapport, le ministre peut en exiger une copie, nommer un autre vérificateur et prendre les mesures qu'il juge nécessaires.

art. 134 Le vérificateur signale toute dépense ou opération de l'organisme scolaire qui dépasse le champ des attributions qui lui sont investis ainsi que toute irrégularité de ses opérations.

Évaluation et imposition

art. 135 Si l'organisme scolaire a été investi du pouvoir d'obtenir des fonds à des fins scolaires au moyen de l'impôt foncier, les propriétés évaluables qui se trouvent sur le territoire relevant de sa compétence sont assujetties à l'imposition à des fins scolaires.

L'administration scolaire de district convoque une assemblée des contribuables en vue de déterminer le montant qu'elle doit recueillir aux fins scolaires pour l'année suivante et en fait la demande auprès du conseil de l'administration fiscale ou du ministre des Finances si le district scolaire se trouve dans une zone d'imposition générale.

art. 136

L'administration fiscale municipale verse les impôts fonciers qu'elle a prélevés à des fins scolaires, soit à l'administration scolaire de district d'une zone d'imposition municipale, soit au percepteur d'impôt foncier nommé en vertu de la *Loi sur l'évaluation et l'impôt fonciers*, si l'administration scolaire se trouve dans la zone d'imposition générale.

Le percepteur d'impôt verse à l'organisme scolaire les impôts fonciers qu'il a prélevés à des fins scolaires dans le district de l'organisme scolaire, en conformité avec la demande de l'organisme prévue au paragraphe 135(2).

Les impôts fonciers sont payés en conformité avec la *Loi sur l'évaluation et l'impôt fonciers*, ou en quatre versements, si les impôts sont prélevés dans la zone d'imposition générale.

L'administration scolaire de district n'a pas besoin d'obtenir l'approbation du ministre pour la partie des prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses qui touche les fonds provenant de l'impôt foncier.

Pouvoir d'emprunt

art. 137

Le pouvoir de l'organisme scolaire de contracter des emprunts est soumis à la partie IX de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

art. 138

L'organisme scolaire d'une zone d'imposition municipale peut demander au ministre des Finances, au Conseil de gestion financière et au ministre l'autorisation de contracter un emprunt afin de payer les dépenses courantes.

S'il reçoit l'approbation, l'organisme scolaire peut emprunter la somme nécessaire jusqu'à ce que les impôts fonciers prélevés soient mis à sa disposition et garantir l'emprunt par un billet à ordre. Dès les impôts fonciers prélevés, c'est le premier emprunt à rembourser.

Si les membres de l'organisme scolaire votent en faveur de changer l'utilisation initiale des sommes empruntées, ils sont tenus responsables du montant détourné.

art. 139 L'organisme scolaire peut adopter un règlement administratif pour contracter un emprunt garanti par une débenture afin d'acquérir, d'améliorer, de construire, de réparer ou d'équiper un emplacement scolaire, le logement réservé au personnel scolaire ou un bâtiment devant servir à l'administration scolaire ou pour acheter des véhicules automobiles pour le transport des élèves.

Si les membres de l'organisme scolaire votent en faveur de changer l'utilisation initiale des sommes garanties par une débenture, ils sont tenus responsables du montant détourné.

art. 140 L'organisme scolaire peut adopter un règlement administratif pour contracter un emprunt garanti par une hypothèque afin d'acquérir des biens-fonds, de construire des bâtiments ou de fournir le logement aux employés.

Si les membres de l'organisme scolaire votent en faveur de changer l'utilisation initiale des sommes garanties par une hypothèque, ils sont tenus responsables du montant détourné.

art. 141 L'organisme scolaire peut, avec l'approbation du ministre, du Conseil de gestion financière et du ministre des Finances, adopter une résolution spéciale afin de contracter un emprunt destiné au financement de projets relatifs au programme d'enseignement.

Si les membres de l'organisme scolaire votent en faveur de changer l'utilisation initiale des sommes empruntées, ils sont tenus responsables du montant détourné.

art. 142 Les sommes empruntées en vertu d'un règlement administratif, d'une résolution ou d'une résolution spéciale ne peuvent être utilisées qu'aux fins précisées. Par contre, l'organisme scolaire peut utiliser comme bon lui semble le solde qui reste une fois les travaux terminés ou l'affecter au paiement des coupons de la prochaine débenture à échoir.

art. 143 L'organisme scolaire demande aux contribuables du district de voter sur le règlement, la résolution ou la résolution spéciale en question.

art. 144 Si la majorité des contribuables votent en faveur, l'organisme scolaire peut émettre une débenture afin de garantir le montant du principal emprunté et les intérêts qui s'y rapportent. La débenture est signée par l'agent financier et le président de l'organisme scolaire, puis scellée au moyen du sceau de l'organisme scolaire.

La débenture porte intérêt au même taux d'intérêt avant et après son échéance. Elle doit avoir une durée maximale de 20 ans et porter une date qui tombe dans les 12 mois qui suivent la date à laquelle le ministre a autorisé l'emprunt. Le premier versement peut être payable, n'importe où au Canada, dans les 18 mois qui suivent la date de la débenture.

art. 145 Le corps dirigeant envoie la débenture au ministre avant de l'émettre.

art. 146 Le ministre contresigne la débenture s'il est convaincu que les exigences légales ont été respectées. Le contreseing constitue une preuve concluante de la validité de la débenture.

art. 147 Si la majorité des contribuables du district votent en faveur du règlement administratif relatif à l'attribution d'une hypothèque, l'organisme scolaire peut consentir une hypothèque pour garantir le principal emprunté et les intérêts qui s'y rapportent.

District scolaire confessionnel public - Questions financières

art. 148 Les contribuables d'un district scolaire confessionnel public ne sont tenus de payer que les impôts qu'ils se fixent.

art. 149 Seules les personnes qui soutiennent le district scolaire confessionnel public par leurs impôts fonciers peuvent voter sur une question financière qui concerne le district en question.

Seules les personnes qui soutiennent le district scolaire par leurs impôts fonciers peuvent voter sur une question financière touchant à l'administration scolaire de district.

L'administration fiscale municipale fait parvenir à la personne qui supervise le vote la liste des contribuables du district qui soutiennent l'administration scolaire confessionnelle publique de district et de ceux qui soutiennent l'administration scolaire de district.

Si un district scolaire confessionnel public a été constitué, chaque contribuable dépose une déclaration dans laquelle il précise son

soutien au district scolaire public ou au district scolaire confessionnel public, ou aux deux districts dans le rapport indiqué, et l'évaluateur répartit les impôts en conséquence. Chaque électeur qui n'est pas un contribuable dépose une déclaration indiquant le district scolaire qu'il soutient.

Les tenants conjoints, ou les tenants communs, peuvent affecter leur partie des impôts fonciers à l'administration scolaire publique de district ou à l'administration scolaire confessionnelle publique de district.

Une personne morale peut déposer une déclaration indiquant si elle soutient l'administration scolaire publique de district ou l'administration scolaire confessionnelle publique de district. Les impôts fonciers sont répartis en conséquence.

Quand une personne morale ne dépose pas de déclaration, les impôts fonciers sont répartis entre le district scolaire public et le district scolaire confessionnel public selon le nombre d'élèves dans chacun.

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Universités

art. 150

Aucune université ou aucun établissement décernant des diplômes ne peut être constitué dans les Territoires sans y être autorisé par une loi et sans l'autorisation écrite du ministre.

Règlements

par. 151(1)

Le ministre peut par règlement :

- (a) préciser la fréquentation scolaire des élèves et son application;
- (b) préciser l'établissement des dossiers scolaires;
- (c) prescrire les autres renseignements qui doivent être contenus dans le dossier scolaire, ou en être exclus;
- (d) fixer le délai pendant lequel un directeur d'école peut apporter des corrections au dossier scolaire;
- (e) prescrire les fonctions du directeur d'école en ce qui a trait aux programmes d'enseignement à domicile;
- (f) préciser les programmes d'enseignement à domicile;
- (g) régir les écoles privées;
- (h) préciser tout ce qui peut être exigé afin de donner effet à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- (i) constituer une commission scolaire francophone de division et préciser le territoire qui relève de sa compétence;

- (j) préciser la procédure de l'élection des membres d'une commission scolaire francophone de division;
- (k) préciser la constitution d'un comité d'appel par une administration scolaire de district ou par un conseil scolaire de division;
- (l) régir la procédure par laquelle une administration scolaire de district tient une audience de renvoi d'un élève;
- (m) régir la procédure d'appel d'une décision devant un comité d'appel constitué par une administration scolaire de district ou par un conseil scolaire de division;
- (n) régir la procédure par laquelle un comité d'appel étudie, entend l'appel et fait rapport de sa décision en vertu de l'article 41;
- (o) régir la procédure d'appel devant le ministre en ce qui a trait à une décision de renvoi d'un élève en vertu du paragraphe 43(1) et la procédure d'enquête et d'audition d'appel;
- (p) régir l'utilisation des installations scolaires en dehors des heures de classe;
- (q) régir le service du transport des élèves;
- (r) fixer la durée de l'année d'enseignement.

par. 151(2)

Le ministre peut, par règlement :

- (a) prescrire les compétences pour l'emploi du personnel scolaire;
- (b) prescrire la délivrance, la suspension, l'annulation et le rétablissement des brevets d'enseignement;
- (c) prescrire les fonctions du registraire en ce qui a trait à l'inscription, la délivrance des brevets d'enseignement;
- (d) préciser l'établissement et l'approbation d'un programme de formation des directeurs d'école et les normes d'admission et de réussite à ce programme;
- (e) préciser la délivrance du certificat d'admissibilité au poste de directeur d'école et les conditions d'emploi d'un enseignant au poste de directeur d'école;
- (f) préciser les fonctions supplémentaires des conseillers d'orientation;
- (g) préciser les fonctions d'un surintendant en ce qui a trait aux programmes d'enseignement à domicile;
- (g.1) régir les modalités de consultation pour le choix de la langue d'enseignement;
- (h) préciser les qualités requises des aides-enseignants;
- (i) prescrire les fonctions supplémentaires des surintendants;
- (j) préciser l'évaluation du personnel scolaire par le directeur d'école;
- (k) préciser l'appel interjeté par un enseignant de la décision de suspension ou d'annulation d'un brevet d'enseignement;

- (l) régir le renvoi d'un enseignant pour cause d'incompétence;
- (m) prescrire de quelle manière et dans quel délai un enseignant renvoyé pour cause d'incompétence peut interjeter appel.

par. 151(3)

Le ministre peut, par règlement :

- (a) constituer une administration scolaire de district pour chaque district scolaire;
- (a.1) prescrire de quelle manière les résidents des Territoires peuvent présenter une demande au ministre en vertu de l'article 79.1;
- (b) attribuer les pouvoirs et les fonctions aux administrations scolaires de district;
- (c) prescrire de quelle manière les résidents d'un district scolaire peuvent présenter une demande au ministre en vertu de l'article 86;
- (d) préciser les mesures à prendre relativement à la constitution ou au fonctionnement d'une administration scolaire de district, lorsqu'une demande présentée en vertu du paragraphe 86(4) a été approuvée;
- (e) régir le déroulement des travaux des administrations scolaires de district;
- (f) constituer un conseil scolaire de division pour chaque division scolaire;
- (g) attribuer les pouvoirs et les fonctions aux conseils scolaires de division;
- (h) prescrire de quelle manière l'administration scolaire de district d'une division scolaire peut présenter une demande au ministre en vertu du paragraphe 103(4);
- (i) régir la constitution ou le fonctionnement d'un conseil scolaire de division dont le ministre a approuvé la demande en vertu du paragraphe 103(4);
- (j) régir le déroulement des travaux des conseils scolaires de division;
- (k) fixer les honoraires et les indemnités à verser aux membres d'un organisme scolaire;
- (l) régir les assemblées, les scrutins et les votes des contribuables qui se tiennent pour déterminer la constitution ou non d'une administration scolaire de division;
- (m) préciser de quelle manière est donné l'avis d'assemblée des contribuables visés au paragraphe 98(3);

par. 154(4)

Le ministre peut, par règlement :

- (a) prévoir la préparation d'un plan opérationnel;
- (b) régir la procédure par laquelle l'organisme scolaire détient et retire des fonds;

- (c) préciser la nomination d'un vérificateur;
- (d) prescrire les principes qui doivent être appliqués à la vérification;
- (e) régir la soumission d'un règlement administratif, d'une résolution ou d'une résolution spéciale par un organisme scolaire à un vote;
- (f) prescrire la peine, consistant en une amende maximale de 500 \$, à imposer par procédure sommaire pour la contravention à un règlement;
- (g) déterminer le contenu des formules pour l'application de la présente loi;
- (h) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi; et
- (i) prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

par. 151(5) Avant de prendre ou de modifier un règlement pris en vertu de la présente loi, le ministre consulte les organismes scolaires sur le contenu proposé du règlement ainsi que sur sa rédaction et peut consulter toute personne au sujet du projet de règlement.

par. 151(6) Le ministre établit et conserve un registre des organisations qu'il doit consulter sur le contenu proposé des règlements et leur rédaction.

par. 151(7) Toute organisation peut demander au ministre d'inscrire son nom au registre et, en conformité avec les règlements, le ministre l'inscrit.

4144-5-SS



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Jean-Marie Mariez
Responsable des programmes
d'enseignement de langue française
Ministère de l'Éducation
de la Culture et de la Formation
Gouvernement des T.N.-O.
C.P. 1320
Yellowknife, (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9

DEC - 6 1995

Monsieur,

Pour faire suite à notre rencontre du 24 novembre dernier, j'aimerais clarifier la position du ministère du Patrimoine canadien quant au projet d'une école pour la communauté francophone de Yellowknife.

D'une part, il serait souhaitable que le ministre de l'Éducation des Territoires, nouvellement nommé à ce poste, fasse une demande formelle de financement au ministre du Patrimoine. Une telle demande devrait préciser l'engagement politique et financier du gouvernement territorial à l'égard de ce projet et aussi indiquer l'échéancier prévu. Il serait aussi souhaitable que cette demande soit étoffée de l'appui de la communauté et possiblement d'autres partenaires tels la municipalité et d'autres ministères.

D'autre part, puisque la communauté francophone de Yellowknife considère présentement acquérir un centre communautaire, il n'est pas réaliste de penser que le ministère du Patrimoine puisse actuellement appuyer deux projets de ce type de front. Étant donné le contexte budgétaire très serré, il est donc très important qu'il se dégage un consensus au sein de la communauté assorti d'un plan d'ensemble à long terme qui couvrirait le volet scolaire et le volet communautaire.

Un tel plan d'ensemble, indiquant les diverses sources de financement et faisant l'unanimité au sein des partenaires clés, aurait une bien meilleure chance de recevoir l'aval du ministère du Patrimoine.

.../2


Canada



- 2 -

En espérant que ces quelques mots permettront de clarifier l'essence de nos dernières discussions, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le chef
Opérations et coordination régionale



Roger Farley

c.c. Ken East

Author: Roger Farley at JLS7-HULL
Date: 95-11-16 15:13
Priority: Normal
TO: Ken East at YELLOWKNIFE
CC: Paul-Émile Leblanc
CC: Hilaire Lemoine
CC: Jean-Gilles Francoeur
Subject: École Allain St-Cyr

----- Message Contents -----

Jean-Marie Mariez just phoned me to let me know that he had a meeting yesterday with you concerning the construction of a new francophone school. From the tone he had, I could feel that he was not very happy by our position! I still do not understand why the GNWT is pushing hard on this project at this time. Also, I cannot say if it should be interpreted as strong commitment from GNWT to build a new school. Last year, GNWT told us on several occasion that a new francophone school was considered but only in 1999.

I do not have, except the last August letter asking that we pay at 100% the new school, indications that the 1999 horizon has been changed and why?

Jean-Marie is coming in Ottawa next week for ACELF (Association canadienne d'éducation en langue française) and ask for a meeting with us. I agreed to meet with him at 11:00 on Friday, Nov 24.

I understand that what he wants from us is a commitment to finance the new school at 75% using the argument that Canadian Heritage have financed similar projects at 100% in Saskatchewan.

As I told you when I was in Yellowknife, the Department has no indication from the new directors of the School Council to the effect that the construction of a new school is a priority and no indication with regard to the timing/planning of the project. Also, we do not know if the community at large supports the project. The last thing we need is a division in the community because someone in the Department of Education, for a reason not well understood, push hard for a new francophone school.

I'll keep you informed.

Roger F.

Author: Ken East at YELLOWKNIFE
Date: 95-11-16 18:58
Priority: Normal
CC: Paul-Émile Leblanc at JLS7-HULL
CC: Hilaire Lemoine at JLS7-HULL
CC: Jean-Gilles Francoeur at JLS7-HULL
TO: Roger Farley at JLS7-HULL
TO: Josie Weninger at PNWT-FORT-SMITH
TO: Lise Picard
Subject: Re: École Allain St-Cyr

----- Message Contents -----

You are right. He is not happy. I held to the 50% from us and indicated that I wanted to see a firm commitment of an amount from the Territorial Government before we proceeded further. After we have that commitment, we could then work together with the community to find creative ways to fund the shortfall.

Within the next weeks, I will endeavor to meet with the ADM-Education if one is appointed to ensure that he/she is aware of our position.

I would appreciate some information on what happened in Saskatchewan as it appears to be an important part of Jean-Marie's arsenal.

Meanwhile, it is important that we hold together in our approach and get community commitment.

Ken

----- Reply Separator -----

Subject: École Allain St-Cyr
Author: Roger Farley at JLS7-HULL
Date: 11/16/95 3:13 PM

Jean-Marie Mariez just phoned me to let me know that he had a meeting yesterday with you concerning the construction of a new francophone school. From the tone he had, I could feel that he was not very happy by our position! I still do not understand why the GNWT is pushing hard on this project at this time. Also, I cannot say if it should be interpreted as strong commitment from GNWT to build a new school. Last year, GNWT told us on several occasion that a new francophone school was considered but only in 1999.

I do not have, except the last August letter asking that we pay at 100% the new school, indications that the 1999 horizon has been changed and why?

Jean-Marie is coming in Ottawa next week for ACELF (Association canadienne d'éducation en langue française) and ask for a meeting with us. I agreed to meet with him at 11:00 on Friday, Nov 24.

I understand that what he wants from us is a commitment to finance the new school at 75% using the argument that Canadian Heritage have financed similar projects at 100% in Saskatchewan.

As I told you when I was in Yellowknife, the Department has no indication from the new directors of the School Council to the effect that the construction of a new school is a priority and no indication with regard to the timing/planning of the project. Also, we do not know if the community at large supports the project. The last thing we need is a division in the community because someone in the Department of Education, for a reason not well understood, push hard for a new francophone school.

I'll keep you informed.

Canada

Budget Igaliut 95-96

→ 30 000 \$

→ réduire à 13000\$ cette année

→ 25000\$ pour l'an prochain

GNWT → veut mettre 1% dans les écoles
pas dans l'adon.

École Allain St-Lyr

ivré: Jul 12, 1995 2:34 PM EDT MSG: DNGA-4100-0700
A: DUPASQUIER.N
CC: DECARY.M, HURTUBISE.SL, LEMOINE.H
CCI:
Sujet: TNO
Opt-envoi:

Il y a possibilité mais il faut être très PRUDENT. Ils sont très agressifs.
Il est trop tôt pour donner une indication précise. J'ai déjà demandé à Hilaire Lemoine d'y réfléchir et de développer des possibilités.

*** Retransmis par RICS Plus ***

Posted: Tue Jul 11, 1995 2:34 PM EDT Msg: GNGA-0739-9600
From: DUPASQUIER.N
TO: COLLET.RJ
CC: DECARY.M, HURTUBISE.SL
Subject: Gestion scolaire aux TNO

Le Ministre souhaiterait savoir s'il nous sera possible, financièrement parlant, d'aider le Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (comme mesure incitative) dans la mise en oeuvre de la gestion scolaire advenant une demande de leur part?

*** Fin de message transmis ***

*Hilaire, Jean-Gilles me dit qu'il n'y a rien à faire dans
l'immédiat - au besoin, on en reparlera vendredi à 10h.*

Elise

OK

8/8/95

Réunion avec J-Marie

- Gayle Joyce, directrice politique
France Gervais (le parti impliqué)
- élections en oct.
- Gervais part à la mi-oct
M. Erbroun (interim) → Est
Marc Cleland (?) → Ouest
- école St-Patrick → à MK2 où on voulait déménager
des vidi en sept.
- besoins des francophones ne justifient plus une const.
en 99 à cause des coupures

Alain St-Germain
50 itives / 70-80 en les 2000
K-9^e

- sursege projet à frais partagés 50/50
- éviter de nous blâmer s'il n'y a pas d'école
- pas d'autre espace disponible sur J-Marie

Hilaire,

Voici pour ton info pour la rencontre avec Jean-Marie Mariez, mardi le 8 août à 9h00.

Son sous-ministre est H.J. Gerein et son ministre est Richard Nerysoo, bien qu'ils auront des élections à l'automne.

Langues officielles dans l'enseignement
Tableau comparatif - TNO

	92-93	93-94	94-95	95-96
Infrastructure	135 000	121 500	115 430	109 000
Développement	910 000	884 000	917 300	881 000
Gestion scolaire (Yellowknife)	0	50 000	100 750	111 000
Total	1 045 000	1 055 500	1 133 480	1 101 000 (-3% sur 94-95)

JGF

95.7.28

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES

819 953 6580;# 1/ 4

Post-it FAX TRANSMITTAL MEMO 7671 NO. OF PAGES 4

TO: ROGER FARLEY	FROM: J M MARIEZ
CO.:	CO.:
DEPT.:	PHONE #:
FAX #: 819 953 6580	FAX #: 403 873 0109

Northwest Territories Education, Culture and Employment

Mr. Roger Farley
Head of Operations, Western Region
Canadian Heritage
15 Eddy Street, 7th Floor
Hull, Quebec
K1A 0M5

Dear Mr. Farley:

Re: Funding for the New Allain St-Cyr School

The Department of Education, Culture and Employment would like to explore the possibility of Heritage Canada funding the construction of a new building to house the French first language students who presently attend the Allain St-Cyr school.

First, Mr. Farley, to better explain the Department's reasons for this request, allow me to give you a brief history of the Allain St-Cyr school and an account of the current and future financial situation in the Northwest Territories.

In September 1989, the French as a First Language Program was launched in Yellowknife. It started at J.H. Sissons, which is a dual track school (English program and French Immersion program). In October 1989, the students moved into two new portable classrooms, thus setting the groundwork for the Allain St-Cyr school (ASC). The students continued to use certain services at Sissons, such as the gymnasium and library. In September 1993, two more portable classrooms were added to accommodate a growing number of students and grades. Since 1994, a fifth portable has been used as the office of the Conseil scolaire de Yellowknife, the ASC school library, the teacher's lounge, as well a place for storing items belonging to the school.

Given the continuing growth of enrollments associated with the increasing size of the French Canadian population in Yellowknife, the Department in the fall of 1994, projected the need to replace the present ASC school in its five-year capital needs forecast. Construction of the school was anticipated for 1999-2000, if conditions did not significantly change before then.

In February 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife requested an additional portable for establishing a resource centre for ASC for the 1995-96 school year.

.../2



- 2 -

In April 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, also requested to transfer the school from the Yellowknife School District #1 to the Yellowknife Separate School District #2, and to move the ASC school into buildings belonging to the Yellowknife Separate School District #2 by September 1995. Part of the Conseil's justification included the lack of space and their dissatisfaction with the portables. The Department for a number of reasons, such as the school capacity of each district, turned down this transfer. In addition, the Department clearly advised the Conseil scolaire francophone de Yellowknife of the tentative nature of the five-year capital forecast and indicated that they would be reviewing the timing of a new ASC school in light of major future budgetary restraints.

In fact, the Federal Government, the source for almost 80% of our funding, advised us of the continuing deep budget cuts in its grant to the Government of the Northwest Territories. Future budget reductions by the Federal Government, as well as meeting the demands associated a high population growth could result in our deficit reaching \$130 million for 1996 if nothing is done to contain it.

In response, in 1995 our Legislative Assembly tabled a motion stipulating that: 1) the maximum deficit for the NWT for one year could not exceed 1% of the total budget for the NWT; and 2) where a deficit has been incurred in a year, the budget for the new year has to include the deficit for the previous year and produce a balanced budget.

To prepare for such a possibility, we must plan restraint measures that will ensure a balanced budget. This will likely involve such a major restructuring departments and agencies, the reduction of many services, and a revision of the five-year capital forecast, eliminating or postponing certain construction projects.

Although the impacts of the budgetary restraints are not fully known, it is unlikely that we could support participation in the funding of the construction of a new school for a small number of students, regardless of origin, when higher need projects will be delayed.

In order to respond to the adamant requests of French parents and the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, the Department of Education, Culture and Employment wish to explore the possibility of financial assistance of approximately \$4 million from Heritage Canada for the construction of the new Allain St-Cyr school as soon as possible (see the appendix for a brief description of the project). The Department's support and participation in the implementation and carrying out of the project will consist of the use and cooperation of its resource people. Although no capital funds can be made available for this project, the Department does contribute to the education of French students in the NWT by supplying the two school boards concerned (in Yellowknife and Iqaluit) with a "per pupil grant" for each student registered in French programs which is equitable to that given to other students.

.../3

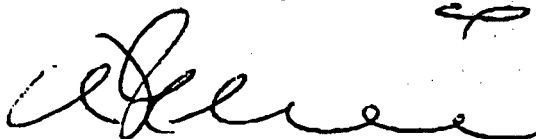
SENT BY: EDUC, CULT & EMPL. ; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES→

819 953 6580;# 3/ 4

- 3 -

Mr. Jean-Marie Mariez, the Department's representative, looks forward to meeting with you regarding this matter in Hull on August 8, 1995.

Yours sincerely,



H. J. Gerein
Deputy Minister

cc: Jean-Marie Mariez, Curriculum Coordinator/French Programs

Appendix

Brief Description of the Construction Project for the New Allain St-Cyr School

A detailed description is currently being developed. In the interim, this brief description is based on what the basic contents are of a new small school in the NWT:

- the school would have a total area of 1,480 square meters. It could accommodate up to 120 students. The number of students in 1994-95 was 53. A maximum of 70 to 80 students is anticipated for the 1999-2000 school year. The basic contents would be:
 - six classrooms, each with an area of 70 square meters, for a total of 420 square meters. These rooms could be converted according to need. For example, four classrooms of 70 square meters each, one classroom of 40 square meters and two other classrooms of 50 square meters each. One classroom could be used as a laboratory;
 - a gymnasium;
 - washrooms;
 - a storage room;
 - administration offices;
 - a small meeting room;
 - an infirmary/medical holding room
 - a resource centre/library.
- the school would be a modular type building, thus allowing for additional rooms, if the need were to arise.
- this construction project is estimated at \$4.0 million, which corresponds to the average normal cost for the construction of a "basic" school of the same area in the Northwest Territories.
- there is the possibility of a future partnership with Francophone community organizations whereby certain additions could be made to this school, such as a daycare, a kitchen, a platform/stage for drama productions, offices for community associations, etc. This community partnership would be developed in conjunction with the various contributors in the Francophone community and the approval of the parties concerned would have to be obtained. The community partnership could not, at any time, interfere with the construction of a new school. Any addition to this "basic" school, such as a community wing, would automatically involve costs that would be additional to the initial estimate for the school and for which the Government of the NWT would not be responsible.

8144-5-96

déembre 1995

Monsieur Jean-Marie Mariez
Responsable des programmes
d'enseignement de langue française
Ministère de l'Éducation
de la Culture et de la Formation
Gouvernement des T.N.-O.
C.P. 1320
Yellowknife, (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9

Monsieur,

Pour faire suite à notre rencontre du 24 novembre dernier, j'aimerais clarifier la position du ministère du Patrimoine canadien quant au projet d'une école pour la communauté francophone de Yellowknife.

D'une part, il serait souhaitable que le ministre de l'Éducation des Territoires, nouvellement nommé à ce poste, fasse une demande formelle de financement au ministre du Patrimoine. Une telle demande devrait préciser l'engagement politique et financier du gouvernement territorial à l'égard de ce projet et aussi indiquer l'échéancier prévu. Il serait aussi souhaitable que cette demande soit étoffée de l'appui de la communauté et possiblement d'autres partenaires tels la municipalité et d'autres ministères.

D'autre part, puisque la communauté francophone de Yellowknife considère présentement acquérir un centre communautaire, il n'est pas réaliste de penser que le ministère du Patrimoine puisse actuellement appuyer deux projets de ce type de front. Étant donné le contexte budgétaire très serré, il est donc très important qu'il se dégage un consensus au sein de la communauté assorti d'un plan d'ensemble à long terme qui couvrirait le volet scolaire et le volet communautaire.

Un tel plan d'ensemble, indiquant les diverses sources de financement et faisant l'unanimité au sein des partenaires clés, aurait une bien meilleure chance de recevoir l'aval du ministère du Patrimoine.

.../2

- 2 -

En espérant que ces quelques mots permettront de clarifier l'essence de nos dernières discussions, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le chef
Opérations et coordination régionale

Roger Farley

c.c. Ken East

A. J. J. J. J.
de: Roger

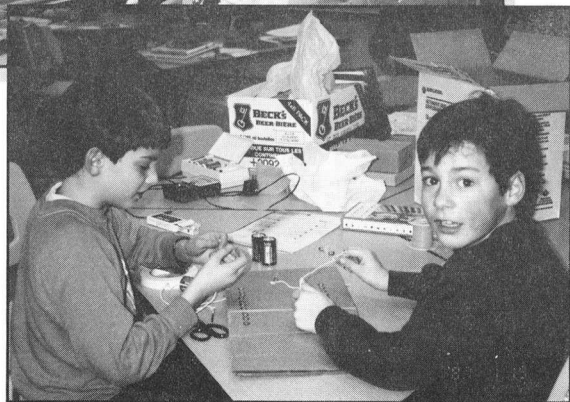


Autonomie Source de fierté Connaissances



ÉCOLE ALLAIN ST-CYR

L'ÉCOLE ALLAIN ST-CYR
est une institution franco-ténoise
qui regroupe des élèves
de langue et de culture françaises
et qui véhicule
la culture canadienne-française



*Les centres éducatifs ...
et les expériences scientifiques...*

En 1991-1992, les programmes d'études en français langue première de la maternelle à la huitième année y seront offerts. Ces programmes d'études sont approuvés par le ministère de l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest.

Ses objectifs sont

- d'offrir une formation académique de qualité
- de doter l'élève d'un outil utile et efficace lui permettant d'établir son identité en tant que francophone
- de permettre à l'élève de maîtriser le français comme langue maternelle et l'anglais comme langue seconde
- d'éveiller et de fortifier chez l'élève un sentiment de fierté légitime pour sa langue et sa culture
- de servir de lieu d'appartenance au sein de la communauté franco-ténoise

Notre école est pour qui?

L'École Allain St-Cyr s'adresse aux enfants dont au moins un des parents se qualifie sous l'article 23 de la Charte des droits et libertés.

Extrait de l'article 23

Les citoyens canadiens :

- dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone
- qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français au Canada

ont le droit de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue

Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cet instruction.



Le comité de parents...

L'Association des Parents Francophones de Yellowknife a vu le jour en 1989 au moment où les francophones de Yellowknife revendiquaient trois classes en français, ce qui donna, par la suite, l'ÉCOLE ALLAIN ST-CYR.

Ses objectifs sont

- d'assurer que l'École Allain St-Cyr réponde aux besoins éducatifs et culturels des enfants
- d'assurer que les parents francophones aient une voix dans l'administration et l'orientation de l'école ainsi qu'une participation active dans le fonctionnement des programmes de l'école
- d'oeuvrer pour l'épanouissement de l'école et la gestion de celle-ci par les parents francophones

Personne contact :

Marie - Claire Leblanc, présidente

L'Association des Parents Francophones de Yellowknife
C.P. 2243, Yellowknife, T.N-O. X1A 2S7
Tél: (403) 920-7434

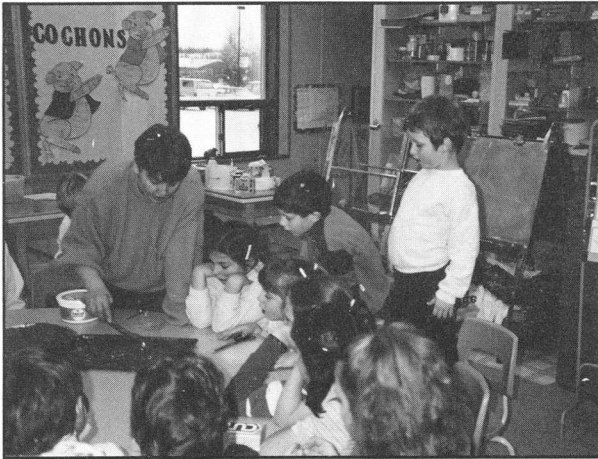
La programmation et les activités

Tous les sujets, à l'École Allain St-Cyr, sont enseignés en français, à l'exception de l'anglais qui commence en troisième année.

Le fonctionnement de l'école et ses activités sont en français.

Les francophones de la communauté enrichissent le programme scolaire en partageant leurs expertises avec les élèves.

Les activités scolaires et parascolaires renforcent l'identité et le sentiment d'appartenance à la francophonie ténnoise.



Un peu de tire... de la Sainte-Catherine

Les activités culturelles, sociales, sportives et communautaires viennent enrichir le programme scolaire et la qualité de la vie culturelle à l'école : visite du milieu, fêtes (Noël, Sainte-Catherine, Saint-Jean-Baptiste), musique, théâtre, danse, souper familial.



Un peu de sculpture...

Transport

Le transport par autobus est aux frais des parents selon les directives de la Commission scolaire.

Information

Si vous désirez plus d'informations sur les nombreux services offerts, n'hésitez pas à communiquer avec l'Association des Parents Francophones de Yellowknife ou avec l'ÉCOLE ALLAIN ST-CYR.

Adresse postale :

L'ÉCOLE ALLAIN ST-CYR

Service postal : 4444

5700, 51^{ème} avenue,

Yellowknife, T.N.-O.,

X1A 2R3

Téléphone : (403) 873-3223

**La réalisation de ce dépliant a été rendue possible grâce à la collaboration du
SECRÉTARIAT D'ÉTAT du CANADA**

Historique de l'École Allain St-Cyr et de l'Association des parents francophones de Yellowknife

NOVEMBRE ' 88

Quelques francophones se réunissent pour parler d'une 'école' pour les ayant-droits, soit: Lisette Aspireault, Denis Gaboury, Bernadette Leblanc-Fortier, Lucie St-Denis et Danielle Van Praet. Ils sont aidés dans leur démarche par Luc Laferté, alors président de l'Association Franco-Culturelle de Yellowknife.

MARS '89

Des représentants de l'Association Franco-Culturelle de Yellowknife présentent un bref à la Commission scolaire YK # 1 pour demander de mettre sur pied un programme de français langue première au niveau de la maternelle à la 2e année.

AVRIL '89

La Commission scolaire YK # 1 accepte en principe que le programme de FL-1 soit offert dans leur district (18-04-89).

MAI '89

Formation du premier comité de parents: Bernadette Leblanc-Fortier, présidente, Michelle Cimon, vice-présidente, Lucie St-Denis, secrétaire, Evelyn Dutka, trésorière et Lise Wilson, conseillère.

JUIN '89

Rencontre entre le comité de parents, M. Terry Keefe, surintendant de la Commission scolaire YK # 1 et Marcel Prud'homme, agent de projet en éducation pour la Fédération Franco-TéNOise (FFT). Le but de cette rencontre est de discuter plusieurs points reliés à l'école francophone. Les parents présentent 16 pré-inscriptions à M. Terry Keefe.

19 JUIN '89

Le Secrétaire d'État, M. Gerry Weiner, envoie une lettre au Ministère de l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest pour confirmer que le montant de 212 000\$ est accepté pour mettre su pied le projet de l'école francophone à Yellowknife. Le montant paiera les coûts du loyer, l'installation de deux portatives, le matériel scolaire, les livres et les salaires pour **deux** professeurs pour l'année scolaire '89-90.

20 JUIN '89

La Commission scolaire YK # 1 accepte le programme de FL #1 pour l'année scolaire '89-90 seulement. Ils passent une proposition pour engager deux professeurs afin d'offrir le programme de FL-1.

SEPTEMBRE '89

Les portatives de l'école francophone ne sont pas encore prêtes si bien qu'il y a maintenant seulement 10 enfants inscrits au programme. L'ouverture des classes FL-1 se fait dans une petite classe de l'école J.H. Sissons, à côté des portatives, en attendant que celles-ci soient fonctionnelles.

Ouverture avec 10 élèves, 7 élèves - 1ère et 2e année
3 élèves - maternelle
et 2 professeurs.

2 OCTOBRE '89

Ouverture des deux portatives. Les classes francophones utilisent le gymnase, la bibliothèque, la salle d'ordinateurs et la salle de musique de l'école J.H. Sissons. La direction de l'école est sous la responsabilité de l'école J.H. Sissons.

L'école est officiellement nommée *l'École Allain St-Cyr* par la Commission scolaire YK #1, suivant la recommandation du comité de parents.

Demande officielle d'adhésion à la Commission nationale des parents francophones - CNPF, dans le but d'obtenir du support et de l'information.

15-16 OCTOBRE '89

Au colloque territorial en éducation de la Fédération Franco-TéNOise, les représentants des communautés francophones recommandent en plénière:

"Au niveau territorial, de mettre sur pied et d'organiser un Conseil scolaire francophone et d'établir les principes de la gestion de l'éducation en français langue première par les parents franco-ténois."

À ce colloque en éducation étaient présents trois délégués du Ministère de l'Éducation des T.N-O.: Jean-Paul Grimard, France Benoît et Jean-Marie Beaulieu.

NOVEMBRE '89

Le Ministère de l'Éducation des T.N-O. propose de ne pas renouveler la position d'un professeur qui prendra un congé-maternité au début de février 1990. Le Ministère propose également à la Commission scolaire d'utiliser la portative libérée à son gré.

L'Association des parents francophones de Yellowknife est très alarmée et craint la **perte de l'école homogène. Il n'y a aucune garantie de récupérer la deuxième portative l'année suivante.** Il devient très difficile de recruter de nouveaux parents s'il y a des coupures au lieu d'une expansion l'année suivante - manque de confiance en la stabilité du programme.

5 DÉCEMBRE '89

L'APFY fait une présentation à la réunion de la Commission scolaire YK #1. L'APFY les informe de leur décision de les poursuivre si le poste de l'enseignante est coupé et si la Commission scolaire YK #1 n'offre pas le programme de FL-1 de la maternelle à la 6ième année en septembre '90. Les parents présentent 28 pré-inscriptions.

6 JANVIER '90 (lettre du 10 janvier)

Rencontre des représentants de l'APFY avec ceux de la Commission scolaire YK #1. L'APFY explique, de nouveau, sa position vis-à-vis la coupure du poste de l'enseignante et le climat d'insécurité qui existe face à la perte de la deuxième portative et l'extension du programme de FL-1 pour septembre 1990.

Les membres de la Commission scolaire expriment leur frustration en ce qui concerne l'**approche directe** des parents francophones et du privilège donné aux parents de participer à la prise de décisions en tant que comité **aviseur** - mais que c'est un privilège!

L'administration de l'École Allain St-Cyr est discutée. Une classe d'accueil/refrancisation est demandée par l'APFY pour assurer l'homogénéité de l'école.

9 JANVIER '90

Un poste de spécialiste de programmes en FL-1 est offert en échange du poste vacant de professeur qui quitte pour un congé de maternité. La classe d'accueil est refusée par peur de créer un précédent dans la Commission scolaire.

Incorporation de l'APFY.

FÉVRIER '90

Madame Windo Bisaro, présidente du conseil scolaire de la Commission scolaire YK #1 déclare que les parents n'ont **aucun droit** à la gestion et qu'ils doivent suivre les mêmes démarches que les autres comités aviseurs de parents anglophones quand ils s'adressent à la Commission scolaire YK #1; que ce soit pour des questions ou des inquiétudes, il faut suivre la procédure!

MARS '90

Maître Roger Lepage termine son analyse de la Loi sur l'Éducation et règlements dans les Territoires du Nord-Ouest. Me Lepage conclut que la loi scolaire est inconstitutionnelle.

La Commission scolaire YK #1 accepte, après plusieurs mois d'hésitation, de préparer les demandes de subventions pour le programme de FL-1 à l'École Allain St-Cyr, de la maternelle à la 6e année en septembre'90.

La décision de la Cour Suprême dans la **cause Mahé** donne aux parents le droit d'accès à l'éducation FL-1, à ses établissements et à la gestion.

28 MARS '90

Inauguration officielle de l'École Allain St-Cyr, agrémentée par la présence d'Allain St-Cyr, de plusieurs officiels du Ministère de l'Éducation, de la ville, de la Commission scolaire et de parents **très fiers** de leurs enfants ce jour-là.

JUIN '90

Rencontre avec le Ministre de l'Éducation, M. Stephen Kakfwi et M. Joe Handley pour discuter des points suivants:

- l'inconstitutionnalité de la Loi sur l'éducation,
- la formation d'un **comité de travail** pour amener les changements nécessaires pour que la loi se conforme à l'article 23,
- du financement de l'enseignement en français et de la gestion.

Présents: Fernand Denault (FFT), Bernadette Leblanc-Fortier (APFY) et Lucie Lachance (Iqaluit).

29 JUIN '90

Lettre du Ministre M. Kakfwi à Fernand Denault. Il n'y a aucune mention de comité de travail. Une brochure intitulé "*Aidez-nous à modifier la Loi sur l'éducation*" nous est envoyée afin de susciter les opinions des francophones et de tout autre organisme susceptible d'être intéressé par l'éducation à travers les T.N-O.

8 AOUT '90

L'APFY demande de l'administration pour l'école Allain St-Cyr par l'intermédiaire d'un des professeurs pour l'automne '90.

22 AOUT '90

Réponse de M. Kakfwi à une lettre de la FFT du début juillet; il n'accepte pas de former un comité de travail pour le conseiller sur les changements à apporter à la section de la Loi sur l'éducation qui porte sur la langue d'enseignement.

FIN AOUT '90

Après avoir consulté tous les parents de l'école Allain St-Cyr, ceux-ci réalisent la très grande importance de protéger leurs droits en éducation FL-1. Ils choisissent d'entreprendre une action légale pour protéger leurs droits.

Me Lepage est mandaté pour préparer un exposé de la demande.

10 SEPTEMBRE '90

Lettre à Mme K. Ruff, le 10 septembre '90, du Bureau de la Contestation Judiciaire, expliquant la position de l'APFY et ses inquiétudes face au questionnaire envoyé à tous les agents en éducation des T.N-O.

15-16 SEPTEMBRE '90

Rencontre territoriale en Éducation. Quelques fonctionnaires du Ministère de l'Éducation sont présents; **discussion sur la gestion scolaire.**

Me Roger Lepage, avocat pour l'APFY, fait un exposé sur l'article 23 de la Charte canadienne et sur le jugement Mahé.

Paul Charbonneau, de la CNPF, fait une présentation intitulé *"Comment faire reconnaître nos droits"*.

Bernadette Leblanc-Fortier fait un historique de l'APFY et du développement de l'école Allain St-Cyr. Les présentations sont suivies par une période de discussion où les parents de Yellowknife expriment leur désir d'avoir leur école francophone et la gestion de cette école.

Présentation de l'étude sur les nombres et les besoins en éducation préparée par Mme Diane Mahoney, agente de la FFT.

2 OCTOBRE '90

Le Ministre de l'Éducation nous fait parvenir un document intitulé *"Aidez-nous à modifier la Loi sur l'éducation"*. Ce document regroupe les 8 langues officielles des T.N-O. et ne reconnaît pas les droits garantis aux francophones dans l'article #23 de la Charte canadienne des droits et libertés. L'APFY y répond plus tard avec l'aide d'études sur le cas Mahé et celle de Me Lepage sur l'inconstitutionnalité de la Loi sur l'éducation dans les T.N-O.

NOVEMBRE '90

Lettre de M. Eric Colbourne (Ministère de l'Éducation) à M. Allen Petten qui explique que l'allocation par élève (per pupil grant) pour l'École Allain St-Cyr, ne sera plus versé par le ministère (sous prétexte de "double funding").

M. Terry Keefe, surintendant de la Commission scolaire YK #1, nous demande de le rencontrer pour discuter de l'administration de l'École Allain St-Cyr.

Exposé de la demande est déposé à la Cour Suprême des T.N-O. par l'APFY et la FFT.

DÉCEMBRE '90

Embauche d'une agente en éducation, Johanne Thibeault, pour établir un comité de parents et une garderie francophone.

L'APFY rencontre la Commission scolaire YK #1 pour discuter:

- des besoins de l'École Allain St-Cyr pour '91/92, extension du programme jusqu'en 7 et 8e année,
- de l'administration de l'École Allain St-Cyr, arrangement genre "head teacher",
- du financement du programme à l'École Allain St-Cyr, discussion de la lettre de M. Joe Handley à ce sujet (lettre du 5 décembre concernant l'affectation du personnel).

JANVIER '91

L'APFY rappelle au Ministère de l'Éducation, le but de la contribution du Canada dans l'entente bilatérale Canada-Territoires du Nord-Ouest, en ce qui trait à l'enseignement de la langue de la minorité. L'APFY demande au Ministère de l'Éducation de donner la portion financière par élève (per pupil grant) à l'École Allain St-Cyr, pour l'année en cours (comme cela se fait pour tout élève des T.N-O.).

L'APFY fait une demande l'extension du programme et des ressources nécessaires pour un programme de FL-1 de la maternelle à la 8e année pour l'année scolaire '91-92 auprès de la Commission scolaire YK # 1.

Rencontre demandée par M. Joe Handley, sous-ministre de l'Éducation. Sont présents:

- 7 représentants du Ministère de l'Éducation et de la Commission scolaire YK # 1,
- 5 représentants de la FFT et de l'APFY ainsi que l'avocate-agente pour Me Roger Lepage, soit Elaine Bengts.

L'APFY et la FFT demandent, pour une seconde fois, d'établir en collaboration avec le Ministère de l'Éducation et la Commission scolaire YK #1, un comité de travail pour faire les recommandations nécessaires au Ministre de l'Éducation afin de rendre la Loi sur l'éducation constitutionnelle.

Dans une discussion privée avec M. Joe Handley, le 18 janvier 1991, M. Handley explique à Bernadette Leblanc-Fortier qu'il n'est pas en accord avec l'APFY. Il prétend que le programme au complet, représente des coûts supplémentaires même s'il y a 23 élèves.

MARS '91

Premier colloque sur la gestion scolaire avec M. Armand Bédard de la CNPF.

Demande par L'APFY auprès du Ministère de l'Éducation, de mettre sur pied un comité pour établir les paramètres de la gestion de FL-1 par les parents francophones à travers une commission scolaire territoriale.

Lettre de M. Kakfwi: dans celle-ci il démontre un intérêt, une certaine ouverture d'esprit à la proposition d'une commission scolaire francophone.

AVRIL '91

Interrogatoires préalables par Me Roger Lepage: il interroge M. Handley et M. Terry Keefe. M. John Vertes, avocat pour le gouvernement des T.N-O. interroge Bernaderre Leblanc-Fortier et Marlene Steppan (FFT). Demande d'aide pour les élèves du secondaire par 5 parents.

MAI '91

Assemblée générale annuelle de l'APFY . Sont élus:

- présidente, Marie-Claire Leblanc
- vice-président, Jocelyne Beaupré
- trésorière, Sophie Picard
- secrétaire, Marie Patterson
- conseillères, Michelle Roussy et Bernadette Leblanc-Fortier.

Assemblée générale annuelle de la CNPF à Whitehorse. L'APFY devient membre de la CNPF.

Rencontre avec M. Joe Handley qui nous enlève tout espoir face à la gestion. Impossible d'obtenir un comité de travail si l'APFY maintient son action en cour. .

JUIN '91

Lettre de M. Kakfwi, Ministre de l'Éducation, qui reflète un renversement de situation quant à l'ouverture d'esprit de mars '91. Il rejette l'idée d'un comité de travail et de gestion tant et aussi longtemps que l'APFY n'abandonnera pas son action en cour. Négation de l'allocation par élève et de tout financement pour les élèves du secondaire.

Première faillite de l'établissement de la garderie francophone sur la rue Burwash , résultat de pressions négatives auprès des propriétaires, par les résidents de la rue.

JUILLET '91

Après des négociations entre le ministère de l'Éducation et le Secrétariat d'État, une entente est conclue pour donner i/2 enseignant additionnel pour l'année scolaire '91-92. Refus de la balance de la demande, soit 1 enseignant, une classe de refrancisation et 2 portatives additionnelles.

AOUT '91

La Commission scolaire YK #1 accepte finalement d'ajouter la 7e année au programme de FL-1 à l'École Allain St-Cyr et d'embaucher 1/2 enseignant. Ils permettent à l'école Allain St-Cyr d'utiliser une portative inutilisée de l'école J.H. Sissons comme domicile pour la maternelle.

Plusieurs lettres de parents avec des enfants inscrits au secondaire en FL-1 attestent un besoin de soutien financier. Refus du Ministère de l'Éducation de leur porter aide. Demandes verbales de certains parents - refusées.

SEPTEMBRE '91

Emprunt de la portative de l'école J.H.Sissons. L'École Allain St-Cyr consiste maintenant de 2 portatives, 23 élèves, une 1/2 aide enseignante et 2 1/2 enseignants.

L'exposé de la demande est amendée pour inclure les élèves du secondaire.

Individu: Michel Prince - secondaire
Bernadette Leblanc-Fortier - primaire

OCTOBRE '91

Deuxième faillite du projet de garderie sur la rue Knutsen, après un appel par des résidents de la rue à la ville de Yellowknife. Acceptation d'un permis pour le développement d'une garderie de 12 enfants (maximum). Le seuil de rentabilité est 18 enfants. Inacceptable.

NOVEMBRE '91

Demande à YK #1 pour l'extension du programme de FL-1 jusqu'en 8e année pour l'année scolaire '92-93 avec les ressources nécessaires.

Réponses aux engagements du 5 novembre: séries de questions demandées par l'avocat du gouvernement des T.N-O. Long et laborieux exercice pour permettre de rejoindre les ayant-droits dans les communautés du Nord et à Yellowknife.

DÉCEMBRE '91

Demande, sous les auspices du Programme de développement culturel et communautaire (PDCC), par le comité de la garderie Plein Soleil et l'APFY, pour un programme de pré-maternelle (refrancisation) du début janvier à la fin mars'93. Le programme remporte un grand succès et il se termine à la fin juin.

YK # 1 accepte de louer une portative aux comités de parents à 600\$/mois pour 3 après-midi par semaine pour ce projet.

JANVIER À MAI '92

Préparation pour le procès.

MARS '92

Des parents d'Iqaluit, de Hay River et de Yellowknife ont la chance d'assister au colloque - "*L'Art d'éduquer ses enfants en milieu minoritaire*".

AVRIL '92

Demande d'une date de cour et d'un procès en français à Yellowknife par l'avocat de l'APFY.

Rencontres avec le Ministère de l'Éducation et la Commission scolaire YK #1, à leur demande, pour discuter d'un moyen d'éviter les procédures judiciaires.

MAI '92

L'APFY accepte de mettre la cause en veilleuse jusqu'à la fin novembre'92. Formation d'un comité tripartite (comité de politique et de législation - le Ministère de l'Éducation, la Commission scolaire YK # 1 et l'APFY) pour établir les principes d'accès, de financement et de gestion du FL-1 dans les territoires du Nord-Ouest.

SEPTEMBRE '92

Assemblée générale annuelle de l'APFY. Les parents sont informés des négociations en cours avec le gouvernement des T.N-O. et la Commission scolaire YK #1. Élection du C.E. Sont élus:

- présidente, Marie-Claire Leblanc
- vice-présidente, Raymond Bélair
- trésorière, Sophie Picard
- conseillers, Liza Gaudet, Georges Bachand et Didier Bourgois.

NOVEMBRE '92

Rencontres du comité de travail tripartite. Les recommandations de ce comité doivent être présentées au cabinet en même temps que les changements à la Loi sur l'éducation ayant trait aux langues autochtones.

Discussion laborieuse mais il y a un manque de reconnaissance du minimum acquis dans la cause Mahé (Alberta'90).

22 NOVEMBRE '92

Fête de la relance de l'École Allain St-Cyr. Occasion privilégiée de réaliser à quel point la communauté francophone prend de la force et de l'appartenance. Les parents des 40 enfants de l'école s'y retrouvent réunis autour du Ministre de l'Éducation, M. James Arvaluk, la mairesse de Yellowknife et quelques notables de Yellowknife et de la communauté francophone. C'est une fête où parents et enfants ont vibré au son de la culture francophone et ont ressenti la **fierté** d'être francophones.

DÉCEMBRE'92

Remise de l'ébauche du comité tripartite aux représentants du Ministère de l'Éducation. Ceux-ci remettent la version finale corrigée aux membres du cabinet en janvier'93. Possibilité que ces recommandations soient acceptées par l'assemblée législative en février'93.

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'australon

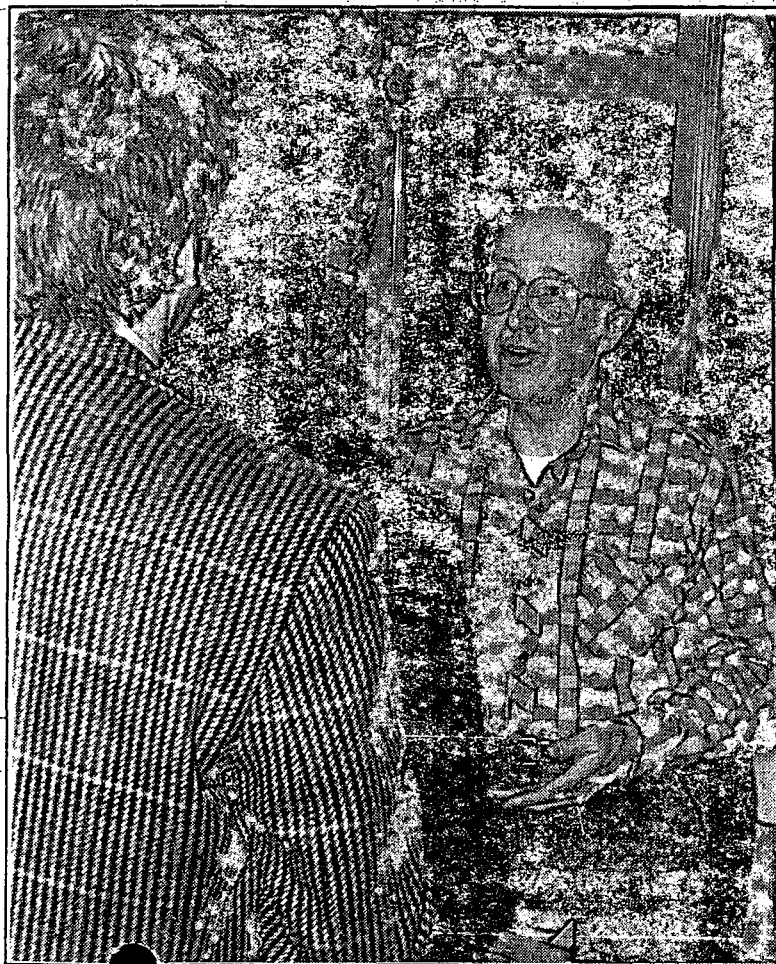
PLOE - Éducation
Patrimoine canadien
OTTAWA
CN
date d'échéance 12 95

K1A 0M5

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338

C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9

Volume 9 numéro 46, vendredi 16 décembre



Le 13 décembre dernier, lors du lancement à Yellowknife du livre du Père René Fumoleau «Aussi longtemps que le fleuve coulera», M. Serge Castonguay (de dos) s'entretient avec l'auteur.

Session de formation pour le futur CSC

Vers un centre scolaire communautaire

La décision officielle portant sur la construction d'un bâtiment permanent pour l'école Allain St-Cyr, à Yellowknife, n'a pas encore été prise, mais déjà, on étudie la possibilité d'incorporer cette école à un centre scolaire communautaire.

Le 10 décembre dernier, le comité ad hoc du centre scolaire communautaire (CSC) de Yellowknife franchissait une autre étape de son projet en offrant une session de formation réunissant membres du comité, conseillers scolaires et personnes ressources à l'École Allain St-Cyr. Et puisqu'une entreprise du genre comporte moult préparatifs et travaux, les organisateurs et organisatrices de la session ont fait appel à une experte dans le domaine.

Parce qu'elle est impliquée à plusieurs niveaux dans la création d'un centre scolaire communautaire à Calgary, Yvonne Hébert, Franco-Albertaine de naissance, était la personne toute désignée pour animer cette rencontre. Professeure-titulaire spécialisée en didactique des langues à l'Université de Calgary, où elle est également responsable du secteur d'éducation en français et d'éducation autochtone et bilingue, Mme Hébert a participé

à la création du CSC de Calgary en tant que membre du comité de programmation et de l'exécutif du CSC. Il ne s'agissait pas de son premier voyage à Yellowknife, mais celui-ci a, semble-t-il, bénéficié à plus d'un.e puisque l'information présentée a suscité de nombreuses questions.

C'est à l'aide de «collages» d'idées qu'Yvonne Hébert a invité les participant.e.s à un questionnement de base. Il fallait d'abord justifier la raison d'être d'un centre scolaire communautaire à Yellowknife. En répondant à un simple «pourquoi», les raisons à la base du projet se sont avérées aussi diversifiées que pertinentes: «milieu francophone authentique, valorisation des enfants, services sous un même toit, ralliement, visibilité, etc.,». Selon Mme Hébert, il est primordial d'identifier ces raisons «parce qu'elles seront plus tard incluses dans les demandes de subventions».

Un deuxième aspect essentiel est de broser un tableau (en anglais et en français) de la communauté francophone à Yellowknife avec son histoire, le territoire qu'elle couvre, des statistiques et autres données prouvant que les francophones y constituent un groupe visible et homogène.

Grâce à cet exercice, les participant.e.s ont relevé des aspects qui méritent d'être mieux documentés. Toute la démarche était accompagnée d'exemples, reliés au CSC de Calgary, qui permettaient d'éclairer les participant.e.s sur certains problèmes ou obstacles potentiels et de s'attarder à des questions comme le statut confessionnel. «Il est tout de même important de ne pas attendre une crise; il faut tenir compte de cet aspect tout au long du processus», a mentionné M^{me} Hébert.

Le CSC prend forme

Suite en page 000512

ÉCHOS DES T.N.O.

Brochure du GTNO sur la Loi sur les langues officielles

Le gouvernement des TNO vient de lancer une publication intitulée *Les Langues de chez nous*. La brochure vise à aider les gens et les organismes à comprendre les lois relatives aux langues dans les Territoires du Nord-Ouest. Elle a été produite par l'Unité des langues officielles du ministère de l'Exécutif et par le ministère de la Justice, de concert avec la Commissaire aux langues, Betty Harnum.

Les langues de chez nous renferme de l'information de base sur les principes, le contenu et la portée de la Loi territoriale sur les langues officielles, le statut légal des langues et les droits garantis par la Loi sur les langues officielles. La brochure explique également le rôle et les responsabilités de la Commissaire aux langues.

Rédigée dans toutes les langues officielles des Territoires du Nord-Ouest, la brochure a été réalisée grâce à des fonds provenant de l'Accord de coopération Canada-TNO relatif au français et aux langues autochtones. Des exemplaires de la brochure sont disponibles auprès de l'Unité des langues officielles (403-920-6960) et du Commissariat aux langues (1-800-661-0889).

Choix des participant.e.s pour la conférence sur la constitution

Les participant.e.s à la conférence de janvier 1995 sur la constitution de l'Arctique de l'Ouest seront choisi.e.s selon une nouvelle méthode qui donnera aux régions et aux municipalités à pouvoir de taxation direct un rôle plus actif dans le processus.

Au départ un sous-comité du Comité d'organisation du développement constitutionnel (CODC) devait se charger de la sélection des participant.e.s. Lors d'une tournée d'information sur le processus constitutionnel, les membres du CODC se sont rendus compte que les gens et les communautés souhaitent être davantage impliqués dans le choix de leurs représentant.e.s. Le Comité d'organisation a toutefois demandé aux régions et aux municipalités de respecter les principes d'équité de l'avant par le CODC dans le choix des délégué.e.s à la conférence. Le CODC favorise un nombre égal d'hommes et de femmes, d'autochtones et de non-autochtones, de jeunes et d'ainé.e.s.

Meilleurs vœux

Le CSC prend forme

Suite de la une

On passait ensuite aux étapes d'organisation et de communication telles qu'elles s'étaient déroulées à Calgary. On y aborde entre autres les besoins de la communauté en rapport avec la construction, les levées de fonds, l'étude du quartier ciblé, etc.. Comme l'a expliqué Yvonne Hébert, on pourrait croire que c'est précipiter les choses que de se pencher sur des questions aussi spécifiques, mais il faut surtout mettre toutes les chances de son côté: «Il faut avoir une idée précise [des besoins de la communauté] avant de faire la demande [de subvention]. Si le travail se fait bénévolement, il faut aller chercher de l'expertise ailleurs et même du côté anglophone. Vous décidez entre vous ce que doit faire le comité de construction. Un comité d'administration déterminera ensuite les méthodes de gestion».

Il existe en fait plusieurs modèles de gestion pour un CSC. Yvonne Hébert les a énumérés en signalant que le CSC de Calgary avait opté pour celui de conseil scolaire communautaire/Régionale. Mais pour voir de façon concrète la forme que peut prendre un centre scolaire communautaire, les gens étaient invités à visiter le CSC de Ste-Anne à Fredericton (Nouveau-Brunswick), à l'aide d'une vidéo de

18 minutes. Après cette visite, les francophones de Calgary ont enclenché l'étape d'une première gestion qu'il fallait ensuite parfaire.

Le deuxième volet de la rencontre consistait à définir la vision du centre et à élaborer un plan de travail pour sa mise sur pied. La vision est l'une des premières choses qu'il est important de prédéterminer. En observant cette marche à suivre, on aboutit non seulement à des résultats mais comme l'explique Yvonne Hébert, «on devient co-partenaire avec le ministère [Éducation]: On ne lui demande pas ce qu'il va faire

mais on lui dit ce que nous allons faire avec lui». D'après Yvonne Hébert, si l'on veut que ce copartenance soit bien établi, il importe de définir un plan d'action rigoureux (pour la demande de fonds) comprenant entre autres les objectifs à atteindre, les ressources disponibles, la structure décisionnelle, l'élaboration des dossiers d'activités, les tâches à accomplir, les outils de travail, les moyens de communication et un échéancier. C'est d'ailleurs ce dernier qui a fait l'objet de la dernière partie de la rencontre.

Sur une feuille, les participant.e.s ont dressé une liste d'étapes préliminaires à la construction qui défile comme suit: Définition des besoins; sensibilisation et recrutement des personnes d'expression française; rédaction d'un inventaire des ressources humaines; choix d'une structure décisionnelle axée sur la collaboration (comités d'auto-financement, de construction; de programmation et d'administration); définition d'un plan de travail à long terme; et documentation (arguments économiques favorables au CSC).

Yvonne Hébert soutient qu'à ce rythme, les francophones de Yellowknife devraient obtenir des engagements du fédéral ainsi qu'un terrain municipal pour 1996.

Geneviève Gouin



Yvonne Hébert.

Éducation en français

La mission de l'école Allain St-Cyr

L'école Allain St-Cyr constitue le pivot du projet de centre scolaire

95-18012-1-6



Canadian Heritage Patrimoine canadien

Hull, Canada
K1A 0M5

AUG
AOUT 24 1995

Your file Votre référence
SP95-02545
Our file Notre référence

Mr. H.J. Gerein
Deputy Minister
Department of Education, Culture
and Employment
Government of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, N.W.T.
X1A 2L9

Dear Mr. Gerein:

Thank you for your letter of July 24, 1995, addressed to Mr. Roger Farley. I read with interest the information you provided with respect to the situation of the *École Allain St-Cyr* and your government's plans for the future of this school. I was also pleased to meet with Mr. Jean-Marie Mariez of your department on August 8 to discuss the proposed project in more detail.

I sympathize with the difficult financial situation that the Government of the Northwest Territories is facing and understand the challenges that it presents. The federal government is also experiencing similar fiscal challenges.

In this context, our department would consider participating in joint funding of the new Allain St-Cyr school with your government. We are most anxious to explore all possible options with your department and with the *Conseil scolaire de Yellowknife* in regards to this project. Staff at the Department of Canadian Heritage office in Yellowknife will therefore contact Mr. Jean-Marie Mariez in September to initiate discussions.

.../2

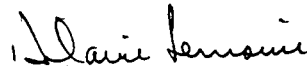
Canada



- 2 -

I look forward to the results of our joint efforts on behalf of the Francophones in Yellowknife and I thank you for your continued cooperation in this matter.

Yours sincerely,



Hilaire Lemoine
Director General
Official Languages Support Programs

c.c.: Mr. Ken East

OL CORR.

5/08/09 14:24

PROMOTION OF OFFICIAL LANGUAGES
PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES
ROUTING SLIP - FICHE DE SERVICE

Document: 3032 Doc. Date Doc.: 95/08/09 BF Date/
Doc/Doss: SP95-02545 Rec. Date Reçue: 95/08/09 Date d'échéance: 95/08/16

To/A:
From/De:
C.C.:

Action: PREPARER REPONSE

Remarks/
Remarques:

Subject/
Sujet: LETTRE DE H.J. [GEREIN] A R. FARLEY RE: FUNDING FOR THE NEW
ALLAIN ST-CYR SCHOOL

Author/
Auteur: LEBLANC, PAUL-EMILE

Comments/
Commentaires:

DATE	CHARGED TO/ REMIS A	DESCRIPTION	B.F. DATE/ DATE D'ECHEANCE	RET. DATE/ DATE DE RETOUR
5/08/09	CIOLOP	PREPARER REPONSE	95/08/16	



Ministère du
Patrimoine Canadien

Department of
Canadian Heritage

Programmes d'appui
aux langues officielles

Official Languages
Support Programs

Opérations et
coordination régionale

Operations and
Regional Coordination

le 1 août 1995

À : Hilaire Lemoine

DE : Jean-Gilles Francoeur

OBJET : Demande pour l'école Allain St-Cyr à Yellowknife

CONTEXTE

- Jean-Marie Mariez nous a fait parvenir une demande signée par son sous-ministre (ci-incluse) pour le financement de la construction de l'école Allain St-Cyr à Yellowknife. Ils demandent 4 M\$ soit, 100% des coûts de construction et s'engagent seulement à mettre le projet en oeuvre.
- Il s'agit là d'une nouvelle approche du GTNO. L'an dernier le gouvernement territorial s'était engagé (au niveau de leur planification stratégique) à construire une école pour les francophones de Yellowknife pour 1999. À ce moment là les parents nous avaient indiqué leur désir d'ajouter une partie communautaire à cette école et Roger avait prévu une somme de 1,5 M\$ pour ce centre pour 1997-1998.
- Suite à la dispute entre le ministère de l'Éducation et les parents au printemps concernant le déménagement de l'école au Conseil scolaire catholique (le Ministère s'y est objecté formellement) le sous-ministre Gerein a indiqué que ce projet de construction était compromis à cause de la situation budgétaire du GTNO.

RENCONTRE À VENIR

- J-M Mariez sera ici pour nous rencontrer le 8 août prochain à 9h00. Est-ce que tu veux participer à cette rencontre, au moins en partie?

● NOTRE POSITION

- Roger propose une réponse de R. Collet qui indiquerait que nous sommes prêts à poursuivre les discussions sur ce projet et que nous sommes disposés à financer 50% comme au Yukon par exemple (voir notes de Roger).
- Une considération est que la communauté va elle aussi nous demander un appui financier important pour la partie communautaire.
- Quelle devrait être notre approche donc? Es-tu d'accord avec la proposition de Roger? Est-ce que tu voudrais répondre toi-même plutôt que R. Collet?



Northwest
Territories Education, Culture and Employment

Post-it		FAX TRANSMITTAL MEMO 7671		NO. OF PAGES
TO: ROGER FARLEY		FROM: JM MARIEL		
CO.:		CO.:		
DEPT.:		PHONE #:		
FAX #: 819 953 6580		FAX #: 463 873 0109		

Mr. Roger Farley
Head of Operations, Western Region
Canadian Heritage
15 Eddy Street, 7th Floor
Hull, Quebec
K1A 0M5

JUL 24 1995

95.7.14

Dear Mr. Farley:

Re: Funding for the New Allain St-Cyr School

The Department of Education, Culture and Employment would like to explore the possibility of Heritage Canada funding the construction of a new building to house the French first language students who presently attend the Allain St-Cyr school.

First, Mr. Farley, to better explain the Department's reasons for this request, allow me to give you a brief history of the Allain St-Cyr school and an account of the current and future financial situation in the Northwest Territories.

In September 1989, the French as a First Language Program was launched in Yellowknife. It started at J.H. Sissons, which is a dual track school (English program and French Immersion program). In October 1989, the students moved into two new portable classrooms, thus setting the groundwork for the Allain St-Cyr school (ASC). The students continued to use certain services at Sissons, such as the gymnasium and library. In September 1993, two more portable classrooms were added to accommodate a growing number of students and grades. Since 1994, a fifth portable has been used as the office of the Conseil scolaire de Yellowknife, the ASC school library, the teacher's lounge, as well as a place for storing items belonging to the school.

Given the continuing growth of enrollments associated with the increasing size of the French Canadian population in Yellowknife, the Department in the fall of 1994, projected the need to replace the present ASC school in its five-year capital needs forecast. Construction of the school was anticipated for 1999-2000, if conditions did not significantly change before then.

In February 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife requested an additional portable for establishing a resource centre for ASC for the 1995-96 school year.

.../2



- 2 -

In April 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, also requested to transfer the school from the Yellowknife School District #1 to the Yellowknife Separate School District #2, and to move the ASC school into buildings belonging to the Yellowknife Separate School District #2 by September 1995. Part of the Conseil's justification included the lack of space and their dissatisfaction with the portables. The Department for a number of reasons, such as the school capacity of each district, turned down this transfer. In addition, the Department clearly advised the Conseil scolaire francophone de Yellowknife of the tentative nature of the five-year capital forecast and indicated that they would be reviewing the timing of a new ASC school in light of major future budgetary restraints.

In fact, the Federal Government, the source for almost 80% of our funding, advised us of the continuing deep budget cuts in its grant to the Government of the Northwest Territories. Future budget reductions by the Federal Government, as well as meeting the demands associated with a high population growth could result in our deficit reaching \$130 million for 1996 if nothing is done to contain it.

In response, in 1995 our Legislative Assembly tabled a motion stipulating that: 1) the maximum deficit for the NWT for one year could not exceed 1% of the total budget for the NWT; and 2) where a deficit has been incurred in a year, the budget for the new year has to include the deficit for the previous year and produce a balanced budget.

To prepare for such a possibility, we must plan restraint measures that will ensure a balanced budget. This will likely involve such a major restructuring of departments and agencies, the reduction of many services, and a revision of the five-year capital forecast, eliminating or postponing certain construction projects.

Although the impacts of the budgetary restraints are not fully known, it is unlikely that we could support participation in the funding of the construction of a new school for a small number of students, regardless of origin, when higher need projects will be delayed.

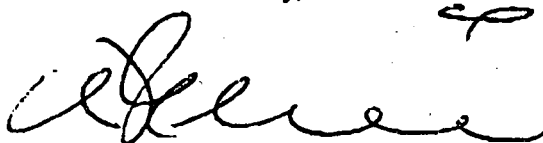
In order to respond to the adamant requests of French parents and the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, the Department of Education, Culture and Employment wish to explore the possibility of financial assistance of approximately \$4 million from Heritage Canada for the construction of the new Allain St-Cyr school as soon as possible (see the appendix for a brief description of the project). The Department's support and participation in the implementation and carrying out of the project will consist of the use and cooperation of its resource people. Although no capital funds can be made available for this project, the Department does contribute to the education of French students in the NWT by supplying the two school boards concerned (in Yellowknife and Iqaluit) with a "per pupil grant" for each student registered in French programs which is equitable to that given to other students.

.../3

- 3 -

Mr. Jean-Marie Mariez, the Department's representative, looks forward to meeting with you regarding this matter in Hull on August 8, 1995.

Yours sincerely,



H. J. Gerein
Deputy Minister

cc: Jean-Marie Mariez, Curriculum Coordinator/French Programs

Appendix

Brief Description of the Construction Project for the New Allain St-Cyr School

A detailed description is currently being developed. In the interim, this brief description is based on what the basic contents are of a new small school in the NWT:

- the school would have a total area of 1,480 square meters. It could accommodate up to 120 students. The number of students in 1994-95 was 53. A maximum of 70 to 80 students is anticipated for the 1999-2000 school year. The basic contents would be:
 - six classrooms, each with an area of 70 square meters, for a total of 420 square meters. These rooms could be converted according to need. For example, four classrooms of 70 square meters each, one classroom of 40 square meters and two other classrooms of 50 square meters each. One classroom could be used as a laboratory;
 - a gymnasium;
 - washrooms;
 - a storage room;
 - administration offices;
 - a small meeting room;
 - an infirmary/medical holding room
 - a resource centre/library.
- the school would be a modular type building, thus allowing for additional rooms, if the need were to arise.
- this construction project is estimated at \$4.0 million, which corresponds to the average normal cost for the construction of a "basic" school of the same area in the Northwest Territories.
- there is the possibility of a future partnership with Francophone community organizations whereby certain additions could be made to this school, such as a daycare, a kitchen, a platform/stage for drama productions, offices for community associations, etc. This community partnership would be developed in conjunction with the various contributors in the Francophone community and the approval of the parties concerned would have to be obtained. The community partnership could not, at any time, interfere with the construction of a new school. Any addition to this "basic" school, such as a community wing, would automatically involve costs that would be additional to the initial estimate for the school and for which the Government of the NWT would not be responsible.

**Programmes d'appui aux langues officielles
Official Languages Support Programs**



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 8 août 1995

À - To:

KEN EAST

**Ministère/
Department:**

Director Northwest Territories
Prairie and NWT Region
Canadian Heritage
457, Main Street, 9th Floor
Winnipeg, Manitoba
R3B 3E8

N° tél./Tel. No.:

(204) 983-2054

N° télécopieur/Facs No.:

(204) 984-4518

Nombre de pages (incluant cette page):

Number of pages (including this page):

8

De - From:

JEAN-GILLES FRANCOEUR

Programmes d'appui aux
langues officielles

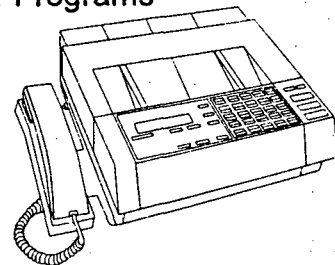
Official Languages Support Programs
Citizenship and Canadian

N° tél./Tel. No.:

(819) 994-2964

N° télécopieur /Facs No.:

(819) 953-6580



Comments:

Following our discussions this morning here is a copy of the letter from the Education DM to R. Farley re. request for Allain St-Cyr. I will prepare a draft response for R. Collet and consult with you.

I will send you the contract signed with Denis Tardif re. concertation interministérielle in Alberta as soon as I can put a hand on it.

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES

819 953 6580;# 1/ 4



Post-it FAX TRANSMITTAL MEMO 7671	
TO: ROGER FARLEY	FROM: J M MARIEZ
CO.:	CO.:
DEPT.:	PHONE #:
FAX #: 819 953 6580	FAX #: 423 873 0109

JUL 24 1995

Mr. Roger Farley
Head of Operations, Western Region
Canadian Heritage
15 Eddy Street, 7th Floor
Hull, Quebec
K1A 0M5

Dear Mr. Farley:

Re: Funding for the New Allain St-Cyr School

The Department of Education, Culture and Employment would like to explore the possibility of Heritage Canada funding the construction of a new building to house the French first language students who presently attend the Allain St-Cyr school.

First, Mr. Farley, to better explain the Department's reasons for this request, allow me to give you a brief history of the Allain St-Cyr school and an account of the current and future financial situation in the Northwest Territories.

In September 1989, the French as a First Language Program was launched in Yellowknife. It started at J.H. Sissons, which is a dual track school (English program and French Immersion program). In October 1989, the students moved into two new portable classrooms, thus setting the groundwork for the Allain St-Cyr school (ASC). The students continued to use certain services at Sissons, such as the gymnasium and library. In September 1993, two more portable classrooms were added to accommodate a growing number of students and grades. Since 1994, a fifth portable has been used as the office of the Conseil scolaire de Yellowknife, the ASC school library, the teacher's lounge, as well a place for storing items belonging to the school.

Given the continuing growth of enrollments associated with the increasing size of the French Canadian population in Yellowknife, the Department in the fall of 1994, projected the need to replace the present ASC school in its five-year capital needs forecast. Construction of the school was anticipated for 1999-2000, if conditions did not significantly change before then.

In February 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife requested an additional portable for establishing a resource centre for ASC for the 1995-96 school year.

.../2



- 2 -

In April 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, also requested to transfer the school from the Yellowknife School District #1 to the Yellowknife Separate School District #2, and to move the ASC school into buildings belonging to the Yellowknife Separate School District #2 by September 1995. Part of the Conseil's justification included the lack of space and their dissatisfaction with the portables. The Department for a number of reasons, such as the school capacity of each district, turned down this transfer. In addition, the Department clearly advised the Conseil scolaire francophone de Yellowknife of the tentative nature of the five-year capital forecast and indicated that they would be reviewing the timing of a new ASC school in light of major future budgetary restraints.

In fact, the Federal Government, the source for almost 80% of our funding, advised us of the continuing deep budget cuts in its grant to the Government of the Northwest Territories. Future budget reductions by the Federal Government, as well as meeting the demands associated a high population growth could result in our deficit reaching \$130 million for 1996 if nothing is done to contain it.

In response, in 1995 our Legislative Assembly tabled a motion stipulating that: 1) the maximum deficit for the NWT for one year could not exceed 1% of the total budget for the NWT; and 2) where a deficit has been incurred in a year, the budget for the new year has to include the deficit for the previous year and produce a balanced budget.

To prepare for such a possibility, we must plan restraint measures that will ensure a balanced budget. This will likely involve such a major restructuring departments and agencies, the reduction of many services, and a revision of the five-year capital forecast, eliminating or postponing certain construction projects.

Although the impacts of the budgetary restraints are not fully known, it is unlikely that we could support participation in the funding of the construction of a new school for a small number of students, regardless of origin, when higher need projects will be delayed.

In order to respond to the adamant requests of French parents and the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, the Department of Education, Culture and Employment wish to explore the possibility of financial assistance of approximately \$4 million from Heritage Canada for the construction of the new Allain St-Cyr school as soon as possible (see the appendix for a brief description of the project). The Department's support and participation in the implementation and carrying out of the project will consist of the use and cooperation of its resource people. Although no capital funds can be made available for this project, the Department does contribute to the education of French students in the NWT by supplying the two school boards concerned (in Yellowknife and Iqaluit) with a "per pupil grant" for each student registered in French programs which is equitable to that given to other students.

.../3

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

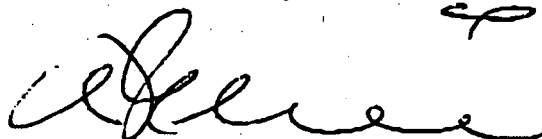
; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES→

819 953 6580;# 3/ 4

- 3 -

Mr. Jean-Marie Mariez, the Department's representative, looks forward to meeting with you regarding this matter in Hull on August 8, 1995.

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'H. J. Gerein', with a small flourish at the end.

H. J. Gerein
Deputy Minister

cc: Jean-Marie Mariez, Curriculum Coordinator/French Programs

Appendix

Brief Description of the Construction Project for the New Allain St-Cyr School

A detailed description is currently being developed. In the interim, this brief description is based on what the basic contents are of a new small school in the NWT:

- the school would have a total area of 1,480 square meters. It could accommodate up to 120 students. The number of students in 1994-95 was 53. A maximum of 70 to 80 students is anticipated for the 1999-2000 school year. The basic contents would be:
 - six classrooms, each with an area of 70 square meters, for a total of 420 square meters. These rooms could be converted according to need. For example, four classrooms of 70 square meters each, one classroom of 40 square meters and two other classrooms of 50 square meters each. One classroom could be used as a laboratory;
 - a gymnasium;
 - washrooms;
 - a storage room;
 - administration offices;
 - a small meeting room;
 - an infirmary/medical holding room
 - a resource centre/library.
- the school would be a modular type building, thus allowing for additional rooms, if the need were to arise.
- this construction project is estimated at \$4.0 million, which corresponds to the average normal cost for the construction of a "basic" school of the same area in the Northwest Territories.
- there is the possibility of a future partnership with Francophone community organizations whereby certain additions could be made to this school, such as a daycare, a kitchen, a platform/stage for drama productions, offices for community associations, etc. This community partnership would be developed in conjunction with the various contributors in the Francophone community and the approval of the parties concerned would have to be obtained. The community partnership could not, at any time, interfere with the construction of a new school. Any addition to this "basic" school, such as a community wing, would automatically involve costs that would be additional to the initial estimate for the school and for which the Government of the NWT would not be responsible.

95-180/12-1-6



Ministère du
Patrimoine Canadien

Department of
Canadian Heritage

Programmes d'appui
aux langues officielles

Official Languages
Support Programs

Opérations et
coordination régionale

Operations and
Regional Coordination

95.9.11

*Merci
Jean-Gilles
R.*

le 2 août 1995

À : Hilaire Lemoine
DE : Jean-Gilles Francoeur

OBJET : Demande pour l'école Allain St-Cyr à Yellowknife

CONTEXTE

- Jean-Marie Mariez nous a fait parvenir une demande signée par son sous-ministre (ci-incluse) pour le financement de la construction de l'école Allain St-Cyr à Yellowknife. Ils demandent 4 M\$ soit, 100% des coûts de construction et s'engagent seulement à mettre le projet en oeuvre.
- Il s'agit là d'une nouvelle approche du GTNO. L'an dernier le gouvernement territorial s'était engagé (au niveau de leur planification stratégique) à construire une école pour les francophones de Yellowknife pour 1999. À ce moment là les parents nous avaient indiqué leur désir d'ajouter une partie communautaire à cette école et Roger avait prévu une somme de 1,5 M\$ pour ce centre pour 1997-1998.
- Suite à la dispute entre le ministère de l'Éducation et les parents au printemps concernant le déménagement de l'école au Conseil scolaire catholique (le Ministère s'y est objecté formellement) le sous-ministre Gerein a indiqué que ce projet de construction était compromis à cause de la situation budgétaire du GTNO.

RENCONTRE À VENIR

- J-M Mariez sera ici pour nous rencontrer le 8 août prochain à 9h00. Est-ce que tu veux participer à cette rencontre, au moins en partie?

NOTRE POSITION

- Roger propose une réponse de R. Collet qui indiquerait que nous sommes prêts à poursuivre les discussions sur ce projet et que nous sommes disposés à financer 50% comme au Yukon par exemple (voir notes de Roger).
- Une considération est que la communauté va elle aussi nous demander un appui financier important pour la partie communautaire.
- Quelle devrait être notre approche donc? Es-tu d'accord avec la proposition de Roger? Est-ce que tu voudrais répondre toi-même plutôt que R. Collet?

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES-

819 953 6580;# 1/ 4



Northwest Territories Education, Culture and Employment

Post-it FAX TRANSMITTAL MEMO 7671		NO. OF PAGES 4
TO: ROGER FARLEY	FROM: J M MARIEZ	
CO.:	CO.:	
DEPT.:	PHONE #:	
FAX #: 819 953 6580	FAX #: 403 873 0109	

Mr. Roger Farley
Head of Operations, Western Region
Canadian Heritage
15 Eddy Street, 7th Floor
Hull, Quebec
K1A 0M5

JUL 24 1995

95.7.24

A. Jean Biller

Mr. Roger

*Il faudrait que vous m'expliquiez avant le
facteur pour le point de vue de la
rénovation de la salle.*

Dear Mr. Farley:

Re: Funding for the New Allain St-Cyr School

The Department of Education, Culture and Employment would like to explore the possibility of Heritage Canada funding the construction of a new building to house the French first language students who presently attend the Allain St-Cyr school.

First, Mr. Farley, to better explain the Department's reasons for this request, allow me to give you a brief history of the Allain St-Cyr school and an account of the current and future financial situation in the Northwest Territories.

In September 1989, the French as a First Language Program was launched in Yellowknife. It started at J.H. Sissons, which is a dual track school (English program and French Immersion program). In October 1989, the students moved into two new portable classrooms, thus setting the groundwork for the Allain St-Cyr school (ASC). The students continued to use certain services at Sissons, such as the gymnasium and library. In September 1993, two more portable classrooms were added to accommodate a growing number of students and grades. Since 1994, a fifth portable has been used as the office of the Conseil scolaire de Yellowknife, the ASC school library, the teacher's lounge, as well a place for storing items belonging to the school.

Given the continuing growth of enrollments associated with the increasing size of the French Canadian population in Yellowknife, the Department in the fall of 1994, projected the need to replace the present ASC school in its five-year capital needs forecast. Construction of the school was anticipated for 1999-2000, if conditions did not significantly change before then.

In February 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife requested an additional portable for establishing a resource centre for ASC for the 1995-96 school year.

.../2



- 2 -

In April 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, also requested to transfer the school from the Yellowknife School District #1 to the Yellowknife Separate School District #2, and to move the ASC school into buildings belonging to the Yellowknife Separate School District #2 by September 1995. Part of the Conseil's justification included the lack of space and their dissatisfaction with the portables. The Department for a number of reasons, such as the school capacity of each district, turned down this transfer. In addition, the Department clearly advised the Conseil scolaire francophone de Yellowknife of the tentative nature of the five-year capital forecast and indicated that they would be reviewing the timing of a new ASC school in light of major future budgetary restraints.

In fact, the Federal Government, the source for almost 80% of our funding, advised us of the continuing deep budget cuts in its grant to the Government of the Northwest Territories. Future budget reductions by the Federal Government, as well as meeting the demands associated with a high population growth could result in our deficit reaching \$130 million for 1996 if nothing is done to contain it.

In response, in 1995 our Legislative Assembly tabled a motion stipulating that: 1) the maximum deficit for the NWT for one year could not exceed 1% of the total budget for the NWT; and 2) where a deficit has been incurred in a year, the budget for the new year has to include the deficit for the previous year and produce a balanced budget.

To prepare for such a possibility, we must plan restraint measures that will ensure a balanced budget. This will likely involve such a major restructuring of departments and agencies, the reduction of many services, and a revision of the five-year capital forecast, eliminating or postponing certain construction projects.

Although the impacts of the budgetary restraints are not fully known, it is unlikely that we could support participation in the funding of the construction of a new school for a small number of students, regardless of origin, when higher need projects will be delayed.

In order to respond to the adamant requests of French parents and the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, the Department of Education, Culture and Employment wish to explore the possibility of financial assistance of approximately \$4 million from Heritage Canada for the construction of the new Allain St-Cyr school as soon as possible (see the appendix for a brief description of the project). The Department's support and participation in the implementation and carrying out of the project will consist of the use and cooperation of its resource people. Although no capital funds can be made available for this project, the Department does contribute to the education of French students in the NWT by supplying the two school boards concerned (in Yellowknife and Iqaluit) with a "per pupil grant" for each student registered in French programs which is equitable to that given to other students.

.../3

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

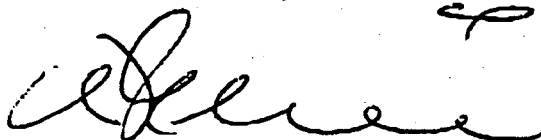
; 7-24-95 ; 8:25AM ; CURRICULUM SERVICES→

819 953 6580;# 3/ 4

- 3 -

Mr. Jean-Marie Mariez, the Department's representative, looks forward to meeting with you regarding this matter in Hull on August 8, 1995.

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'H. J. Gerein', with a stylized flourish at the end.

H. J. Gerein
Deputy Minister

cc: Jean-Marie Mariez, Curriculum Coordinator/French Programs

Appendix

Brief Description of the Construction Project for the New Allain St-Cyr School

A detailed description is currently being developed. In the interim, this brief description is based on what the basic contents are of a new small school in the NWT:

- the school would have a total area of 1,480 square meters. It could accommodate up to 120 students. The number of students in 1994-95 was 53. A maximum of 70 to 80 students is anticipated for the 1999-2000 school year. The basic contents would be:
 - six classrooms, each with an area of 70 square meters, for a total of 420 square meters. These rooms could be converted according to need. For example, four classrooms of 70 square meters each, one classroom of 40 square meters and two other classrooms of 50 square meters each. One classroom could be used as a laboratory;
 - a gymnasium;
 - washrooms;
 - a storage room;
 - administration offices;
 - a small meeting room;
 - an infirmary/medical holding room
 - a resource centre/library.
- the school would be a modular type building, thus allowing for additional rooms, if the need were to arise.
- this construction project is estimated at \$4.0 million, which corresponds to the average normal cost for the construction of a "basic" school of the same area in the Northwest Territories.
- there is the possibility of a future partnership with Francophone community organizations whereby certain additions could be made to this school, such as a daycare, a kitchen, a platform/stage for drama productions, offices for community associations, etc. This community partnership would be developed in conjunction with the various contributors in the Francophone community and the approval of the parties concerned would have to be obtained. The community partnership could not, at any time, interfere with the construction of a new school. Any addition to this "basic" school, such as a community wing, would automatically involve costs that would be additional to the initial estimate for the school and for which the Government of the NWT would not be responsible.



Northwest Territories Education, Culture and Employment

JUL 24 1995

Mr. Roger Farley
Head of Operations, Western Region
Canadian Heritage
15 Eddy Street, 7th Floor
Hull, Quebec
K1A 0M5

Dear Mr. Farley:

Re: Funding for the New Allain St-Cyr School

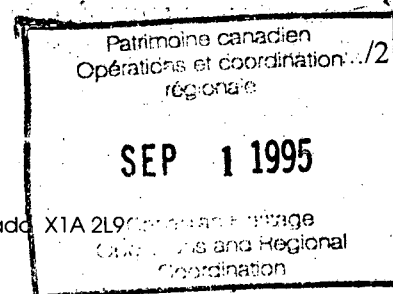
The Department of Education, Culture and Employment would like to explore the possibility of Heritage Canada funding the construction of a new building to house the French first language students who presently attend the Allain St-Cyr school.

First, Mr. Farley, to better explain the Department's reasons for this request, allow me to give you a brief history of the Allain St-Cyr school and an account of the current and future financial situation in the Northwest Territories.

In September 1989, the French as a First Language Program was launched in Yellowknife. It started at J.H. Sissons, which is a dual track school (English program and French Immersion program). In October 1989, the students moved into two new portable classrooms, thus setting the groundwork for the Allain St-Cyr school (ASC). The students continued to use certain services at Sissons, such as the gymnasium and library. In September 1993, two more portable classrooms were added to accommodate a growing number of students and grades. Since 1994, a fifth portable has been used as the office of the Conseil scolaire de Yellowknife, the ASC school library, the teacher's lounge, as well a place for storing items belonging to the school.

Given the continuing growth of enrollments associated with the increasing size of the French Canadian population in Yellowknife, the Department in the fall of 1994, projected the need to replace the present ASC school in its five-year capital needs forecast. Construction of the school was anticipated for 1999-2000, if conditions did not significantly change before then.

In February 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife requested an additional portable for establishing a resource centre for ASC for the 1995-96 school year.



- 2 -

In April 1995, the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, also requested to transfer the school from the Yellowknife School District #1 to the Yellowknife Separate School District #2, and to move the ASC school into buildings belonging to the Yellowknife Separate School District #2 by September 1995. Part of the Conseil's justification included the lack of space and their dissatisfaction with the portables. The Department for a number of reasons, such as the school capacity of each district, turned down this transfer. In addition, the Department clearly advised the Conseil scolaire francophone de Yellowknife of the tentative nature of the five-year capital forecast and indicated that they would be reviewing the timing of a new ASC school in light of major future budgetary restraints.

In fact, the Federal Government, the source for almost 80% of our funding, advised us of the continuing deep budget cuts in its grant to the Government of the Northwest Territories. Future budget reductions by the Federal Government, as well as meetings the demands associated a high population growth could result in our deficit reaching \$130 million for 1996 if nothing is done to contain it.

In response, in 1995 our Legislative Assembly tabled a motion stipulating that: 1) the maximum deficit for the NWT for one year could not exceed 1% of the total budget for the NWT; and 2) where a deficit has been incurred in a year, the budget for the new year has to include the deficit for the previous year and produce a balanced budget.

To prepare for such a possibility, we must plan restraint measures that will ensure a balanced budget. This will likely involve such a major restructuring departments and agencies, the reduction of many services, and a revision of the five-year capital forecast, eliminating or postponing certain construction projects.

Although the impacts of the budgetary restraints are not fully known, it is unlikely that we could support participation in the funding of the construction of a new school for a small number of students, regardless of origin, when higher need projects will be delayed.

In order to respond to the adamant requests of French parents and the Conseil scolaire francophone de Yellowknife, the Department of Education, Culture and Employment wish to explore the possibility of financial assistance of approximately \$4 million from Heritage Canada for the construction of the new Allain St-Cyr school as soon as possible (see the appendix for a brief description of the project). The Department's support and participation in the implementation and carrying out of the project will consist of the use and cooperation of its resource people. Although no capital funds can be made available for this project, the Department does contribute to the education of French students in the NWT by supplying the two school boards concerned (in Yellowknife and Iqaluit) with a "per pupil grant" for each student registered in French programs which is equitable to that given to other students.

.../3

- 3 -

Mr. Jean-Marie Mariez, the Department's representative, looks forward to meeting with you regarding this matter in Hull on August 8, 1995.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. J. Gerein', with a small flourish at the end.

H. J. Gerein
Deputy Minister

cc: Jean-Marie Mariez, Curriculum Coordinator/French Programs

Appendix

Brief Description of the Construction Project for the New Allain St-Cyr School

A detailed description is currently being developed. In the interim, this brief description is based on what the basic contents are of a new small school in the NWT:

- the school would have a total area of 1,480 square meters. It could accommodate up to 120 students. The number of students in 1994-95 was 53. A maximum of 70 to 80 students is anticipated for the 1999-2000 school year. The basic contents would be:
 - six classrooms, each with an area of 70 square meters, for a total of 420 square meters. These rooms could be converted according to need. For example, four classrooms of 70 square meters each, one classroom of 40 square meters and two other classrooms of 50 square meters each. One classroom could be used as a laboratory;
 - a gymnasium;
 - washrooms;
 - a storage room;
 - administration offices;
 - a small meeting room;
 - an infirmary/medical holding room
 - a resource centre/library.
- the school would be a modular type building, thus allowing for additional rooms, if the need were to arise.
- this construction project is estimated at \$4.0 million, which corresponds to the average normal cost for the construction of a "basic" school of the same area in the Northwest Territories.
- there is the possibility of a future partnership with Francophone community organizations whereby certain additions could be made to this school, such as a daycare, a kitchen, a platform/stage for drama productions, offices for community associations, etc. This community partnership would be developed in conjunction with the various contributors in the Francophone community and the approval of the parties concerned would have to be obtained. The community partnership could not, at any time, interfere with the construction of a new school. Any addition to this "basic" school, such as a community wing, would automatically involve costs that would be additional to the initial estimate for the school and for which the Government of the NWT would not be responsible.

Rogers

8144-6-96

Le 4 juillet 1995

128

Loi scolaire dans les T.N-O:**Le ministère fédéral de la Justice ne partage pas l'avis des parents francophones.**

Ottawa (APF): Le ministère fédéral de la Justice ne pense pas que la nouvelle loi scolaire adoptée par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, empêche les parents francophones d'exercer leurs droits scolaires.

Selon Me Michel Francoeur, qui est l'avocat-conseil à la section des droits de la personne au ministère de la Justice, le ministère <<est confiant>> que les règlements qui seront par la suite adoptés par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, assureront la mise en oeuvre effective des droits scolaires des parents francophones, reconnus dans la Charte canadienne des droits et libertés.

Le gouvernement territorial a adopté le 22 juin dernier une nouvelle loi scolaire qui, aux yeux des parents et des associations francophones, ne respectent pas l'article 23 de la Charte portant sur les droits à l'instruction dans la langue de la minorité. Cette opinion s'appuie sur des avis légaux obtenus par la Fédération Franco-Ténoise, incluant celui de l'avocat du Commissariat aux langues officielles.

Selon Me Michel Francoeur, il n'est pas dans l'habitude du ministère de se prononcer publiquement sur la constitutionnalité des lois provinciales et territoriales. Le rôle du ministère est, a-t-il expliqué à l'APF, de conseiller le gouvernement du Canada. Questionné à savoir où logerait le ministère fédéral de la Justice, advenant une poursuite des parents francophones contre le gouvernement des territoires, Me Francoeur a plaidé la neutralité du ministère: <<Il est là pour aider la cour à interpréter la Charte. Il n'est pas là pour appuyer une partie contre une autre>>.

Les francophones des territoires étudieront cet été les moyens d'action à entreprendre dans le but de contester la nouvelle loi scolaire. Selon eux, cette loi donne beaucoup trop de pouvoirs au ministre de l'Éducation au détriment de leurs droits constitutionnels.